

# Une fin de semaine fiévreuse dans les hôpitaux

par Jeanne DESROCHERS

La fin de semaine d'Action de grâce n'aura pas la même saveur pour tout le monde. Nos députés se préparent à rentrer à Québec pour la session spéciale de lundi, où l'on devra décider si la loi d'assurance-maladie sera mise en vigueur le premier novembre, avec ou sans l'accord des médecins-spécialistes. Quant aux médecins, s'ils font partie

des équipes d'urgence mises à la disposition des hôpitaux de "première ligne", on peut leur prédire une fin de semaine longue et fiévreuse.

Tard hier soir, il y avait à la salle d'urgence de l'hôpital Notre-Dame, l'un des six hôpitaux "désignés" comme centre de soins généraux pour la région de Montréal, autant de va-et-vient que dans une salle de gare.

L'on a cru un moment que les omnipraticiens se joindraient à la grève, mais il n'en est rien. Les services d'urgence des hôpitaux non-désignés fonctionnent grâce à eux.

La longue fin de semaine semblera bien longue aux malades dont le cas n'est pas jugé urgent. Et à ceux qui se presseront aux salles d'urgence, on peut prédire de longues attentes.

Une bonne nouvelle, cependant, pour ceux qui ne pourront éviter l'hospitalisation pendant cette période de crise: les employés para-médicaux des divers hôpitaux non-désignés ont accepté avec empressement une certaine mobilité à prêter main-forte aux hôpitaux les plus achalandés.

C'est maintenant parmi le personnel infirmier et auxiliaire, à l'intérieur

même des institutions désignées, qu'on souhaite une pareille mobilité. Les conventions collectives imposent un certain cloisonnement, entre les différents services.

L'administration des hôpitaux désignés souhaite qu'une directive vienne des centrales syndicales, permettant par exemple d'emprunter le personnel

de la salle d'obstétrique pour l'utiliser en cardiologie.

Qu'est-ce qui est normal?

Dans cette situation anormale, qu'est-ce qu'on peut considérer normal? Le communiqué du service de l'information du ministère de la Santé est

Voir FIN DE SEMAINE, page A 2

Le plus grand quotidien français d'Amérique



Montréal, samedi 10 octobre 1970, 86e année, no 236, 164 pages, 11 cahiers.

DERNIÈRE ÉDITION 25¢

## La Fédération des omnipraticiens encouragera la non-participation

"Notre déclaration publique n'est pas un ultimatum et ne s'accompagne pas de menaces de grève. Cependant, la FMOQ soutiendra fermement ses Associations affiliées qui voudraient contester dans les limites de la loi".

En faisant cette déclaration (quatre lignes dans un communiqué de quatre pages), le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Qué-

bec, le Dr Gérard Hamel, a souligné aux membres de la presse qui assistaient, hier, à sa conférence de presse, qu'il serait malhonnête de mettre l'accent sur cette déclaration qui ne contient pas l'essence du message qu'il veut communiquer à la population.

Interrogé sur les formes que pourrait prendre cette "contestation", le Dr Hamel a dit qu'il en existait plusieurs,

dont une invitation à se désengager du régime, selon les modalités qui seront prévues par la loi (spéciale ou pas) et qui n'aurait pas comme effet de priver le public des services des omnipraticiens.

"Il ne reste plus que la question tarifaire à régler". Le Dr Hamel a affirmé:

Voir LA FEDERATION, page A 2

## Le diplomate James Richard Cross est vivant et répond au ministre de la Justice

# NOUVEAU DÉLAI DU FLQ

par Alain ZOLTY

La vie du diplomate britannique James R. Cross continuait encore, ce matin, à être l'objet de tractations sporadiques entre les autorités et le FLQ. Après plus de 19 heures d'attente,

hier, deux communiqués du Front de libération du Québec étaient rendus publics pour assurer d'une part que James R. Cross était toujours vivant et d'autre part, que la limite du délai consenti par le FLQ pour que le gouverne-

ment se plie à ses exigences, avait été prolongée jusqu'à 18 heures aujourd'hui.

Dans son ultime délai contenu dans le communiqué No. 5, le FLQ avait fixé à minuit, jeudi soir, l'heure à laquelle le diplomate serait exécuté si l'on ne libé-

rait pas tel que convenu, un certain nombre de prisonniers "politiques".

L'heure fatidique devait passer sans qu'aucune communication soit rétablie avec le FLQ et ce n'est qu'hier soir, vers 7 h., que le FLQ faisait savoir qu'il

consentait à remettre à 18 h. samedi, la "limite du délai".

Le dernier communiqué était accompagné d'une lettre écrite, semble-t-il, de la main de M. James R. Cross et celle-ci contenait la phrase que le ministre de

la Justice du Québec, M. Jérôme Choquette avait exigé pour obtenir la cer-

Voir NOUVEAU DELAI, page A 2

## Ottawa veut savoir quand et où Cross sera relâché

par Marcel DESJARDINS

de notre bureau d'Ottawa  
OTTAWA — Les autorités fédérales veulent savoir dans quelles circonstances de lieu et de temps le diplomate britannique, James Richard Cross, peut être relâché par ses ravisseurs.

Voilà en substance, la réaction du gouvernement fédéral au septième et "dernier" communiqué du Front de libération populaire (FLQ).

Pour autant, même si cela semble être implicite, le gouvernement fédéral n'admet pas qu'il est prêt à négocier les deux dernières conditions fixées par le FLQ pour la libération de M. Cross, c'est-à-dire, la libération des "prisonniers politiques" et leur sauf-conduit vers l'Algérie ou Cuba et l'abandon des activités policières.

Dans la capitale canadienne, où on a eu l'impression à plusieurs reprises durant la journée de vendredi que des négociations secrètes se déroulaient pour la libération de M. Cross, le Centre d'opération du ministère des Affaires étrangères s'occupait d'activités, tard hier soir.

Rien n'est cependant venu confirmer

cette possibilité si ce n'est une foule de rumeurs.

Les autorités se sont montrées bien prudentes quant à l'authenticité des documents reçus à Montréal. Si elles ont mis du temps à reconnaître l'authenticité des communiqués reçus par CKLM, et en particulier la lettre portant la signature de M. Cross, elles n'ont mis que deux heures à riposter aux communiqués numéro 7.

La réaction a été transmise à la presse par l'entremise de M. Ross Francis, un porte-parole du ministère des Affaires extérieures qui a précisé qu'on n'avait jamais reçu le communiqué numéro 6, contrairement à ce qui a été affirmé par le FLQ.

M. Francis a fait remarquer qu'il était difficile d'essayer de définir les conditions de la libération sans passer par un intermédiaire qui aurait la confiance des deux parties. Le Secrétaire d'état aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, avait souhaité, plus tôt

Voir OTTAWA VEUT, page A 2

## Selon Me Lemieux Les lettres de Cross cachent un code secret

Selon Me Robert Lemieux, les messages de James R. Cross reçus jusqu'à présent cacheraient un code secret grâce auquel le diplomate tenterait d'indiquer à la police, l'endroit où il serait tenu en otage.

Me Lemieux, avocat de nombreuses personnes soupçonnées d'activités subversives, a soutenu que dans une de ses missives, M. Cross avait réussi à glisser l'information suivante: route rurale no 4.

Me Lemieux n'a toutefois pas précisé par quel moyen il était parvenu à déchiffrer ce message.

L'avocat soutient que le diplomate a

Voir LES LETTRES, page A 2

- Copie de la lettre de M. Cross à sa femme
- Pierre Pascau, le choix des ravisseurs
- Arrestations et perquisitions

— page A 8

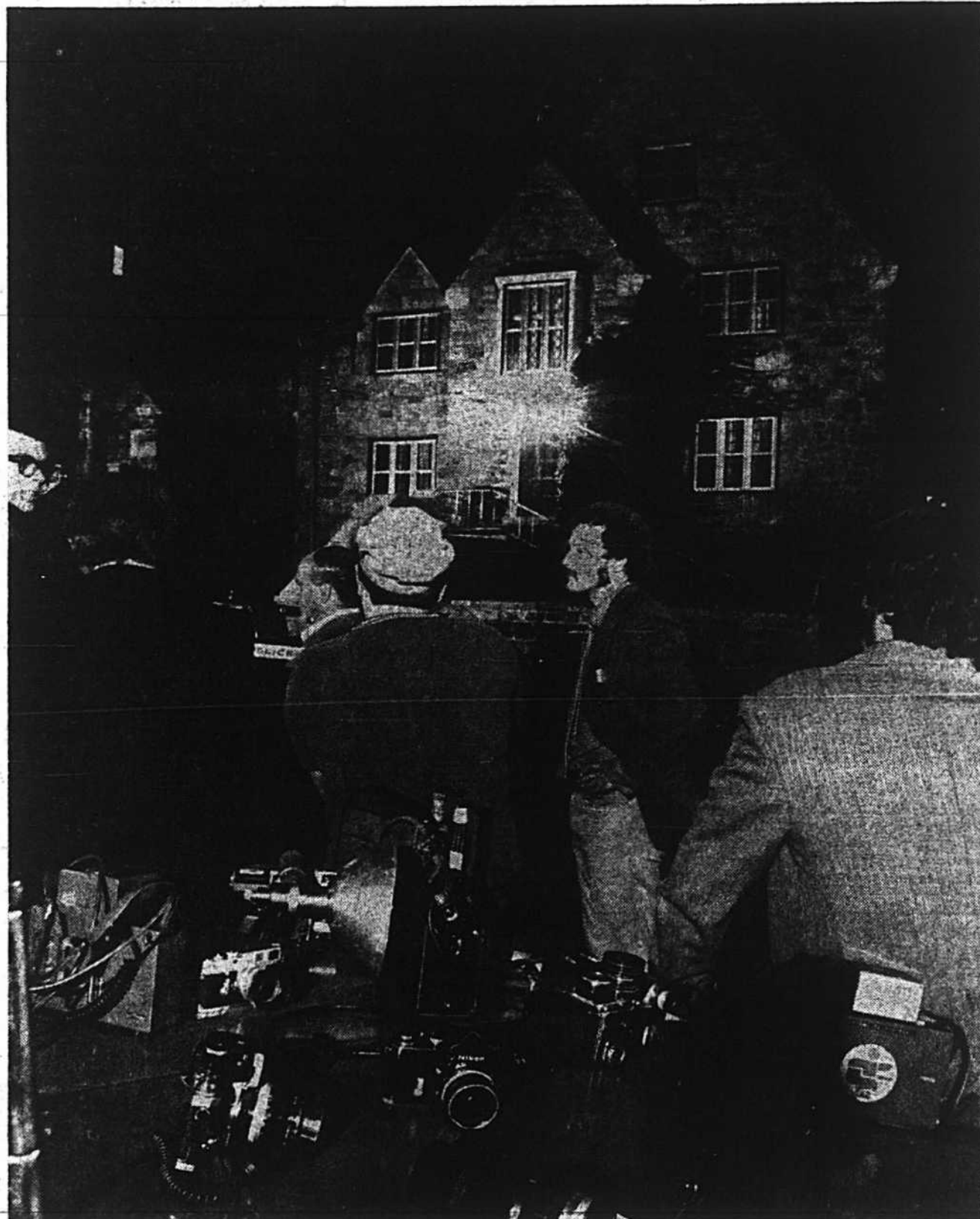


photo Pierre McCann, LA PRESSE

Depuis lundi, la résidence du diplomate James Richard Cross est l'objet d'une surveillance de tous les instants, non seulement par la police, mais par les photographes et journalistes.

## Aux Communes, il y a de l'inquiétude, de la tension... mais jamais de panique

blir, autrement que par la tête que vous font les personnes responsables, ce qui est en voie de se passer.

Il y a de l'inquiétude bien sûr; peut-être y a-t-il même encore quelque stupeur. Il y a aussi beaucoup de tension, beaucoup de calme, presque jamais de panique, de celle en tout cas qu'on peut percevoir. Tout cela crée un véritable climat d'irréel.

Quand vous parlez aux hommes politiques, ils sont tendus et inquiets dès que vous abordez l'affaire Cross. Si vous parlez d'autre chose, ils se détendent. Le premier ministre est imperturbable si vous parlez de l'affaire Cross; si vous évoquez les menaces qui pèsent sur lui, il devient cabotin.

M. Sharp n'est jamais complètement

abattu mais sa vive inquiétude se lit sur son visage.

En Chambre, il n'est presque pas question de l'enlèvement. A l'heure où Radio-Canada annonçait, jeudi, que le diplomate avait été assassiné, il y eut un certain mouvement dans la chambre, un échange de note du côté des conservateurs, des rentrées et des sorties successives de M. Sharp qui répondait sans doute à des appels téléphoniques derrière les rideaux.

Le gouvernement joue ses cartes de façon assez serrée. Il n'est pas revenu sur la condamnation des séparatistes que contentaient certains de ses premiers ministres. Dès lundi après-midi, il paraissait avoir pris une décision d'ordre général

à l'intérieur de laquelle il peut user, selon les événements, d'une certaine souplesse. Il en a immédiatement avisé l'opposition — par chefs de partis interposés — qui a assez subitement cessé de faire des commentaires, du moins en chambre.

On ne sait rien de cette décision si ce n'est que de façon générale, il ne laissera tomber une carte que lorsque l'autre négociateur aura lui aussi fait une concession. On a eu l'impression dès le début du drame que le gouvernement croyait avoir le temps avec lui, qu'il misait sur le fait que les terroristes ne mettraient pas leur menace à exécution

Voir AUX COMMUNES, page A 2



- Les évêques sont contre l'avortement — page A 3
- Crépeault nie tout — page A 3
- Bourassa doit doré l'image du séparatisme à New York — page A 9
- Quand la mode descend... en ski — page B 1
- Le groupe des Sept: un pari sur le Canada — page D 14
- Moins d'électeurs à Longueuil — page F 3
- Des animaux ratés: les batraciens — page H 1

**LA PRESSE**  
ne sera pas publiée, lundi, fête de l'Action de Grâce

### sommaire

- Annonces classées / G 1 à G 7, H 2 à H 13
- Arts et Lettres / D 1 à D 15
- Bandes dessinées / E 8
- Bricoleur / E 10
- Bridge / E 9
- Décès, naissances / H 16
- Editorial / A 4
- Etes-vous observateur? / E 10
- Finance / F 2 à F 4
- Horoscope / B 2
- Immeuble / E 11 à E 13
- Information canadienne / A 9
- Informations étrangères / F 1
- Jardinage / E 9
- Les secrets de polichinelle / B 4
- Loisirs et récréation / E 8
- Mots croisés / E 10
- Sciences / H 1
- Sports / C 1 à C 8
- Timbres / E 9
- Tourisme / E 1 à E 7
- Tribunaux / A 12
- Vie féminine / B 1 à B 4
- Vie mondaine / B 3
- Vie religieuse / A 3
- Votre médecin / B 4

**mini loto**  
TIRAGE 9 oct.  
**42951**  
42951 gagnent \$5,000  
2951 gagnent \$500  
951 gagnent \$100

**Pierre-C. O'NEIL**  
de notre bureau d'Ottawa  
OTTAWA — Cette fois, c'est échec et mat.  
Il est arrivé dans le passé que, les journalistes aient été plongés ici dans le noir complet: mais jamais durant une période aussi longue.  
L'étalement est totale, aucune information importante n'a coulé depuis cinq jours sur cette affaire d'enlèvement. Aussi est-il extrêmement difficile d'éta-

## météo

Nuageux ce matin, s'éclaircissant au cours de la journée. Demain, nuageux et chaud. Max. 75° Min. 55° • Détails à la page A 2

**Belvedere**  
Les fumer, c'est les aimer.  
(Filtre cu Mentho!)



FIN DE SEMAINE

SUITE DE LA PAGE A 1

assez optimiste. Ce sont les régions éloignées qui semblent le mieux préparées à faire face à toute éventualité.

A Québec, ça démarre mal. L'urgence est désertée à l'Hôtel-Dieu, faute de médecins.

Du côté de Montréal, c'est Notre-Dame qui est le plus vulnérable. Les hôpitaux anglophones qui reçoivent toujours une bonne proportion de patients francophones ont tendance à les renvoyer vers Notre-Dame, en cette période de crise.

La lourde responsabilité

L'organisation des services d'urgence repose entièrement sur la Fédération des médecins-spécialistes. Le ministère de la Santé se tient prêt à intervenir, mais jusqu'ici ce sont les plans de la Fédération qui sont appliqués.

Le va-et-vient est tel que même les administrateurs d'hôpitaux ignorent combien de médecins habituellement attachés à l'institution circulent auprès des patients.

A l'hôpital Charles Lemoine, à Greenfield Park, le directeur médical a reçu de 15 ou 16 médecins sur 140 un avis écrit motivant leur absence.

La pression monte

Autour du ministre Castonguay, les pressions augmentent, et se font plus pressantes. A l'intérieur du PQ, l'économiste Parizeau n'est pas le seul à s'étonner que le conseil national du parti ait encouragé un certain radoucissement de la politique du gouvernement.

time "plus opportun et plus logique d'exiger la fixation d'une échelle de salaire des médecins-spécialistes en tenant compte du revenu moyen des Québécois", plutôt que de comparer le revenu de nos spécialistes avec ceux de l'Ontario.

"Il ne doit pas être question à ce moment-ci de penser à élargir encore plus l'immense fossé qui sépare le salaire moyen québécois de ces trois ou quatre mille citoyens déjà vachement gavés par notre régime."

La CSN n'est pas tendre non plus. Le président de la Fédération des Services, regroupant 50,000 employés dans les hôpitaux québécois, dit que "le gouvernement doit sommer les médecins de retourner au travail et les obliger à assurer immédiatement les services d'urgence dans tous les hôpitaux."

M. Norbert Rodrigue ajoute que la Fédération prendra les mesures nécessaires, si le gouvernement et les médecins n'en viennent pas à un accord, pour que les Québécois reçoivent les soins qui leur sont dus.

Pour sa part, le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, dit qu'"en juillet on pouvait taxer le gouvernement de mollesse envers les médecins, mais en octobre, c'est de tendresse qu'il s'agit".

"Les salaires ordinaires trouvent inacceptables, dit M. Charbonneau, les tergiversations du gouvernement sur une mesure qu'appuie 80 p. cent de la population. L'attitude du gouvernement Bourassa accentue une fois de plus l'impopularité que veut qu'il y ait une politique spéciale pour les riches et une autre politique pour les pauvres".

AUX COMMUNES

SUITE DE LA PAGE A 1

et que leur proie deviendrait embarrassante.

Peut-être le gouvernement misait-il entre autre chose sur un sursaut de l'opinion publique. Et ce n'est qu'au Québec qu'on peut établir si cela s'est produit, et si cela s'est produit avec la force qu'on désire, et si, les deux parties devenant plus raisonnable, c'est le gouvernement ou le FLQ qui s'en tire le mieux.

Le caractère très serré de l'opération apparaît dans la façon dont le gouvernement fait ses interventions. La première forçait les terroristes à agir très vite. La deuxième ne vint qu'à l'heure même fixée pour la mise à exécution de

la menace des membres du FLQ. Au moment où le sixième communiqué vient d'être rendu public, il n'y a pas encore eu de troisième communication du gouvernement.

Mais si le gouvernement use de fermeté, il use aussi de prudence.

Un exemple: sous le coup de la menace il lui était difficile de parler de l'affaire Lapalme. Il l'a fait quand même, et pendant six heures hier, histoire sans doute de démontrer que s'il n'entend pas céder la-dessus il a la sagesse d'en discuter.

Tout cela se déroule dans le plus invraisemblable assemblage de rumeurs, certaines fafelues, certaines qui ont le mérite d'évoquer des situations plausibles.

C'est au centre d'opérations d'urgence du gouvernement que se fait le tri de ces informations. Il est situé au deuxième étage de l'édifice de l'Est où le premier ministre a lui-même ses bureaux. Il n'est pas question pour un journaliste de s'en approcher, et on s'y agit 24 heures par jour.

Mais hier soir, le bureau sans rideau du centre d'opérations baignait dans une lumière bleutée. En marchant le long du canal rideau et dans les arbres qui voisaient la colline, on y distinguait des cadrons marquant l'heure qu'il est à différents endroits du pays ou du monde. On y voyait des magnétophones, des appareils de télé et un personnage solitaire près d'un appareil où il fut possible de voir la mire qui identifie Radio-Canada.

Des lignes téléphoniques directes permettent aux ministres ici de communiquer rapidement avec le bureau du ministre de la Justice à Québec et à Montréal. Un réseau complexe de communications relie tous les points chauds de ce problème complexe et où qu'il soit en fin de semaine, le premier ministre Trudeau peut être presque instantanément saisi de tout développement soudain.

Si ce n'était du drame à la fois politique et humain qui se déroule derrière tout cela, on dirait, de la partie de l'opération qui se déroule ici, qu'elle est fascinante.

NOUVEAU DELAI

SUITE DE LA PAGE A 1

titude que le diplomate était encore vivant.

Cette lettre, rédigée en anglais, a été traduite comme suit: "3 p.m.

Vendredi (écrit en français dans le texte)

"J'ai entendu le message du ministre de la Justice à la radio. Je le répète donc:

"Cela fait cinq jours que je suis parti et je veux que tu saches, chérie, que tu me manques à chaque minute".

"Veuillez s'il vous plaît assurer ma femme et ma fille de mon amour; j'espère les voir bientôt".

J. R. Cross"

Le second paragraphe de cette lettre constituait la phrase clé demandée par Me Choquette.

Le communiqué No. 7 laissait entendre, lui, qu'une dépêche précédente, portant le No. 6, avait été laissée jus-tôt dans le hall d'entrée, au 4055, St-Joseph, à Montréal. Le FLQ accuse la police de s'être emparé du communiqué No. 6 et d'en avoir caché l'existence pour gagner du temps.

A l'escouade antiterroriste de Montréal, on se défendait hier, hier soir, d'avoir agi de la sorte.

Le communiqué No. 7 se lit comme suit:

"Communiqué Numéro 7  
8 octobre 1970; heure: 6 heures p.m.; délai: 24 heures. "Le Front de Libération du Québec a fait parvenir aux autorités en place le communiqué no. 6, par la biais de M. Trudel du journal La Semaine. Cette enveloppe était adressée à Pierre Pascau et avait été déposée au 4055 St-Joseph, sous le tapis du hall d'entrée."

"Nous avons maintenant la certitude que les autorités en place ne cherchent qu'à gagner du temps, puisqu'elles refusent de faire connaître à la population le contenu du communiqué no. 6 ainsi qu'une lettre publique de J. Cross."

"Ceci est le dernier communiqué advenant le fait que les autorités en place ne libèrent pas les prisonniers politiques d'ici six heures, samedi soir. Jamais les autorités en place ni leur police politique fasciste ne retrouveront le diplomate J. Cross, si elles n'exécutent pas nos demandes formulées dans le communiqué numéro 6 dans le délai fixé plus haut".

"NOUS VAINCRONS"

"Front de Libération du Québec"

"Remarque 1 — Nous joignons une lettre de J. Cross reprenant la phrase demandée par le chien à Choquette."

"Remarque 2 — Nous joignons également une copie du communiqué numéro 6".

Dernières conditions

Ainsi se termine la dernière missive reçue du FLQ. Quant au communiqué no. 6, il précise les dernières conditions du "Front" pour la libération du diplomate.

De plus, les ravisseurs soutiennent qu'ils sont prêts à donner leur vie. Les conditions demeurent: la libération des prisonniers politiques et la cessation des opérations policières visant à retrouver le diplomate.

Le communiqué indique entre autres: "lorsque nous avons décidé d'enlever le diplomate Cross, nous avons calculé toutes les possibilités, y compris celle du sacrifice de notre vie pour une cause que nous jugeons juste."

En ce qui concerne les forces policières, on laissait savoir, hier, à l'escouade antiterroriste de Montréal que l'on n'avait pas tenté de cacher l'existence de ce communiqué no. 6.

Un officier de police devait en fait expliquer, ce qu'était le journaliste destinataire qui, en fait, n'était pas allé le chercher.

Quant aux opérations des forces de l'ordre concernant l'affaire Cross, Me Robert Lemieux devait indiquer tôt ce matin, que les activités des agents concernés semblaient fort limitées.

Toutefois, dans la journée d'hier, le

journaliste Louis Fournier de CKAC avait été longuement interrogé par la police, puis relâché.

Un ami de M. Fournier était lui-même appréhendé alors qu'il arrivait au domicile du journaliste, vers 5 h. 30 (voir article page A-8).

Sur le plan des autorités gouvernementales, on indiquait, hier soir à Ottawa, que le gouvernement fédéral aimerait savoir où et quand et de quelle manière M. Cross serait libéré advenant le cas d'un accord.

De son côté, le ministre de la Justice du Québec, Me Choquette, se gardait de faire quelque déclaration que ce soit.

Lors d'un bref entretien vers 22 h, au Palais de Justice de Montréal, Me J. Arthur Lépine, procureur en chef de la couronne, deva à déclarer laconiquement: "Nous sommes parvenus à un stade très délicat et nous n'avons aucun commentaire à faire."

Il était donc inutile, aussi bien auprès de Me Choquette ou de la police, de connaître l'importance qu'a pu avoir, entre autres, une descente éclair des forces de l'ordre, dans la région de Verchères et des Iles de Sorel, vers une heure de l'après-midi.

C'est peu après cette descente que l'on recevait, à CKLM, un message du FLQ demandant que les recherches policières cessent immédiatement.

Finalement, la Gendarmerie royale, à Montréal, devait indiquer qu'il était peu probable que des présumés terroristes québécois aient passé, hier la frontière canado-américaine, près de Vancouver.

Il s'agirait dit-on d'une fausse alerte, fausse alerte qui a tout de même traversé la frontière puisque la police de l'Etat de Washington a été alertée. Les personnes recherchées ont été décrites comme étant trois hommes, âgés d'à peu près 25 ans, roulant dans une camionnette.

OTTAWA VEUT

SUITE DE LA PAGE A 1

ce semaine, que les ravisseurs ont gnet un porte-parole.

Les ministres

Par ailleurs, tous les ministres directement concernés par cette affaire, notamment le premier ministre, M. Trudeau, M. Sharp, le solliciteur général, M. George McNeil, étaient tous à Ottawa, hier soir, et sur un pied d'alerte. Ils étaient constamment tenus aux faits des derniers développements.

Si on en croit un autre porte-parole gouvernemental, le Cabinet fédéral n'aurait pas nécessairement à être réuni pour décider des deux conditions fixées par le FLQ, quoique, soulignation, le Conseil des ministres puisse être convoqué rapidement. On croit que le Cabinet s'est entendu dès lundi, lors de ces premières discussions soulevées par l'enlèvement de M. Cross, sur une politique générale qui permettrait au comité ad hoc de prendre ce genre de décision.

Hier soir, les porte-parole gouvernementaux ont carrément refusé de dire si on avait établi des contacts avec les gouvernements de Cuba et de l'Algérie, les deux pays où certains membres du FLQ aimeraient se réfugier.

Peu après midi, hier, M. Sharp est entré en communication avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures de la Grande-Bretagne, Sir Alec Douglas Home, pour le mettre au courant de l'évolution des recherches entreprises pour retrouver M. Cross.

Dans les milieux parlementaires fédéraux, on a maintenu le mutisme des derniers jours sur l'affaire Cross.

LES LETTRES

SUITE DE LA PAGE A 1

passé, dans sa carrière un examen du M-15 (organisme britannique de renseignement et de contre-espionnage) et qu'il est fort possible qu'il ait connaissance de certaines méthodes et de codes pouvant aider la police.

De plus, toujours selon Me Lemieux, il est possible que M. Cross se soit entendu avec sa femme pour établir un code secret, au cas où il serait victime d'un enlèvement.

L'avocat a également indiqué que selon le sergent-déTECTIVE Gilles Masse de l'escouade antiterroriste, les activités policières concernant l'affaire Cross avait connu un certain relâchement, depuis minuit hier soir.

LA FEDERATION

SUITE DE LA PAGE A 1

"Nous avons à maintes reprises déclaré que nous n'avons pas l'intention de camoufler les véritables problèmes, même si ces derniers sont exclusivement d'ordre pécuniaire".

A ce chapitre, la FMOQ a tenu à exprimer ses craintes devant l'attitude du gouvernement à l'effet que celui-ci semblait fixer d'une manière unilatérale les tarifs médicaux".

Les négociations (quelques séances seulement depuis juillet) ne consistaient qu'en "un exercice de déplacement de chiffres permettant d'échanger quatre 25 sous pour un dollar. Aucune augmentation réelle des tarifs n'était alors possible".

Même si le gouvernement ne veut pas démorir de la masse monétaire de \$266 millions qu'il a destinés aux médecins, le litige repose surtout dans le calcul de la moyenne d'actes médicaux que peut accomplir un médecin par semaine. La projection du gouvernement bonne 190.2 actes par semaine, ce qui représente, selon la FMOQ, une augmentation de 22.2 p. cent des activités actuelles.

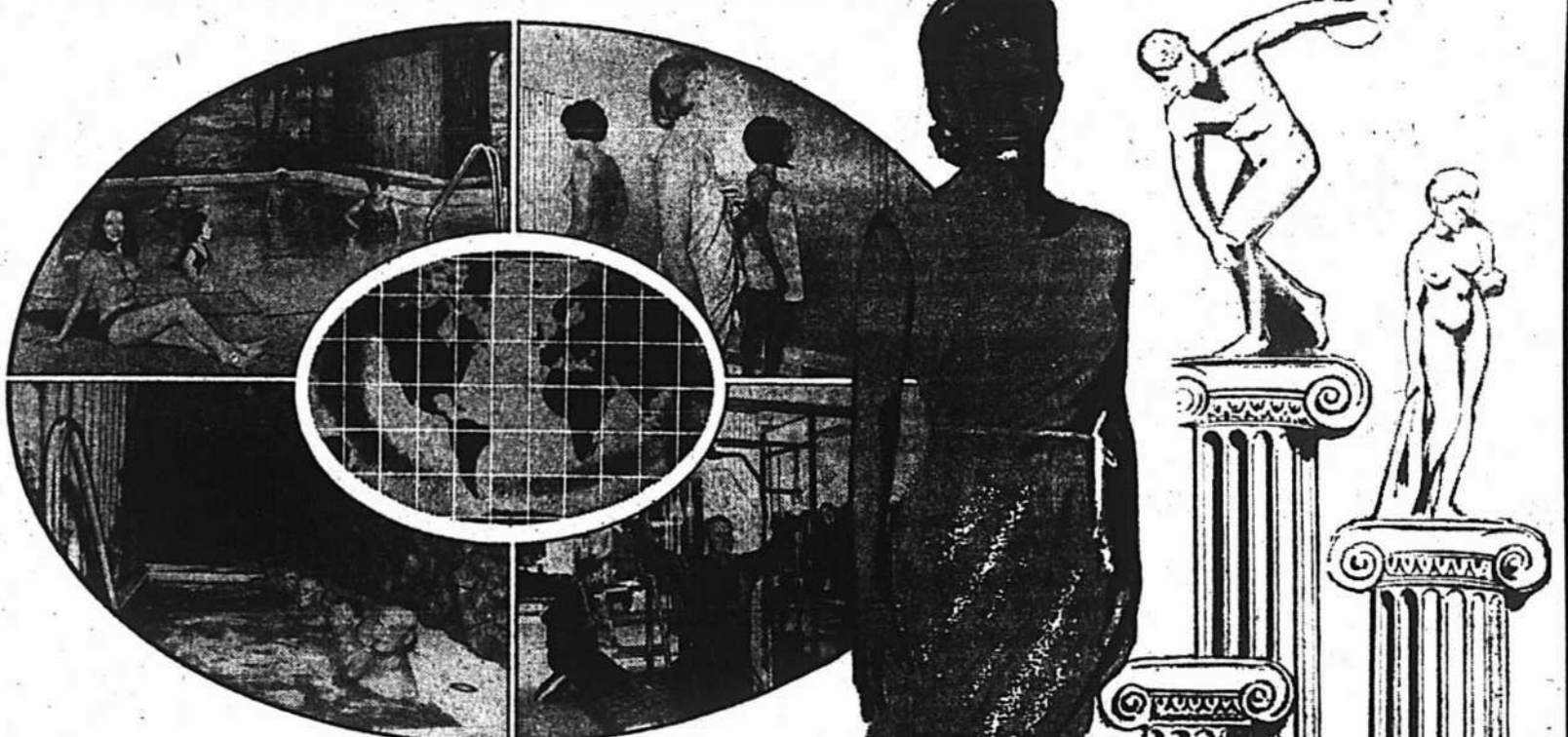
le TEMPS qu'il fera

Chaud

Voici les prévisions de la météo pour samedi: Régions de Montréal, de l'Outaouais, des Laurentides, de Québec, des Cantons de l'Est, du Saint-Maurice et du Lac-St-Jean: brume en début de journée, s'éclaircissant au cours de la matinée. Maximum environ 75. Aperçu pour dimanche: nuageux et chaud-avec possibilité d'averses. Régions de Bas-Caraïbe, de Rimouski, de Sagoué et de Gaspé: brume en début de journée, devenant ensolleillé au cours de la matinée. Maximum dans les 60. Aperçu pour dimanche: ensolleillé et chaud.

CLINIQUE B.C. services complets avec département CHIROPRA TIQUE 4146 est, Bélanger (angle Pie IX) Sur rendez-vous, de 9 a.m. à 9 p.m. 725-9588\*

COMPAREZ... IL N'Y A RIEN DE SEMBLABLE AU MONDE



ALLEZ CHEZ VIC TANNY

..vous constateriez vous-même que c'est le centre de culture physique le plus luxueux au monde, avec ses boiseries, ses chromes, ses miroirs élégants et son équipement exclusif ultra-moderne, spécialement conçu pour vous aider à atteindre rapidement le but que vous vous être fixé.

LES NOUVEAUX PROGRAMMES D'AUTOMNE CHARTER '70 COMMENCENT CETTE SEMAINE

EN 20 SEANCES SEULEMENT VOUS POURREZ

- AMINCIR vos hanches et vos cuisses de 1" à 3"
• PERDRE de 5 à 20 lbs... grâce aux programmes individuels pour hommes et pour femmes.
• AMINCIR votre tour de taille de 2" à 5"
PLACE BOUAVENTURE avec ESTEREL 44 Mart 866-7907
CENTRE D'ACHATS COTE-SAINT-LUC 487-5330
CENTRE D'ACHATS ROCKLAND 342-5550

1278, BOUL. LABELLE CHOMEDEY 688-7330

WEST ISLAND MALL 683-6115

"Le Studio West Island Mall est présentement en construction. Surveillez l'annonce qui vous renseignera sur les nouveaux studios."

LA PAIX UNIVERSELLE

La paix universelle commence avec la paix dans le coeur de chaque individu La méditation transcendantale de Maharishi Mehesh Yogi vous aidera à utiliser la paix, l'harmonie et l'énergie intérieure. Des professeurs formés par Maharishi à Rishikesh, en Inde.



Maharishi Mahesh Yogi

donneront une conférence introductoire publique en français qui aura lieu à

L'Université de Montréal, immeuble principal, ch. E310

MARDI le 13 oct. à 8 h p.m. sous les auspices de SIMS (Société Internationale de Méditation des étudiants.) Admission gratuite. Informations: 733-5990

INCROYABLE! CHALET de 2, PIECES avec TERRASSE

Chalet de style ranch, en pin nouveau, construit sur un terrain de 5,000 pieds carrés



AU LAC SAINT-DENIS PRIX COMPLET Y COMPRIS RECTION et TERRAIN \$975

PEU DE COMPTANT Facilité de paiement Domaine de 400 acres - 4 lacs clairs comme du cristal. Excellents pour: pêche, canotage, ski nautique, 3 plages sablonneuses. A 50 milles de Montréal) à une heure par l'autoroute.

OCCUPATION IMMEDIATE!

PARCOURS: Autoroute (sortie 26) ou route 11 vers St-Sauveur et Morin Heights, aux lieux de circulation de Morin Heights, tournez à droite vers St-Adolphe d'Howard sur la route 90 Nord et environ 1 mille passé la base militaire de l'A.R.C., au lac St-Denis, tourner à gauche à notre grosse enseigne à LACS DEVELOPPEMENT et continuer jusqu'au bureau de vente.

VEZ NOUS VOIR. CETTE FIN DE SEMAINE — OU LUNDI LE 12 OCTOBRE

GAGNEZ 50

"VOYAGES DE DETENTE" AIR CANADA et

DES FINS DE SEMAINES SENSATIONNELLES A LA STATION DE SKI EDELWEISS

La meilleure station de ski du Québec avec le plus long monte-pente Poma au Canada.

## A Montréal / 25 octobre au Québec / 1 et 2 novembre FAITES VOTRE CHOIX !

### Quand on entre dans l'arène municipale, il faut un sigle?

par Claude MASSON

Depuis une défunte Ligue d'action-civique de Montréal (L.A.C. 1959-62), on ne compte plus les groupements politiques municipaux qui naissent, adoptent un sigle flamboyant et... meurent, faute de combattants.

Il suffit qu'un sigle de parti municipal sorte de l'ordinaire, "frappe" l'imagination des électeurs municipaux et aussitôt, il est annexé par le nouveau groupement qui veut prendre le pouvoir en sa bonne ville.

Ainsi, entre 1950 et 1970, se sont succédés les: associations de Citoyens-unis de (ACU de...), Parti civique de Montréal, de Longueuil et de Hull, le Renouveau municipal de Laval et d'ailleurs, le Réveil de Montréal et d'ailleurs et le Parti de Montréal, de Saint-Léonard, de Saint-Joachim, etc...

Le dernier-né de la famille est FRAP. Le choix aurait pu être plus mauvais. Les dirigeants auraient pu, ainsi, dans le style du célèbre héros Bérubier de San-Antonio, être les... "fondateurs et membres virils du P.A.F." et expliquer ce sigle comme suit: Front d'Action familiale.

Bref: PIF, PAF, FRAP... sur le bon sigle, telle est la morale de l'histoire.

la "politique de grandeur" du maire Drapeau dans le journal local "Progrès de Villieray"... Le maire Benoit Bergeron, de la municipalité de Saint-Philippe de Laprairie, demande un renouvellement de mandat. Il en est ainsi pour les conseillers Philippe Martin et Emile Martin... L'émission "Le fond des choses", du canal 10, sera consacrée à Paul Cliche, président du FRAP, demain, et à Jean Drapeau, chef du Parti civique, le 18 octobre. Le panel sera composé de deux éditorialistes, "théoriciens de la démocratie", MM. Paul-Gros d'Aillon et Claude Ryan.

### Menons avec Manon

Il y a une candidate à la mairie de Montréal et ce n'est pas notre Louise Parent, de bien-aimée mémoire.

La nouvelle venue est Manon Léger, socialiste entre toutes choses. Une preuve? "Il faut interdire toute pollution par l'industrie sous peine de nationalisation". Rien de moins.



Manon Léger

Manon n'oublie pas qu'elle est femme. "La ville de Montréal doit mettre fin à la discrimination envers les femmes dans l'éducation, l'emploi et créer des cliniques gratuites pour l'avortement sur demande".

Quelques autres originalités du programme de celle qui, le 29 avril dernier, avait été candidate socialiste dans le comté de Saint-Louis:

— "Que les taxes soient protégées à la charge des grandes compagnies et que les Eglises soient taxées".

— "L'élection démocratique d'une commission policière contrôlant les agissements des policiers".

— "Que toutes les compagnies travaillent en français sous peine de nationalisation".

### 28 candidatures à Longueuil

À l'élection du 1er novembre, les électeurs de Longueuil n'auront que l'embarras du choix quant aux candidats au maire, — soit celles de MM. Marcel Robidas et Georges Darveau, on compte présentement 28 candidatures officielles, semi-officielles, ou tout simplement présumées.



Marcel Robidas

En gros, le choix sera le suivant: quartier no 1, MM. Arthur Babeux, Thomas Dubuc, Roger Lachapelle, Jean-Jacques Lemieux, André Poirier, Donat Véronneau et Paul, Emile Paquin; quartier no 2, MM. Paul-A. Briand, Guy D'A-mours, Gilles Dery, Elphège Gaudet, Roger Quézel, Maurice Vallières et Philippe Gingras; quartier no 3, Gilles Leduc, Jean-Paul Renaud, Jean-Guy Roy et Marcel Vallières; quartier no 4, MM. Jacques Bouchard, Fernand Bouffard, Lucien Grisé, René Prévost et le docteur Albert Faucher.

### Au menu du jour

Le candidat indépendant Gérard Raymond, au siège no 3 de Côte-des-Neiges, motive sa candidature par le "gâchis qui dure depuis bientôt trois ans sur le boulevard Edouard-Montpetit"; pour le reste, il appuiera le maire Jean Drapeau... Les élections approchent et le conseiller Paul-Emile Robert a participé au 10e tournoi de golf des hommes d'affaires du nord de Montréal... Le conseiller Jean Laroche, représentant du Parti civique dans Villieray, défend

### Adieu après 33 ans

Après avoir siégé durant 33 ans au conseil municipal de la ville de Saint-Jean, le conseiller Alphonse Lorrain a profité de la dernière assemblée des édiles actuellement en place pour annoncer son retrait de la vie publique.

C'est sur cette note: "Qui sème des dettes récolte des dettes" que le conseiller Lorrain a dit adieu à la vie municipale.

M. Lorrain a formulé une seule demande avant de quitter définitivement son siège: apporter chez lui la plaque où est inscrit son nom à son bureau de l'hôtel de ville. Pourquoi? "Je ne demande qu'à apporter mon nom pour que parsonne ne le salisse". C'est-à-dire assez clair?

Le maire de Saint-Jean, M. Bruno Choquette, a annoncé qu'il sera de nouveau sur les rangs. M. Fernand Roy, ancien conseiller et leader du Parti d'action municipale, lui fera face.

## Anjou: Crépeault, Pilon Campeau nie tout

Trois des individus qui auraient été le plus intimement liés à l'administration ou à l'administration... parallèle d'Anjou, ces dernières années, ont nié toute culpabilité que ce soit, hier, lors de leur comparution devant le juge Emile Trottier, en Correctionnelle.

Ce sont le maire, toujours en fonction, de cette municipalité voisine, dans l'est de Montréal, M. J.-Ernest Crépeault, l'urbaniste-conseiller Charles-Edouard Campeau, et l'ex-greffier Jean-Paul Pilon.

Représentés à court par Mes Léo-René Maranda, Raymond Daoust et Jean Salois, tous les prévenus ont accepté que leur enquête préliminaire ne s'instruise que le 27, date suggérée par les procureurs de la poursuite. Mes Jacques Bellemare, Jacques Ducros et Pierre Meunier. Les accusations portées contre les

prévenus relèvent principalement de la conspiration pour commettre des abus de confiance, à l'occasion de l'achat de certains terrains situés dans les limites d'Anjou, de conspiration pour commettre également des actes de corruption, afin de favoriser des intérêts personnels et obtenir des bénéfices pécuniaires totalisant plusieurs centaines de milliers de dollars dans certains cas.

L'enquête ajournée au 27, on n'est par ailleurs pas sûr (et loin de là) que le tout puisse se faire... aux yeux du grand public.

A ce stade des procédures, en effet, la loi permet maintenant aux prévenus de réclamer la non-publi-cité dans les organes d'information, et il arrive régulièrement que des prévenus "de marque" soient les plus anxieux de se prévaloir de cette disposition spéciale du bill omnibus.



### LA PRESSE se mérite le trophée "Casque d'Or"

C'est avec une fierté évidente que le directeur de l'information à LA PRESSE, M. Roger Mathieu, a accepté, hier, le trophée "Casque d'Or" présenté chaque année au médium d'information dont le personnel a accumulé le plus de prix au concours organisé par l'Association des pompiers de Montréal. Cet hommage consacre encore une fois la qualité et la compétence du personnel qui évolue au sein du plus grand quotidien français d'Amérique, a commenté M. Mathieu. A ce concours, cette année, LA PRESSE a réalisé un véritable balayage, a commenté, pour sa part, le président de l'Association, M. André Plante, en décernant les prix. En effet, cinq photographes et un journaliste à l'emploi de LA PRESSE ont mérité la plupart des prix offerts à ce concours. Dans la catégorie "Photos instantanées", le photographe Paul-Henri Talbot, de LA PRESSE, partage le premier prix avec son collègue du Montreal Star, John Dagget. Jean Goupil et Pierre McCann, tous deux photographes à LA PRESSE, se sont vu décerner respectivement le second et le troisième prix. Dans la catégorie "Photos-reportages", Jean-Paul Charbonneau, journaliste à LA PRESSE, a remporté le premier prix pour la deuxième année consécutive. Il partage cet honneur cette année avec le photographe Yves Létourneau, de LA PRESSE également, pour un reportage intitulé "Sécurité-Vacances". Le photographe Robert Nadon de LA PRESSE s'est vu octroyer le second prix dans cette catégorie tandis que son collègue Steve Kowch, du Montreal Star, recevait le troisième prix. Dans le domaine de la télévision, Marcel Farley, du canal 9, qui anime chaque semaine une émission sur la sécurité publique et Marcel Perron, du canal 10, se partagent les honneurs. Une mention honorable a aussi été accordée à Charles Faucon, cameraman auprès du poste CFTM pour une photo en couleur prise à Repentigny. Dans la catégorie réservée aux pompiers amateurs de photographie, c'est le sapeur André Brouillette qui s'est classé bon premier. Les photos des gagnants sont exposées présentement à la station de métro Barri-Dumontigny, ceci jusqu'à dimanche. Ce concours, ainsi que l'exposition, sont réalisés à l'occasion de la "Semaine de la Prévention des Incendies". Le concours de photographie a pour objectif d'exposer les conditions difficiles dans lesquelles le sapeur est appelé à travailler, et son rôle dans la communauté. De gauche à droite, MM. Pierre McCann, Paul-Henri Talbot, Jean-Paul Charbonneau, Jean Goupil, Roger Mathieu, directeur de l'information à LA PRESSE, André Plante, président de l'Association des pompiers, et Jean-Yves Létourneau. Le photographe Robert Nadon, autre récipiendaire, n'apparaît pas sur la photo.

### Les évêques du Canada:

## CONTRE L'AVORTEMENT

par Madeleine BERTHAULT

À l'issue de leur réunion à Ottawa, les évêques du Canada se sont prononcés sur la question de l'avortement.

"L'avortement est inacceptable tant au point de vue moral qu'au point de vue social. Le respect de la vie humaine est un principe moral fondamental. Quant au point de vue social, l'avortement tente de résoudre les problèmes de la vie humaine, au mépris même de cette vie."

Ce message des évêques est, en quel-

que sorte, une réponse aux questions que posent les catholiques.

Mais c'est aussi, ont dit les évêques, un appui qu'ils donnent tant aux catholiques qu'aux non-catholiques qui s'opposent avec vigueur à l'avortement.

Les évêques ont aussi ajouté qu'ils au prix Nobel de la Paix pour 1970, en qui favorise l'avortement.

"Nous espérons que l'on épargnera au Canada une loi qui élargirait les motifs en faveur de l'avortement."

"Car l'avortement est fondamentale-

ment un problème d'ordre moral et jamais uniquement une matière de loi ou de droits civils. Quelle que soit la loi civile, faire un avortement demeure un acte de soi immoral.

"Ainsi, chacun de nous, quelle que soit sa fonction, a la grave responsabilité de veiller au développement et à la répartition des talents humains non moins que des ressources matérielles. Ces biens doivent être orientés vers la sauvegarde de la vie, le réconfort de toute souffrance, la fin de la violence, y compris la violence de l'avortement."

Condamnant toujours la violence, les évêques catholiques du Canada viennent de faire parvenir à Rome une seconde lettre au sujet des récentes arrestations au Brésil.

Ce message exprime l'inquiétude des évêques devant la façon dont la justice est exercée au Brésil, inquiétude causée par des détentions effectuées sur la base de simples suspicions ou d'accusations précipitées...

De plus, les évêques du Canada ont adopté une motion lors de la réunion plénière, recommandant Dom Helder Camara comme candidat au prix Nobel de la Paix:

"La Conférence catholique canadienne, réunie en assemblée plénière, appuie avec enthousiasme la candidature de Dom Helder Camara, du Brésil, trouvant inacceptable une loi civile raison de sa lutte pour le respect de la personne humaine, et pour la promotion de réformes sociales dans la non-violence."

A l'occasion de la prochaine journée mondiale des missions, le 18 octobre 1970, la CCC lance un appel aux jeunes.

"Vous rêvez tous d'une fraternité et d'une amitié qui enveloppent le monde. La vocation missionnaire vous offre le moyen de réaliser ce rêve et de bâtir ensemble ce monde nouveau où la fraternité n'a pas de frontières. Nous sommes solidaires de l'Eglise tout entière et pas seulement d'une paroisse ou d'un diocèse."

"Ce message fait suite au Congrès de l'entraide missionnaire la semaine dernière, c'est une réponse des évêques."

## Un secrétariat des Affaires urbaines: "C'est un empiètement d'Ottawa"

(SAULNIER)

Le président du comité exécutif de Montréal, M. Lucien Saulnier, a déclaré que la création d'un secrétariat des Affaires urbaines lui semblait être un "empiètement" dans un domaine "strictement" réservé aux gouvernements provinciaux du Canada.

M. Saulnier a fait cette annonce au lendemain du discours du Trône dans lequel le gouvernement fédéral annonce son intention de créer ce secrétariat des Affaires urbaines.

"Je me suis entretenu de cette question avec le premier ministre, M. Robert Bourassa, au début de la semaine, et il m'a assuré que son gouvernement ne change pas d'avis et il apprécie que la Ville de Montréal maintienne son attitude", a déclaré M. Saulnier.

Il a ajouté que le premier ministre du pays, M. Pierre Elliott Trudeau, l'avait personnellement assuré dans le passé que jamais il ne permettrait à son gouvernement d'empiéter sur la juridiction provinciale dans ce domaine.

Le président de l'exécutif de Montréal et de la Communauté urbaine a poursuivi: "M. Trudeau m'a réitéré cette assurance et m'a expliqué que le gou-

vernement se propose simplement de coordonner sous l'autorité du même ministre toutes les activités de juridiction fédérale dans les territoires urbains."

Selon M. Saulnier, le premier ministre Trudeau aurait admis que dans cette perspective l'appellation de ce secrétariat prête à confusion et porte le germe de conflits constitutionnels pour l'avenir.

"Il m'a assuré que le projet de loi traitant de ces questions définira clairement ce qui précède et il pense, comme moi, qu'il serait inapproprié de donner à ce poste une autre appellation plus conforme à ce que le chef du gouvernement dit avoir en vue", a fait savoir le bras droit de M. Jean Drapeau.

M. Saulnier a suggéré à M. Trudeau que la nouvelle appellation soit "Secrétariat des Affaires de juridiction fédérale dans les territoires urbains". Mais M. Saulnier n'a pas fait connaître l'attitude de M. Trudeau quant à cette appellation.

M. Saulnier a terminé en expliquant que "pour une ville, une région comme Montréal, il est absolument essentiel de s'assurer que nous n'adoptons aucune

attitude qui puisse, de quelque façon que ce soit, réduire la juridiction des gouvernements provinciaux qui est absolue dans le domaine des affaires municipales."

D'autre part, M. Saulnier maintient que l'expérience nous a appris que toutes les situations qui entraînent des conflits constitutionnels ont des résonances et des conséquences dans les territoires urbains, particulièrement dans le domaine de la fiscalité.

**urgences médicales**  
Cueillette & livraison gratuites  
24 heures par jour  
7 jours par semaine

**845-7251**

**PHARMACIE MONTREAL**

La plus grande Pharmacie de Détail au Monde / Jean P. Duquet, L. Ph.  
916 est, rue Ste-Catherine



# La veille d'un homme

Un homme finit toujours par être l'Homme. Cette semaine, nous avons tous veillé un homme. A l'heure qu'il est (11.30 h.) j'ignore, comme tout le monde, moins 5 ou 6 personnes, quelle sera l'issue du drame que vous savez. N'importe! Quelle que soit l'issue de ce drame, toutes les questions sont posées et rien de ce que je vais dire n'en dépend.

Nous avons vécu une crise et toute crise est un jugement. La dimension québécoise de la crise ne change rien à la cause qui est en instance. Les crétins ne maîtrisent jamais la règle du participe passé conjugué avec l'auxiliaire avoir, mais un homme d'intelligence ordinaire comprend cette règle, moyennant deux ou trois exemples.

La cause qui est en instance, c'est la vieille cause du Pouvoir et de la Justice. Au cas où vous l'auriez oublié, je vous rappelle que le Pouvoir gagne toujours. C'est ça, la première règle de la grammaire politique. Il ne faut pas être petit; il ne faut pas être pauvre; il ne faut pas être noir; il ne faut pas être malade. Il faut être fort; il faut être au pouvoir.

Bien! Mais où est le pouvoir? Il y a deux pouvoirs. Du temps d'une vie, le pouvoir de la raison ne sert à rien; il ne s'agit pas d'avoir raison; il s'agit d'être le plus fort.

Il y a deux pouvoirs: le pouvoir évangélique et le pouvoir militaire. Selon le pouvoir évangélique, celui qui gouverne se fait le serviteur de tous et meurt; il ne tue personne. Papini disait que le Christ est le Grand Renverseur. Mais ses idées sont devenues folles.

Les sociétés ne seront jamais ni gouvernées ni gouvernables selon ce modèle. Reste le pouvoir militaire. Dire: pouvoir militaire, ce n'est pas dire: armée, demain matin; c'est dire: force. En dernière instance, bien sûr, c'est dire: armée; c'est dire: mort d'hommes. Avec quoi pensez-vous que le FLQ joue ces jours-ci? Et avec quoi jouera-t-il demain? Et que préférez-vous?

Le pouvoir militaire s'exerce, en gros, selon deux modèles: le modèle totalitaire et le modèle démocratique. Passez en revue les diverses façons de gouverner les hommes et vous arriverez à cette division fondamentale.

Ce qui caractérise le modèle totalitaire, c'est le fait d'ériger la partie en tout. La partie peut être un parti politique, la race, l'Etat, une classe, une langue. Il suit que le totalitarisme concentre tout le pouvoir entre les mains d'un seul homme ou d'une seule équipe; bref, entre les mains d'un appareil. Il lui reste ensuite à diviser pour régner, pour quoi la terreur est le moyen unique et suffisant, car la terreur est le plus puissant dissolvant des sociétés. De ce point de vue, il faut rendre hommage au FLQ.

Le modèle démocratique comporte au moins quatre caractéristiques: 1) les responsables sont élus. Les modalités d'élection des responsables varient beaucoup, mais enfin, les responsables sont élus. De toute façon, le suffrage universel date à peine d'un siècle

et il existe encore des cantons suisses où les femmes ne votent pas. 2) Le pouvoir politique est exercé par la majorité. 3) Le pouvoir politique est comptable: il doit rendre des comptes périodiquement. Les implications de cette troisième caractéristique, c'est que l'Opposition a droit de regard sur les actes du gouvernement; que l'information est libre; que le droit d'association existe. 4) Le pouvoir politique doit s'exercer à l'intérieur des lois. Cette quatrième caractéristique implique la fameuse distinction entre le pouvoir exécutif (le pouvoir du parti majoritaire), le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Pour plus amples détails, téléphonez à Radio-Canada.

Le drame que nous avons vécu cette semaine n'est pas un drame entre le pouvoir évangélique et le pouvoir militaire; c'est un drame entre le pouvoir totalitaire et le pouvoir démocratique. Lequel a marqué des points? Le FLQ. Parce qu'il a su utiliser les moyens d'information. La vraie partie, cette semaine, s'est jouée entre les gouvernements, les moyens d'information et le FLP. Le FLP sort gagnant, puisque les gouvernements ont cédé. Et ils ont cédé à cause de l'intervention des moyens d'information et le FLQ. Le FLQ sort lesquels ils ont un pouvoir direct. A Prague, à Moscou ou à Pékin, l'Information n'a pas de pouvoir. On vient de congédier 1,200 journalistes, à Moscou, et il n'y a pas eu de grève. Mais ici, l'information, parce qu'elle est libre; est suicidaire. Chaque journal, chaque poste de radio, cherche à se tirer un rang au lieu d'exercer sa libre responsabilité. Des individus, soutenus par leur Direction respective, ont préféré jouer la vedette à jouer leur responsabilité de citoyens dans la société qui les fait vivre. Les journaux, emprisonnés dans une concurrence sans discipline, ont vertueusement joué un homme et une société contre des manchettes. Démocratie suicidaire, bonne chance!

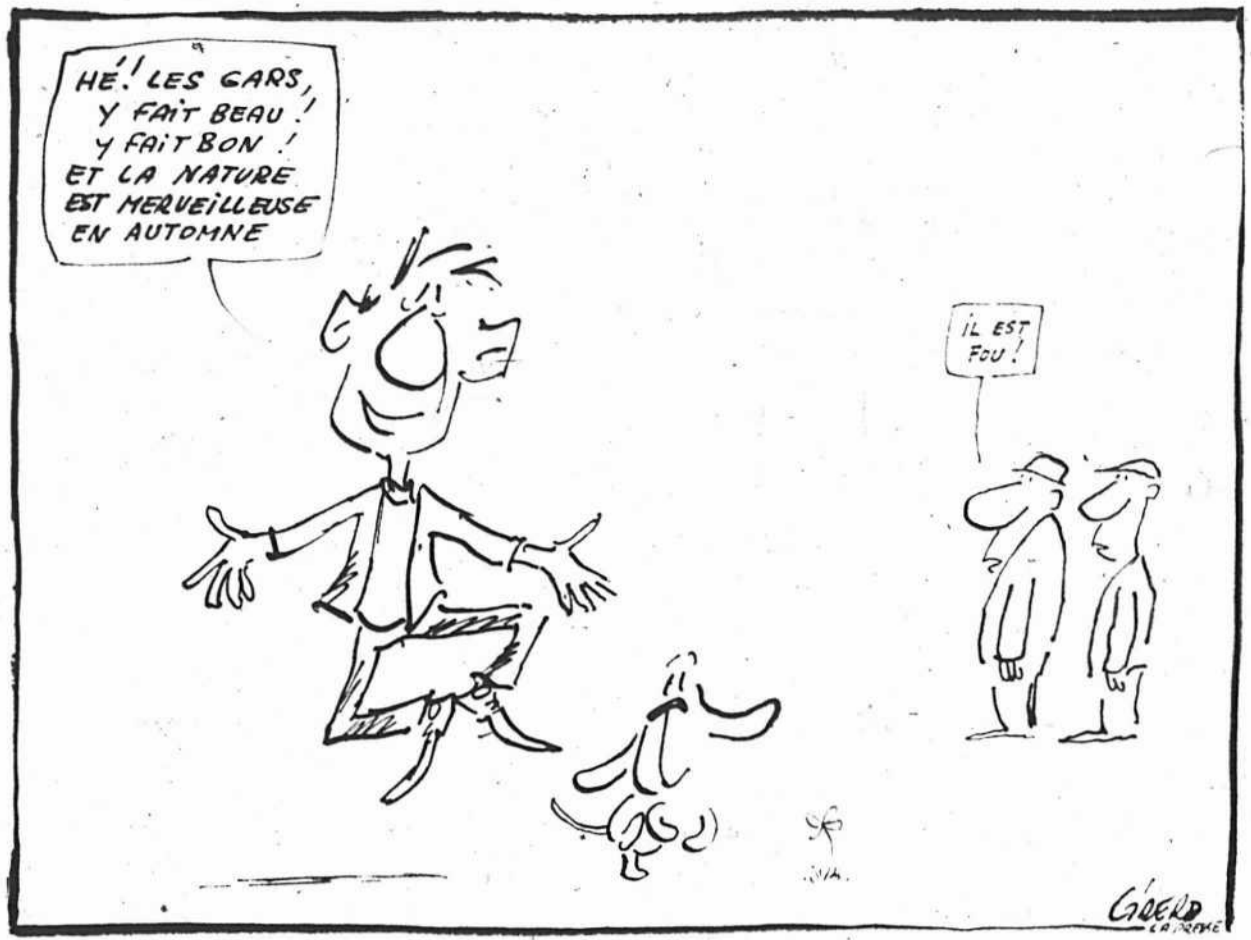
Les crétins, qui ne distinguent pas entre discipline et censure; entre responsabilité et censure, auront bientôt, à en juger par la manière dont ils se comportent, l'occasion d'y réfléchir à loisir. Rendez-vous dans l'Ungava!

Que faut-il conclure? Concluez ce que vous voudrez. Je vous aide déjà beaucoup en vous disant qu'il existe deux pouvoirs militaires (au sens que j'expliquais plus haut): le pouvoir totalitaire et le pouvoir démocratique.

Entre le Sermon sur la Montagne et l'armée russe, il n'y a que la démocratie. Et si vous voulez écouter une confidence je vous dirai que le FLQ n'est ni le Sermon sur la Montagne ni la démocratie.

Mais hier soir, c'était l'ouverture de la saison du hockey, n'est-ce pas? Entre deux chansonnettes et trois réclames commerciales, amusez-vous bien. Quelques hommes veillent, que vous n'avez pas élus, endormis.

Jean-Paul DESBIENS



# Ottawa et les municipalités

Ce n'est pas d'hier que le gouvernement fédéral s'intéresse aux municipalités. Il le faisait lorsque M. Pearson était premier ministre. Dans le discours du Trône qu'a lu le gouverneur général du Canada à l'ouverture de la présente session, la volonté du gouvernement central de se mêler d'une question de juridiction provinciale semble de nouveau bien arrêtée.

Il n'est pas osé de croire que le Québec devra pour sa part définir rapidement ses positions s'il ne veut pas abandonner une partie des pouvoirs que lui donne en ce domaine l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Les intentions du gouvernement canadien seraient des plus pures: les pressions croissantes de la vie urbaine constituent pour l'individu une menace particulièrement grave, quatre-vingt pour cent de la population du Canada se concentrera dans quelques grandes villes d'ici la fin du siècle, et la solution de ces problèmes nouveaux exigera une part toujours plus grande des ressources financières du pays. En conséquence: "Pour fa-

voriser la coordination de l'initiative gouvernementale à tous les niveaux et pour contribuer à la rationalisation de l'essor urbain, le gouvernement propose la réorganisation de son activité en ce domaine, sous la direction d'un ministre d'Etat responsable des Affaires urbaines et du logement."

Quels seront le rôle et les pouvoirs de ce futur ministère? Comment sera-t-il créé? Il faudra attendre pour le savoir. Selon le gouvernement fédéral, "par cet effort de rationalisation et en consultation avec les groupes les plus directement intéressés, le gouvernement entend aider les Canadiens à prendre les décisions qui déterminent l'avenir de leurs villes". Ce sont là de nobles sentiments, mais une question se pose tout de même: qui seront ces "groupes les plus directement intéressés"? S'agira-t-il des provinces, des municipalités ou des deux à la fois?

Pour l'instant, certaines ambiguïtés demeurent. M. Robert Andras, ministre fédéral de qui relève la Loi nationale de l'habitation, a tenu jeudi des pro-

pos qui laissent supposer que le gouvernement fédéral veut jouer dans des plates-bandes qui ne sont pas les siennes. Il s'adressait aux constructeurs d'habitations de la province de Québec. En juin dernier, le ministre québécois des Affaires municipales, M. Maurice Tessier, s'était déclaré favorable à des négociations directes entre les municipalités et le gouvernement fédéral. Le premier ministre Bourassa n'avait pas semblé partager les vues de son ministre. Malgré tout, des doutes subsistent sur l'attitude du gouvernement du Québec.

Il ne s'agit pas de créer des problèmes artificiels ou de susciter d'inutiles et agaçantes querelles entre le gouvernement fédéral et les provinces sur la question des municipalités. Mais le Québec devrait s'inquiéter dès maintenant de ce désir du gouvernement canadien de s'intéresser de trop près à un domaine qui relève exclusivement des provinces. Il est possible de le faire froidement, sans émotivité, sans déclarations fracassantes.

Claude GRAVEL

## La presse étrangère

# Le plan Nixon pour le Vietnam

par l'Agence France-Presse  
Quelques heures à peine après l'annonce de la nouvelle politique américaine au Vietnam par le président Nixon, les éditorialistes de New York, Londres et Paris y al-

laient de leurs commentaires. Voici un des extraits de l'éditorial du *New York Times*:  
"Le négativisme automatique initial de la réaction communiste à Paris, en réponse au nouveau plan

de paix en cinq points du président Nixon, n'est pas surprenant et il y a toute raison d'espérer une réponse favorable ultérieure" écrit vendredi le *New York Times* dans un éditorial.

## ce que pense LE LECTEUR

### Raymond Robillard, homme

Monsieur Jean-Paul Desbiens, C'est au moment où, dans le feu des débats, l'on met en cause la bonne foi d'un homme, qu'il importe à ceux qui savent, de se lever pour témoigner de la crédibilité de cet homme en se référant à des expériences vécues qui ne mentent pas.

Au delà des disputes qui entourent l'instauration de l'assurance-santé, c'est donc du docteur Raymond Robillard, comme médecin et comme homme, que j'aimerais vous parler.

Bien avant qu'il fut question d'assurance-santé, en 1960 pour être exact, j'ai dû recourir aux soins du docteur Robillard. J'étais alors étudiant à l'université et comme tout étudiant issu de famille à revenus modestes, je ne pouvais m'offrir le luxe d'être malade. Je dois à la vérité de dire que le docteur Robillard m'a alors soigné pour ainsi dire gratuitement.

Au delà de la question d'argent, il m'a donné à moi qui n'étais qu'un pur étranger, un bien encore plus précieux: celui de l'attention désintéressée que seule peut inspirer une authentique compassion pour l'être humain aux prises avec la maladie.

Sans parler des articles de revues qu'il m'a fait lire pour me faire comprendre ce dont je souffrais, c'est son temps et son amitié qu'il m'a donnés pour m'aider à "accepter" ma condition.

Je n'écris pas ces choses sous le coup d'un vague sentiment de reconnaissance filiale mais parce que dans nos entretiens d'alors, le docteur Robillard m'a dit que la partie la plus onéreuse de la médecine était pour lui le moment de la perception des honoraires,

cet homme souhaitait je ne dis pas "l'étatisation" mais bien la "socialisation" de la médecine, et ses actes cautionnaient ses paroles.

J'ai, l'an dernier, repris contact avec le docteur Robillard. Il ne pratiquait plus depuis son accession au poste de président de la Fédération des Spécialistes, c'est pourtant sans difficulté que j'ai pu le rencontrer dans son bureau de la Place Victoria. L'homme n'avait pas changé et j'ai retrouvé chez lui, le même sens de la gratuité d'il y a six ou sept ans.

Personnellement je n'arrive pas à comprendre et à partager certaines positions du docteur Robillard, mais j'ai peine à croire que l'homme que j'ai connu puisse si facilement s'adonner à "l'élégante démagogie" dont vous l'accusez dans un de vos éditoriaux.

Dans les circonstances présentes il me semble un peu trop facile d'être, comme tout le monde, pour l'assurance-maladie et contre la grève des spécialistes. Si, comme vous le rapportiez dans LA PRESSE, Monsieur Castonguay lui-même recule devant l'enthousiasme immodéré de certains partis pour l'étatisation, pourquoi un médecin n'aurait-il pas le droit d'avoir les mêmes sentiments de menace des libertés individuelles face à la machine étatique.

On me répondra que les médecins se donnent belle bouche et qu'ils procèdent à d'élégantes rationalisations qui cachent en réalité des motifs peu avouables, et je dis qu'on n'a pas tort. Je me refuse toutefois à croire que tous les médecins sont des hypocrites qui camouflent leurs ambitions pécuniaires derrière une défense opportuniste de la liberté individuelle face au pouvoir de l'Etat.

André Burelle  
Montréal

## RETOURNES CAVALIERES

### René Lévesque, syndicaliste

René Lévesque est un fervent sympathisant du syndicalisme. Il a refusé, au début de la semaine, de participer à l'émission "Campus", parce que le poste CJMS qui diffuse cette émission vient de congédier trois journalistes de sa salle des nouvelles pour activités syndicales.

Faut-il donc s'attendre à ce qu'un de ces beaux matins, le chef du PQ discontinu sa chronique quotidienne au *Journal de Montréal*, le seul quotidien francophone du Québec avec son jumeau le *Journal de Québec*, qui ne compte aucun journaliste syndiqué? Des malins attendent de lui ce geste héroïque.

J. P.

### Qu'en pense M. Pelletier?

L'attention n'a pas été suffisamment attirée sur le fait que, dans la malheureuse affaire Cross, l'Algérie a été proposée par les ravisseurs comme sanctuaire, pour le cas où les autorités accepteraient un troc en vertu duquel M. Cross recouvrerait la liberté moyennant l'expédition vers Alger d'un certain nombre de prisonniers "politiques" reliés aux activités du Front de Libération Québécois.

Ce détail a grandement frappé le "Canadian Jewish News", qui consacre, dans son édition du 9 octobre, deux articles aux encouragements que les terroristes québécois semblent recevoir de certains pays arabes, notamment de l'Algérie. Le "Canadian Jewish News" laisse même supposer que l'ambassade d'Algérie à Ottawa pourrait bien ne pas être totalement étrangère aux menées des activistes québécois.

Sauf erreur, ladite ambassade d'Algérie n'a pas jugé bon d'expliquer pourquoi les terroristes québécois avaient pensé à son pays comme sanctuaire, pas plus que le gouvernement canadien n'a exprimé son étonnement sur ce choix.

Si, de part et d'autre, on ne s'étonne pas, c'est peut-être qu'il n'y a pas lieu de s'étonner! Aucun mouvement de libération n'a reçu plus d'appui ici que le Front de Libération National de l'Algérie dans son combat contre la France.

Et quand je dis "appui", il s'agit d'appui venant principalement de gens qui sont aujourd'hui très près du gouvernement de M. Trudeau ou d'organismes qui, comme Radio-Canada, dépendent du gouvernement fédéral. On trouve aujourd'hui incroyablement que Radio-Canada se trouve tout à coup dans l'obligation de diffuser le manifeste révolutionnaire du FLQ, mais peut-on oublier que la même radio-télévision d'Etat a soutenu les révolutionnaires algériens pendant la guerre de libération?

Un ministre qui doit en savoir un bout là-dessus, c'est l'actuel ministre responsable de Radio-Canada auprès du Parlement, nommé M. Gérard Pelletier. Quoi qu'il en soit, en remettant ses lettres de créance au gouvernement d'Alger, l'ambassadeur du Canada, M. René Garneau, n'avait pas omis de tenir sur la révolution algérienne des propos flatteurs... Les révolutions, après tout, cela s'exporte peut-être?

G. C.

### Interdit en France

Un recueil de textes du chef guérillero brésilien Carlos Marighela a été édité en France par le Seuil. La diffusion a été interdite. Récemment, vingt-quatre éditeurs parisiens parmi les plus connus se sont associés pour publier une deuxième édition.

La substance de ce livre consistait en un manuel de guérilla urbaine. Ce texte circule librement à Montréal. Et dire que l'on prétend que le Québec est un Etat policier.

J.-P. D.

### Des formes d'ignorance jusqu'ici inconnues

Nous avons dû, pendant les derniers jours, écouter l'information radiophonique pour suivre l'affaire Cross. Mais quelle épreuve! Je suis porté à croire que les gens qui comptent seulement sur leurs oreilles pour savoir et pour comprendre doivent être de la même espèce que ces bêtes dont l'ouïe est le sens le plus important: elles sont faites pour être dressées et pour obéir.

L'information est ramenée à une manchette, c'est-à-dire à une phrase.

J. T.

## la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue St-Jacques, Montréal. Téléphone: 874-7272. Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à "LA PRESSE" sont également réservés. "Courrier de la deuxième classe - Enregistrement numéro 1400". Port de retour garanti. Service du tirage - téléphone 874-6911.



PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

Nixon récidive avec un "nouveau plan"

Fernand Beauregard

CHRONIQUEUR À L'INFORMATION ÉTRANGÈRE



Le président Nixon vient de tenter un nouveau pas sur la route qui doit le mener à la réalisation de sa plus grande ambition: "donner la paix au monde entier pour toute une génération". C'est le règlement du conflit sud-vietnamien qui constitue, il va de soi, la première étape de ce long voyage.

Un "nouveau plan de paix" en cinq points (ces 5 points apparaissent dans le tableau ci-contre) vient en effet d'être proposé par le chef d'Etat américain, plan qui tout en recueillant l'adhésion unanime des formations politiques

momentanément sonnèrent le glas de ce plan de paix. Mais il faut quand même admettre qu'après une naissance plutôt laborieuse, il avait été soumis à de violents soubresauts, provoquant entre autres perturbations, les meurtriers accrochages entre Palestiniens et troupes royales de Jordanie.

Semblable destin paraît attendre le "plan Nixon". Pour maintes raisons dont la plus évidente a été présentée par l'ex-négociateur en chef américain aux conférences de Paris, M. Averel Harriman.

Le rôle étrange du président Thieu

A Washington, l'ancien ambassadeur itinérant des Etats-Unis, avait son

Les cinq points du "plan de paix" de Richard Nixon

Voici très succinctement résumés, les cinq points de ce que le président américain appelle son "nouveau plan" de pacification vietnamienne.

- 1 - Cessez-le-feu et immobilisation des troupes sur les positions actuellement occupées, tant au Vietnam qu'ailleurs en Indochine. Supervision de la trêve par des observateurs internationaux et les parties elles-mêmes. Interdiction formelle de profiter du cessez-le-feu pour consolider les positions.
- 2 - Convocation d'une conférence "type Genève". Acceptation par les USA des éléments essentiels des accords de Genève de 1954 et de 1962. Entre temps, poursuite des efforts de paix via la Conférence de Paris.
- 3 - Retrait bilatéral de toutes les forces armées, selon un calendrier négocié dans le cadre d'un accord général.
- 4 - Solution politique qui reflète la volonté du peuple vietnamien, Washington refusant cependant catégoriquement l'exigence Hanoi-FNL du désaveu du régime Thieu.
- 5 - Libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers de guerre détenus des deux côtés.

coïncider avec une escalade sud-vietnamienne elle est contrainte d'acquiescer aux exigences "militaires" du président Thieu qui ne manque pas d'utiliser à fond ses atouts.

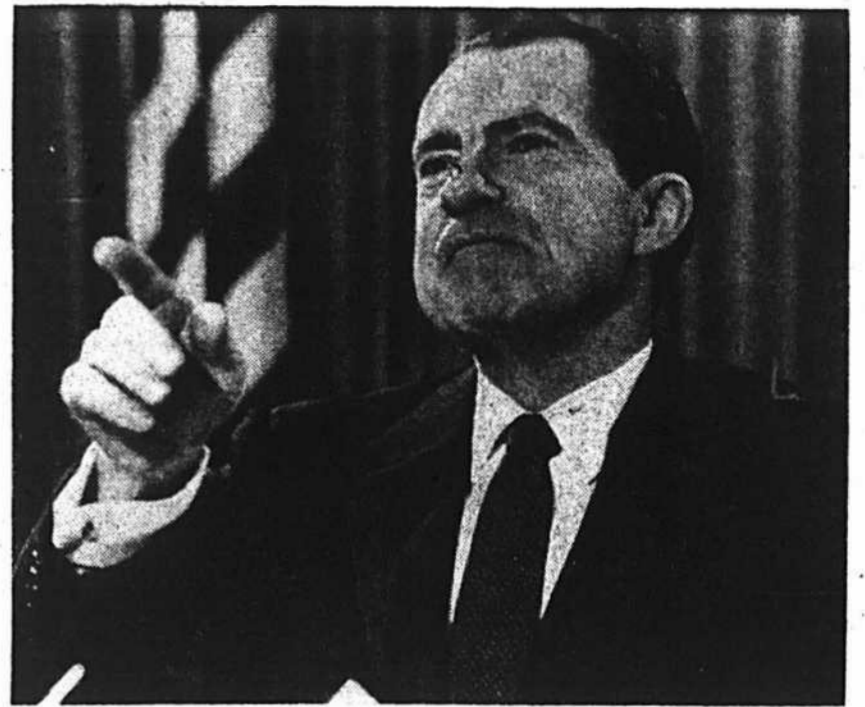
Dans l'optique de cet homme, le départ des Américains ne signifie pas la paix au Vietnam, mais plutôt la communication du pays. A moins, et c'est là que son argument fait fléchir l'anti-communisme viscéral des Américains, qu'on ne lui donne les moyens de poursuivre le combat.

Obligés de soutenir le président Thieu qui, par son attitude même contredit les principes et visées pacificatrices de Nixon, les Américains jouent un jeu qui donne facilement prises aux dénonciations, aux critiques et aux refus catégoriques des gouvernements dont l'acquiescement est indispensable.

Comme au Moyen-Orient où le "niel" des Palestiniens rendait caduc le plan Rogers, ainsi en est-il au Sud-Est asiatique où les "non" retentissants du FNL et de Hanoi font apparaître chimérique ce que Nixon appelle son "nouveau plan" mais qui n'est en somme qu'une réédition plus claire, plus compréhensible de plans antérieurs.

Les "martyrs" refusent la paix

Le "désengagement" auquel s'engage le chef de la Maison Blanche apparaît fascinant et susceptible de réjouir d'aise à ceux qui en ont marre de cette tragique et inutile tuerie vietnamienne, et les millions de pacifistes, souffrent du "martyr" infligé au peuple du Nord-Vietnam.



Nixon: "Ouvrir encore plus grande la porte..."

Mais il est étrange et paradoxal de constater que les dirigeants de ce pays eux-mêmes ridiculisent l'initiative du président Nixon et la qualifient de "manoeuvre" (gimmick) électorale.

S'il y a, au fond de l'offre nixonienne, une part d'opportunisme, à moins d'un mois des élections législatives américaines, il n'y a pas moins, chez les leaders nord-vietnamiens et vietcong, une énorme dose de mauvaise foi qui porte l'observateur le plus objectif à douter de leur désir sincère de paix et à donner raison au président Thieu pour qui les successeurs de Hô Chi-minh ne désirent rien moins que la totale démission du Vietnam.

Il ne faut pas, dans l'analyse de l'affaire vietnamienne, perdre de vue le fait que "militairement" la machine communiste vietcong ou nord-vietnamienne a été considérablement affaiblie par les incessants bombardements américains, par le dépiquage et la destruction des "sanctuaires" cambodgiens et le pilonnage efficace au point de la rendre inutilisable, de la fameuse "piste Ho Chi-minh".

La grande peur: perdre la face

Les populations des deux Vietnam, victimes d'une guerre qui perdure depuis des décennies sont devenues les otages innocents de belligérants qui n'ont plus d'autres ressources que de faire la paix mais qui refusent l'un et l'autre de faire les premiers pas, de peur de "perdre la face".

Les Etats-Unis, eux, ont accepté de subir une perte de prestige en se retirant du Vietnam sans la consécration d'une victoire définitive.

Il faudrait que Saigon et Hanoi se résignent, s'ils ont à coeur le bien-être de leurs populations, à profiter des ouvertures américaines pour amorcer, enfin, tant à la Conférence de Paris, que dans leurs chancelleries respectives, d'authentiques négociations de pacification.

Le président Nixon vient, non pas d'ouvrir une "nouvelle porte" comme disait Harriman, mais d'ouvrir encore plus grande une porte déjà ouverte.

Ce sera peut-être le dernier geste "pacifiste" du géant américain qui, aussi intéressé fut-il à se retirer du Vietnam, finira peut-être par refuser de se laisser ridiculiser par des adversaires déjà considérablement affaiblis.

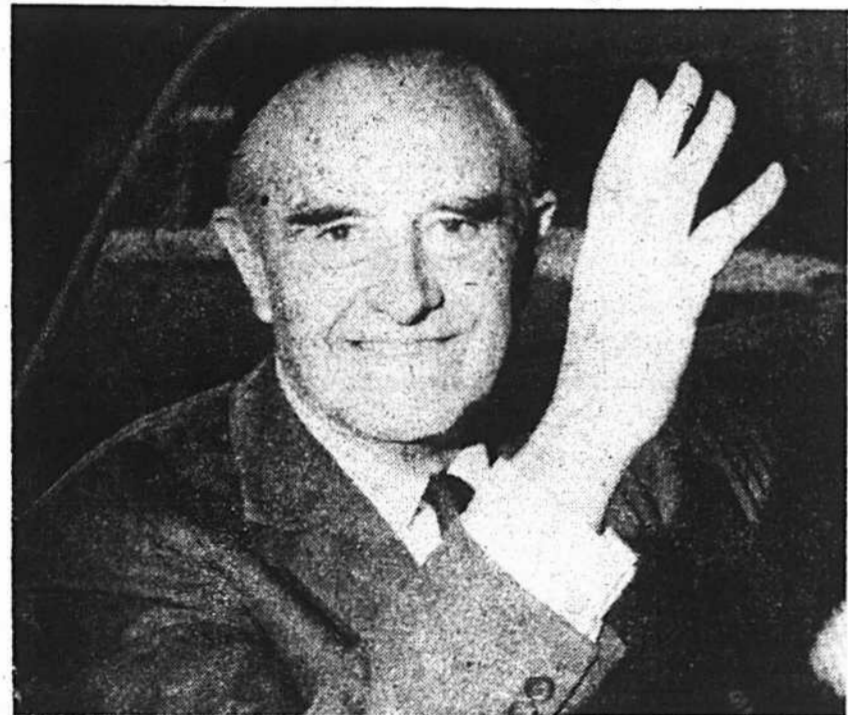
Un autre géant, le Soviétique, a prouvé de façon dramatique, en Hon-

grie, il y a 14 ans, et en Tchécoslovaquie il y a un peu plus de deux ans, ce à quoi peuvent mener des provocations.

Il serait infiniment tragique qu'à force de se moquer d'initiatives pacifiques américaines, Hanoi et le FNL poussent les USA à commettre une bourde dont ils ne seraient pas entièrement inexcusables.



Mme Thi Binh: "Une manoeuvre électorale..."



Harriman: "Ne pas permettre à Thieu de torpiller les négociations..."

américaines et des gouvernements alliés et "amis" des USA, a été rejeté du revers de la main par les dirigeants de Hanoi et du FNL à qui était primordialement destinée.

"Manoeuvre électorale" (le 13 novembre prochain auront lieu les législations biennales aux USA), "légalisation de l'agression", telles sont les premières réactions des principaux porte-parole des adversaires de Saigon à la Conférence de Paris, Mme Nguyen Thi Binh (FNL) et le ministre nord-vietnamien Xuan Thuy.

Pour ces deux personnalités communistes, ces seules véritables propositions susceptibles de permettre l'amorce de fructueux pourparlers de paix au Vietnam sont celles formulées à Paris en septembre par le camp Hanoi-FNL et rejetées par le principal négociateur américain, l'ambassadeur David Bruce.

Comme ce fut le cas pour le "plan Rogers" au Moyen-Orient, la dernière initiative jordanienne paraît à l'avance vouée sinon à l'échec le plus complet, du moins à une longue et frustrante période de pourparlers. Certes, la mort tragique de Nasser a-t-elle du moins

pesimisme. "M. Nixon a ouvert une nouvelle porte et j'espère qu'il obtiendra une nouvelle réponse", déclarait-il ajoutant toutefois: "J'espère que nous garderons le contrôle des négociations et que NOUS NE PERMETTRONS PAS A M. THIEU (président sud-vietnamien) DE LES TORPILLER comme il l'a fait dans le passé".

Or, déjà, la manoeuvre de torpillage du "nouveau plan Nixon" a déjà été amorcée par le chef d'Etat sud-vietnamien.

Certes, le régime de Saigon a-t-il donné en principe et officiellement son accord à l'initiative nixonienne.

Il ne pouvait en être autrement. L'actuel gouvernement Thieu ne tient en place, en dépit d'une indubitable impopularité, que grâce au bon vouloir de Washington.

L'administration américaine s'est elle-même prise au piège de la "vietnamisation" du conflit. Pressés par l'opinion publique américaine de s'extirper du guépier vietnamien et de rapatrier ses troupes selon une désescalade américaine qui n'est pas nécessairement



Thieu: "D'accord avec Nixon, mais..."

LA REVUE ET RÉSUMÉE SEMAINE



PAR JEAN-CLAUDE TRAIT

NOUS venons vraisemblablement de vivre la semaine la plus chargée de l'année pour ce qui est des grosses nouvelles. Une dizaine d'entre elles, en temps normal, auraient pu faire "la manchette", mais elles ont été évincées par l'affaire de l'enlèvement, à Montréal, du diplomate britannique James Richard Cross par des membres du Front de libération du Québec (FLQ). Nous avons quand même été informés en détails du conflit qui oppose le gouvernement provincial aux médecins spécialistes du Québec, du plan de paix en Indochine proposé par Nixon et rejeté par le Vietcong, des coups d'Etat qui se sont succédés en Bolivie et du voyage de Pompidou en URSS.

C'est la guerre

Il semble que le FLQ vient de commencer son "offensive G'autothnè", ainsi que l'avaient prédit les milieux policiers. L'enlèvement du diplomate britannique James Richard Cross, à Montréal, a surpris le monde entier.

Depuis lundi matin, 8 h. 30, heure à laquelle M. Cross était kidnappé par des membres du FLQ à sa résidence de l'ouest de la ville, les heures se sont succédées à une vitesse folle, riches en événements de tous genres.

Lundi, donc, quatre inconnus, armés de mitraillettes "embarquaient" M. Cross dans une voiture-taxi et disparaissaient dans la nature. Tous les effectifs policiers de la province se mettaient aussitôt en chasse. En vain. Depuis, les gouvernements fédéral et

provincial, afin de protéger la vie de M. Cross, attendent le bon plaisir des ravisseurs. A cinq reprises, la marche à suivre a été dictée au moyen de communiqués envoyés à des postes de radio, placés dans une boîte téléphonique, etc.

Par ces communiqués, les felquistes ont fait savoir leurs conditions: libération de plusieurs détenus politiques, remboursement des employés de Lapalme, rançon de \$500,000, etc. En tout, sept conditions.

Trouvant les requêtes du FLQ déraisonnables et exagérées, le gouvernement fédéral, par la voix de M. Sharp, a catégoriquement répondu non. Cependant, devant le dernier ultimatum des révolutionnaires, le fédéral a dû plier et se conformer, dès jeudi, à deux des conditions: la lecture du manifeste FLQ

sur les ondes de la radio et de la télévision d'Etat, la réduction au minimum de la répression policière envers les présumés sympathisants du FLQ.

Ces deux concessions permettent de croire qu'un nouveau délai serait accordé aux gouvernements, délai qui leur donnera alors le temps nécessaire pour accéder à la demande de libération des prisonniers politiques.

Réaction mondiale

La plupart des grands journaux du monde n'ont pas manqué de signaler l'affaire du diplomate Cross dans leurs colonnes. Mais ce sont surtout les journaux britanniques et américains qui ont relaté cet événement en détails.

L'un d'eux, The Guardian, dans un article intitulé "Les Sauvages du Québec", prête l'origine du mouvement révolutionnaire à un mécontentement social et économique dont on peut craindre qu'il n'apporte aux extrémistes un appui sans cesse croissant de la part de l'ensemble de la population.

Le Times, pour sa part, estime que le rapt du haut-commissaire britannique au Commerce démontre la stérilité intellectuelle totale du Front de Libération du Québec.

Impasse

Le conflit entre le gouvernement Bourassa et les médecins spécialistes du Québec connaît cette semaine l'impasse totale.

Samedi dernier, pourtant, M. Bourassa déclarait qu'il prendrait tous les moyens nécessaires pour protéger la population devant le refus obstiné des médecins spécialistes.

Le surlendemain, une lueur d'espoir naissait. On parlait d'un rapprochement majeur entre les deux parties et l'on envisageait même un règlement prochain.

Les jours qui suivirent firent déchanter les plus optimistes. Les dernières négociations connaissaient l'échec complet, la grève était déclenchée et les hôpitaux, dès jeudi, n'acceptaient que les cas d'urgence.

Vendredi, la situation n'étant pas en-

core jugée dramatique, le gouvernement annonçait qu'il ne prendrait pas tout de suite des mesures contre les spécialistes. Qui vivra verra!

Nixon propose, le GRP refuse

Le président Richard Nixon a proposé un nouveau plan en cinq points de pacification de l'Indochine prévoyant un cessez-le-feu général au Vietnam, au Cambodge et au Laos sous supervision internationale, et la convocation d'une nouvelle conférence de Genève.

Qualifiant cette proposition de "purement électorale", le Gouvernement révolutionnaire provisoire sud-vietnamien et le Nord-Vietnam l'ont carrément repoussée.

Mme Nguyen Thi Binh, ministre des Affaires étrangères du GRP et principale négociatrice aux pourparlers de Paris, a déclaré que le discours du chef d'Etat américain "ne vise pas à mettre fin à l'agression, à rétablir la paix sur la base du respect de l'indépendance et de la souveraineté des peuples d'Indochine. Il vise à légaliser l'agression américaine et à permettre aux Etats-Unis de poursuivre leurs desseins néocolonialistes au Sud-Vietnam".

Pendant ce temps, les communistes ont lancé plus de 10,000 soldats dans une grande offensive au Cambodge. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les combats faisaient rage à 55 milles au nord de Phnom Penh, la capitale.

A qui le pouvoir?

C'est la grande bataille en Bolivie pour s'emparer du pouvoir. En quatre jours, le pays a en effet connu quatre gouvernements différents.

Lundi, le président de la république, le général Alfredo Ovando, faisait tout en son pouvoir pour tenter d'éviter la guerre civile dans son pays, face à la rébellion d'une faction militaire. Le lendemain, impuissant, afin d'éviter un bain de sang, Ovando donnait sa démission. Peu après, un triumvirat était formé

pour prendre en main les destinées de la Bolivie. Ce qui n'eut pas l'heur de plaire à tout le monde puisqu'une autre rébellion était signalée. Elle était dirigée par le général Juan José Torres, chef du contre-gouvernement révolutionnaire. Gauchiste acharné, le général Torres, après s'être emparé du pouvoir, a promis un régime de justice et de progrès social.

Pompidou voyage

Un million de Moscovites ont acclamé Georges Pompidou à son arrivée, mardi, en Union soviétique.

La présence de MM. Podgorny, Kosyguine et Brejnev sur l'aérodrome où considérée comme un honneur excessif possait le président des Français est tienne, habituellement non dicté par le protocole.

Cette visite est surtout axée sur les problèmes de la détente entre la Russie et la France. Si au cours du second entretien, l'URSS a fait savoir qu'elle réserverait une place privilégiée à la France, par contre, la teneur du troisième entretien n'a pas été révélée.

Encore 15 jours

Il ne reste qu'une quinzaine de jours avant les élections municipales. A Montréal, la lutte a débuté chaudement.

Jean Drapeau a commencé sa campagne en prenant sévèrement à partie "les éditorialistes, les politologues, les sociologues et les grands théoriciens de la démocratie, tous ces démagogues de tout acabit qui font des membres de notre équipe des "rubber stamps" de l'administration".

Le FRAP, de son côté, n'a pas mâché ses mots pour démolir le maire de Montréal.

Un autre parti, le Parti de Montréal, a annoncé qu'il présentera neuf candidats aux postes de conseillers, mais aucun à la mairie.

Nixon de retour

Le président Nixon est rentré aux

Etats-Unis après une tournée de plusieurs jours en Europe.

Samedi, en Espagne, au cours d'une allocution, il a rassuré Franco sur la présence navale des USA en Méditerranée. Le lendemain, en Irlande, il renchérit en menaçant de renforcer cette même puissance navale.

Le président a terminé sa tournée en promettant de travailler pour assurer au monde "la paix pour toute une génération".

Troisième session

M. Roland Michener a inauguré jeudi la troisième session de la 28e Législature.

Par cet événement, le gouvernement libéral du premier ministre Trudeau a invité la nation canadienne à relever, dans la constance et l'ardeur, le défi que présente le haut idéal d'une société juste.

Ce défi doit être absolument relevé durant la décennie en cours si le Canada veut demeurer, selon lui, un haut lieu de la liberté, du respect de l'individu et de stabilité sociale exceptionnelle. Dans le discours du Trône, il a été précisé ce que doit être cette "société juste".

L'opposition, conservateurs et créditistes, a vivement réagi à ce programme législatif que le programme "vieilles rengaines".

Aux urnes en N.-E.

C'est le 13 octobre que la Nouvelle-Ecosse ira aux urnes pour se choisir un nouveau gouvernement.

Dans cette petite province conservatrice repliée sur sa glorieuse histoire, ces élections ne semblent pas énerver outre mesure. C'est en effet une campagne paisible qui s'y fait avec tout ce qu'il faut comme politesse, discrétion et tranquillité.

De toute façon, il semble déjà que les libéraux, avec 5 sièges sur 43, ne feront pas le poids en face du gouvernement conservateur de M. Smith.



**PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITE**

# S'il pleut, il pleut; s'il y a des élections, il y a des élections

**Gilles RACINE**  
chroniqueur politique



**HALIFAX, N.S.** — Les électeurs de la Nouvelle-Ecosse se rendront aux urnes, mardi prochain, comme ils iraient subir un examen médical de routine. Ils pourraient aussi bien se passer de l'un comme de l'autre.

Si ce n'était de la publicité payée par les différents partis politiques à la radio, la télévision et dans les journaux, personne ne pourrait savoir qu'il y a des élections générales en Nouvelle-Ecosse. Les médias d'information accordent d'ailleurs une plus grande attention à l'enlèvement de l'attaché commercial britannique James Richard Cross qu'aux élections.

Demander au chauffeur de taxi, au passant, ou au garçon de table ce qu'ils pensent des élections, c'est leur demander ce qu'ils pensent de la pluie par une triste journée d'automne. Ils n'en pensent rien ou presque. S'il pleut, il pleut; s'il y a des élections, il y a des élections. C'est un phénomène qu'ils observent sans autrement passer de commentaires. Entre eux, à table au restaurant, en famille, entre amis, la politique n'est pas un sujet de discussion.

Il y a plus d'activité politique au Québec, même lorsque l'Assemblée nationale ne siège pas et aucun grand projet de loi ne retient l'attention, qu'il n'y en a ici en pleine campagne électorale.

Cela vient peut-être du fait qu'il n'y a pas d'enjeu véritable dans cette élection. Le seul enjeu digne de mention, diront les organisateurs en chef des deux grands partis, (le parti progressiste conservateur et le parti libéral), est la prise du pouvoir, l'obtention du leadership. Il n'y a donc d'enjeu que pour les partis et non pour la population.

Il n'y aurait pas eu d'élections que la population ne s'en serait d'ailleurs pas plus mal portée. Tout le monde s'entend pour dire que les résultats ne devraient rien changer à l'échiquier politique, à l'exception du fait que les conservateurs qui sont au pouvoir depuis 1956 devraient perdre quelques circonscriptions au nom des libéraux, mais pas suffisamment pour ne pas conserver la majorité absolue de l'Assemblée législative.

Ici, les étiquettes politiques "conservateur" et "libéral" ne veulent absolument rien dire. Les libéraux sont tout autant conservateurs que les conservateurs. Peut-être ceux-ci le sont-ils moins que les libéraux quant à certains aspects de leur programme électoral.

Mais là encore, cela ne veut rien dire. On ne vote pas, en Nouvelle-Ecosse, pour un programme politique ou pour des idées. On vote pour le chef et le parti.

Les jeunes, étudiants ou travailleurs, n'échappent pas à cette règle. Cette année, pour la première fois, les jeunes de 19 ans auront droit de vote. Mais leur vote ne changera rien à rien et ne devrait pas apporter plus de voix au nouveau parti démocratique qui pourra se compter chanceux s'il réussit à faire élire un seul candidat.

En Nouvelle-Ecosse, on est libéral ou conservateur de grand-père en petit-fils. Les jeunes voteront comme leurs pères, leurs grands-pères et arrière-grands-pères ont voté.

ray a gardé le pouvoir 26 ans et McDonald, 23 ans. A la mort de McDonald en 1956, Robert Stanfield, l'actuel chef du parti conservateur fédéral, a pris le pouvoir et l'a gardé jusqu'après les élections provinciales de 1967, où les conservateurs ont remporté 41 des 46 sièges.

Le nouveau chef conservateur, M. George I. (Ike) Smith, est au pouvoir depuis trois ans et ne devrait pas avoir grande difficulté à remporter le pouvoir de façon majoritaire. Sa popularité est plus grande que celle du chef libéral M.

les électeurs de la maladministration et l'incompétence du gouvernement conservateur".

## Le conservatisme et les traditions

Peu importe, qu'ils votent bleu ou rouge, les gens de Nouvelle-Ecosse votent conservateur.

Dans cette réplique du vieux pays, (on se croirait dans le Yorkshire) où la mini-jupe vient tout juste de faire son apparition et où la maxi n'est pas encore portée, les traditions indiquent la mentalité des gens.

Il y a à peine deux ou trois ans, on respectait encore une tradition qui voulait qu'à la mairie d'Halifax, capitale et métropole de la province, catholiques et protestants occupent, alternativement la fonction de maire.

Si cette tradition ne vaut plus pour la mairie d'Halifax, elle est toujours valable au niveau des nominations à la cour Suprême de Nouvelle-Ecosse (identique à la cour supérieure du Québec, tribunal provincial de dernière instance), et au conseil législatif ou Sénat.

Pour un catholique, il doit y avoir un protestant (en Nouvelle-Ecosse, les deux groupes religieux sont numériquement aussi importants l'un que l'autre). C'est ainsi qu'un jeune avocat de 29 ans, s'est récemment vu offrir un siège à la cour suprême parce qu'il était catholique. Et dans cette société assez aristocratique où on prend toujours le thé à 5 h. 00 de l'après-midi "il faudrait être fou pour refuser une telle offre".

Si ces exemples d'une société conservatrice ne sont pas suffisants, qu'il suffise d'ajouter un dernier fait: il y a encore, en Nouvelle-Ecosse, un collège où on enseigne le gallois.

## Conservateurs, britanniques et loyalistes

Ce qui vient d'être dit sur les habitants de la Nouvelle-Ecosse peut paraître dur, mais en fait ce ne l'est pas. Ce sont eux-mêmes qui se décrivent ainsi. Et ils vont encore plus loin dans leur autodescription.

Conservateurs, britanniques et loyalistes. Tels sont les trois mots qui campent le citoyen de Nouvelle-Ecosse. Et se basant sur un récent sondage dans lequel on a tenté de recouper les questions pour pouvoir tirer un portrait robot de l'électeur, un organisateur politique ajoutera: "C'est un homme qui se satisfait de peu de choses. Le gouvernement ne l'intéresse pas. Tout ce qu'il désire du gouvernement, c'est qu'il fasse des routes, construise des ponts et des écoles, et lui procure de l'emploi. Le reste ne l'intéresse pas. Il ne vise qu'à court terme."

"Tout ce qui le touche, c'est son portefeuille, son bien-être matériel. Pour avoir plus d'argent dans ses poches, il serait prêt à faire n'importe quoi. Peu lui en chaut de ce qui pourrait arriver



Gerald Regan, le jeune chef du parti libéral

dans 10 ou 20 ans pourvu que son portefeuille soit garni".

A se promener dans Halifax, on aurait tendance à oublier qu'il y a de nombreux problèmes en Nouvelle-Ecosse. On y retrouve un jardin municipal superbe, des avenues longées d'arbres, un cimetière dont même la vue est reposante. Au Lord Nelson Hotel, où loge l'organisation centrale du parti conservateur, l'étranger se croirait "in the good old Britain". Le hall est encombré de vieilles dames qui prennent le thé en papotant. Elles regardent les nouveaux arrivants avec indifférence et traînent la patte dans les escaliers attenants qui mènent aux différents salons. On vient d'en éviter une de justesse, qu'il faut faire des efforts désespérés pour éviter la suivante qui va droit son chemin, certaine que son rang social et son âge lui donnent droit de passage.

Après cette marche à obstacles, le visiteur entre au comité central de l'organisation conservatrice. Pas besoin de montrer patte blanche ou même de s'identifier, on vous mène là où vous le désirez, en l'occurrence dans le bureau de l'organisateur en chef, M. Maurice Flemming.

Sur une grande table en forme de "T", peu de papiers, mais beaucoup de restes de victuailles. Derrière son bureau, M. Flemming commerçant de son métier, invite le visiteur à se faire un peu de place sur la table. Et c'est ainsi qu'après avoir dégagé un espace suffisant, le journaliste "s'attable" pour discuter de la campagne électorale.

Tout cela est fort sympathique. Personne n'est pressé, personne ne court. On dialogue quelques minutes, Flemming confirme ce que vous avez pres-

enti et ce qu'un professeur de sciences politiques au St-Mary's University, M. Robert Vaizon, et le rédacteur en chef d'un hebdomadaire à demi "underground", le "4th Estate", vous avaient précédemment dit.

Toute la campagne conservatrice est axée sur "Ike". Les deux slogans utilisés sont: "I like Ike" et "Pensez-y... désirez-vous avoir comme premier ministre de la Nouvelle-Ecosse quelqu'un d'autre que le premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, Ike Smith".

Aussi, tous les candidats conservateurs s'affichent moins comme des conservateurs que des hommes de l'ère.

Pour le parti libéral, c'est la même chose: Manches retroussées, l'organisateur en chef, David Mann, les pieds sur le bureau et les mains derrière la nuque, après avoir relâché et accepté une cigarette française ("on ne peut en avoir de celles-là en Nouvelle-Ecosse"), déclare bien net: "On essaie de vendre à tout prix Regan en employant les méthodes des experts en publicité et marketing, comme s'il s'agissait d'un savon".

Pourtant, la Nouvelle-Ecosse est aux prises avec un tas de problèmes. Mais on préfère ne pas en parler aux électeurs. Ou, si on en parle, c'est pour la forme, parce qu'on sait que ce n'est pas avec des idées et des projets de réforme qu'on peut gagner une élection en Nouvelle-Ecosse.

A preuve, à chaque élection, c'est à qui, du parti conservateur et du parti libéral, sera le dernier à rendre public son programme électoral. La meilleure façon de se faire élire, c'est d'en dire le moins et d'avoir la meilleure image possible dans le public.



George I. Smith, conservateur, depuis trois ans premier ministre

Les clans familiaux sont bleus ou rouges depuis des décennies, les catholiques étant généralement portés à voter libéral et les protestants, conservateur, dans une proportion de 60 à 70 pour cent.

Comment mieux décrire l'esprit conservateurs des citoyens de la Nouvelle-Ecosse qu'en citant la petite histoire politique de cette province.

Depuis son entrée dans la Confédération, en 1875, les libéraux ont eu le pouvoir pendant 71 ans et les conservateurs pendant 24 ans. La force des partis politiques s'exprime par la popularité des chefs de parti. Pour les libéraux, Mur-

Gerald Regan. Les gens de Nouvelle-Ecosse détestent les querelles politiques et n'attendent rien du gouvernement. C'est pour cette raison qu'ils portent toujours au pouvoir un gouvernement majoritaire et qu'ils ont peu tendance à renverser un régime.

Mardi, d'ailleurs, ils ne voteront pas tant libéral ou conservateur que pour ou contre le gouvernement et la personnalité des chefs de partis.

M. David Mann, directeur de la campagne électorale du parti libéral, est d'ailleurs franc sur ce sujet: "Notre seul espoir de faire bonne figure aux élections dépend de la perception par

# Célébré en Chine par Mao, un médecin montréalais demeure inconnu chez lui

**Pierre-C. O'NEIL**  
de notre bureau d'Ottawa



**OTTAWA** — Dans l'édition que je viens de lire du petit livre rouge de Mao, il y a un chapitre qui s'intitule "servir le peuple".

Le chef d'Etat à la mine de pâtisier turlopin s'y exprime ainsi: "L'esprit du camarade, oubli total de soi et dévouement pour les autres, apparaissent dans le profond sens des responsabilités à l'égard de son travail."

"Nous devons tous apprendre de lui ce parfait esprit d'abnégation. Ainsi chacun peut devenir très utile au peuple. Qu'on soit plus ou moins capable de posséder cet esprit pour être un homme aux sentiments nobles, intègre, un homme d'une haute moralité, détaché des intérêts vulgaires, un homme utile au peuple."

De quel camarade s'agit-il? D'un certain Norman Bethune, médecin montréalais mais dont la plupart des Québécois n'ont à peu près jamais entendu parler.

C'est par une coïncidence étrange que son nom me revient au moment où les médecins spécialistes de leur propre gré, ou forcés de le faire par la loi de la solidarité qui règne aussi

au sein des associations médicales, quittent leur travail pour se réfugier dans des endroits de villégiature, qui à leur chalet de montagnes, qui encore à des résidences d'été peut-être au bord d'un de ces lacs privés dont on a tant parlé récemment.

## Etabli à Montréal

En vérité Norman Bethune était un médecin spécialiste ontarien de naissance, mais établi à Montréal, sa pratique fut longuement interrompue par la tuberculose dont il souffrait et qui le mena très jeune à deux doigts de la mort aussi bien que dans de longues périodes de réflexion sur ses premiers travaux de médecine qui lui avaient déjà valu une hâtive renommée.

S'étant tiré de ce mauvais pas, il revient à Montréal pratiquer dans des hôpitaux et avec des médecins bien connus à l'époque. Il se fit valoir par la mise au point de nombreux instruments de chirurgie thoracique qui soulèverent l'intérêt du monde médical au Canada aussi bien qu'aux Etats-Unis et à l'étranger.

Il se fit également remarquer par sa très vive conscience sociale. On le jugeait d'ailleurs plutôt sévèrement dans certains milieux pour des propos comme celui-ci: "La médecine telle que nous la pratiquons est un produit de luxe. Nous vendons du pain au prix de bijoux". Cela se passait dans les années 1920 et 1930.

C'était également un artiste, et se prévalant de l'aisance que lui permettait son travail, il fit l'expérience d'ouvrir à Montréal l'une des pre-

mières maternelles au service d'une population d'un quartier défavorisé.

Mais son action, devait devenir beaucoup plus spectaculaire quand la guerre d'Espagne éclata. Il se sentit le devoir d'aller mettre au service des Républicains ses connaissances et sa technique. Il s'illustra dans cette guerre d'Espagne en mettant son pied pour la première fois des équipes médicales qui apportaient leurs soins aux blessés immédiatement derrière la ligne de feu.

Plus tard, Bethune prenait le chemin de la Chine pour y devenir Pai Chu à l'étranger, le médecin de la grande armée révolutionnaire, un compagnon de Mao et à sa mort, par suite d'un accident survenu sur la table d'opération en pleine campagne, accident conjugué avec la rareté des antibiotiques, un des grands héros de la nouvelle Chine.

Toute cette histoire est racontée d'émouvante façon dans une biographie du médecin publiée en anglais il y a plusieurs années.

Mais le livre n'est pas plus connu que l'homme lui-même.

L'homme est évidemment bien connu en Chine où à chaque année des millions de Chinois, Mao en tête, célèbrent l'anniversaire de sa mort dans la grande vallée de Shansi.

Il est également connu au Canada anglais, et singulièrement, dans les mouvements de gauche.

Au Québec, il semble qu'il ne soit connu que d'un petit groupe d'anglophones de la région de Montréal, soit qu'ils fassent partie de mouvements de gauche, soit qu'ils vivent dans un

milieu social qui se souvient de Bethune.

## Silence

Mais les Québécois ne connaissent pas Bethune. Peut-être ne le connaissent-ils pas parce que c'était un anglophone et que les deux solitudes continuent d'exister bel et bien.

Peut-être ne le connaissent-ils pas parce qu'il était médecin et que nous cherchions nos grands hommes du côté des politiciens ou des gens d'Église.

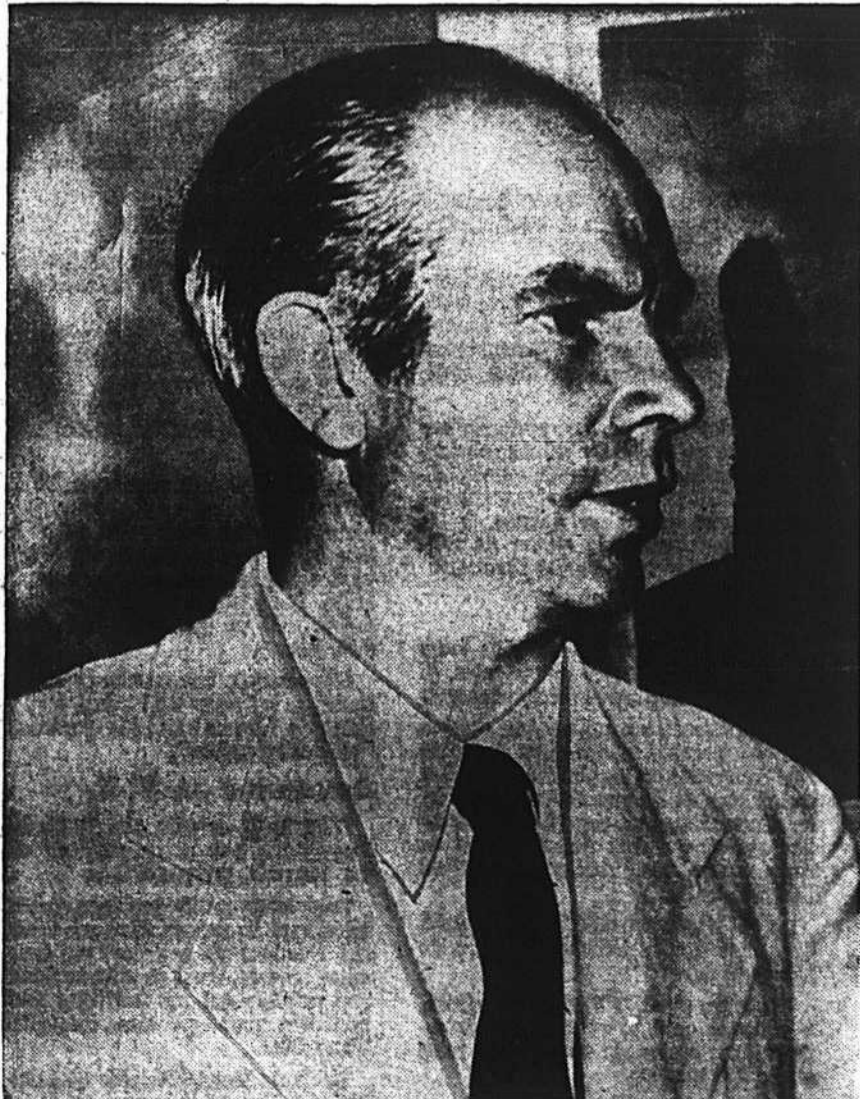
Mais la probabilité, c'est que nous ne le connaissons pas parce qu'il était homme de gauche et que s'est faite, autour de son nom, une scandaleuse conspiration du silence qu'il reste encore à briser.

Ce serait aux hommes de gauche à briser ce silence. Un moyen de le faire serait d'écrire à nouveau la biographie de Bethune ou de traduire celle qui a été écrite de lui.

Il y aurait de la place au Québec, on le sait maintenant, pour les vues de Bethune sur les préoccupations sociales qui devraient présider à l'exercice non seulement de la médecine mais d'un certain nombre d'autres professions, si ce n'est de l'exercice du gouvernement lui-même.

On me dira qu'il est trop facile d'évoquer sa mémoire à ce moment-ci et qu'après tout c'était un marxiste.

Simplet sur tout un homme, un spécialiste par surcroît, et qu'il est opportun qu'on rapatrie la réputation de ce héros de la Chine.



Norman Bethune, chirurgien canadien glorifié en Chine par Mao



PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITE

# La Voix de son Maître

Collaboration spéciale de New York

**Louis Wizinzer**



**Le président Nixon s'en porte garant: votre grand-rue ne deviendra pas une allée des ordures. La promesse de M. Spiro Agnew fait son effet: deux mille Mormons debout battent des mains à tout rompre. Après Salt Lake City, Denver, après Fort Lauderdale, Newark et Philadelphie. Partout le vice-président renouvelle son serment: "Nous endiguerons les flots montants de la pornographie."**

Et, laisse-t-il entendre, qui n'est pas contre la pornographie est pour elle. Les candidats démocrates cherchent à

esquiver le débat? Ils évoquent la guerre au Vietnam qui s'éternise, l'inflation qui persiste. C'est qu'ils ont mauvaise conscience, c'est qu'ils sont "mous" sur la pornographie comme sur le communisme. Tambour battant Spiro Agnew — Spiro U pour ses détracteurs — mène sa campagne électorale d'une rive à l'autre des Etats-Unis, l'investive à la bouche. Les sénateurs qui voteront contre l'installation des rampes de lancement de l'ABM sont "un ramassis de snobs dégénérés". Les étudiants ("les idées de Mao avec l'argent de papa") sont sommés "d'aimer l'Amérique ou d'en déguerpir".

### Les "radlibs"

Les démocrates, oui, tous les démocrates, y compris ceux qui jouent aux modérés, sont des "radlibs" (contraction de radicaux et de libéraux). Le "Washington Post" et le "New York Times" protestent timidement: "tout cela n'est pas "fair play". Les caricaturistes, moins timorés, s'en donnent à coeur joie: le masque amidonné d'Agnew déchaîne leur malveillance. Peu lui chaut. Entre lui et son public l'os-

mose est parfaite. En lui la Majorité Silencieuse se reconnaît mieux qu'en Nixon trop fuyant, qu'en Wallace trop grossier. Sur les campus on le brûle en effigie, on le surnomme "le Nixon de Nixon". En vérité il est "Mister Middle America". Il proclame tout haut ce que chacun pense tout bas. Il n'écrit pas ses discours? Il n'est que la Voix de son Maître; du moins croit-il à ce qu'il dit.

### L'orateur le plus cher

Spiro Anagnostopoulos sorti tout armé du cerveau d'Elia Kazan, n'a rien d'un Demosthène. Mais il est l'orateur "le plus cher" du pays. Pour l'entendre, des milliers d'Américains payent jusqu'à \$50 une assiette de poulet rôti et une pomme de terre Idaho. C'est qu'ils en ont, chaque fois, pour leur argent. Agnew puise généreusement dans son arsenal d'invectives. A New York, en plein fief libéral, il fustige un sénateur républicain, M. Goodell, qui commit l'imprudence de voter contre la politique étrangère de Nixon. "Le moment est venu de purger notre parti de ses "libcoms" dit-il, et d'adjurer l'audience de se presser aux urnes, dans trois semaines, pour "empêcher le Congrès de glisser encore plus aux mains de la gauche radicale".

Quelques initiés avaient lu, en avril dernier, un entrefilet dans le "New York Times" disant que Murray Chotimer s'installait à la Maison Blanche. Ils surent dès lors de quel bois Nixon allait chauffer sa campagne électorale. C'est, fort des conseils de Chotimer que Nixon avait fait, il y a 25 ans, ses premières armes politiques. Chotimer avait forgé l'épithète "comical" (démocrate-communiste) dont Nixon apostrophait ses adversaires. Chotimer lui avait soufflé d'appeler Adlai Stevenson "cet apaiseur de communistes". La "philosophie politique" de Chotimer rejoignait alors l'instinct de Nixon et tenait en trois mots: "exploiter le ressentiment". La présence aujourd'hui de ce mini-Machiavel dans l'entourage immédiat du président explique le caractère venimeux de la campagne menée par le parti républicain. Tout récemment, Harman Kahn, le scénariste obèse des futures guerres mondiales présentées aux étudiants de Columbia les conclusions d'une enquête menée par le "Think-Tank" Randt (une "usine-à-penser"): "Vous êtes à l'heure actuelle la minorité la plus détestée du pays", dit-il. Au fond de l'amphithéâtre, sourd aux sarcasmes de ses voisins, un petit homme bedonnant notait fiévreusement les explications de M. Kahn. Quelques jours plus tard, le même personnage aux allures de représentant de commerce, M. Chotimer puisqu'il faut le nommer, dressait le plan de la campagne électorale de M. Agnew. Au sommet de la feuille, en rouge, il écrivit: "Kidlash". (Ressentiment contre les étudiants: l'exploiter à fond).

### Stratégie sudiste

Voici pour la tactique. Venons-en à la stratégie. Le démographe Kevin Phillips avait servi de Clausewitz à M. Nixon en 1968. Sa "stratégie sudiste" lui permit de précéder Humphrey d'une encolure au poteau d'arrivée.

Dans un ouvrage intitulé "la vraie majorité", deux sociologues, Scrammon et Wattenberg, se livrent à une fouille méticuleuse des données socio-démographiques de Phillips. Ils conviennent avec lui que la coalition rooseveltienne (ouvriers, Noirs, fermiers, immigrants) est morte et que Vive la nouvelle coalition républicaine (le Sud, le Middle West, les cols bleus embourgeoisés et surtout Suburbia, c'est-à-dire la population urbaine ayant fui les ghettos, les centres mal famés des villes pour les faubourgs cossus et verdoyants). Cette "majorité silencieuse" est moins préoccupée de problèmes économiques que de problèmes sociaux: criminalité, drogue, pornographie, émeutes, pollution de l'environnement. A la tête de cette nouvelle alliance, Nixon joue le rôle d'un Roosevelt à rebours. FDR avait sauvé les pauvres. Nixon est l'homme providentiel des classes moyennes.

### Le Churchill américain

M. Kissinger voit en Nixon un Metternich. Moynihan le compare à Disraeli. Mais pour Garry Wills, auteur de la plus pénétrante biographie (à paraître) du président, Nixon est tout bonnement... le Churchill américain: l'homme indiqué au moment opportun. Certes, M. Wills en convient: chaque pays a le Churchill qu'il mérite. Et le "Churchill américain" incarne un sur-saut nostalgique des "classes médiocres", un repli de l'Amérique sur elle-même. Les Etats-Unis, affirme le professeur Andrew Slack, ont perdu foi en eux-mêmes, en leur "mission". Nixon inaugure ce qu'il nomme "la fin de l'ère américaine". Pour Garry Wills, l'histoire bien comprise des Etats-Unis depuis 25 ans démontre l'inévitabilité de Nixon. Des millions d'Américains souffrent de ce que le sociologue Alvin Toffler appelle "le choc du futur". Autour d'eux tout a changé trop vite. Le choc culturel que les générations anciennes éprouvaient en se déplaçant dans l'espace (visites à l'étranger, découvertes d'autres civilisations) la génération actuelle l'a éprouvé en se déplaçant dans le temps (l'avenir est déjà parmi nous). La double révolution de la technologie et des moeurs a bouleversé les habitudes, modifié l'environnement brisé les tabous. Les petits commerçants se sentent menacés par les "conglomérats" géants. Les parents sont écoeurés à la vue de leurs enfants qui brûlent leurs feuillets de mobilisation et portent des pancartes irrévérencieuses. Ils rêvent d'un âge révolu où le rythme de vie était plus lent, les affaires traitées plus modestes, où les jeunes respectaient les aînés, où la femme était au foyer et la sainte bible reposait sur le lit séparant le lit des époux. En vo-



Spiro Anagnostopoulos Agnew, vice-président des Etats-Unis.

tant pour Nixon en 1968 ils optèrent pour une forme de réarmement moral, ils espéraient que ce self-made man, fils d'un épicier californien, les arracherait aux sables mouvants de la "société temporaire". Qu'il commencerait par mettre fin à la guerre au Vietnam et à l'inflation, pour rendre à l'Amérique sa dignité et au dollar son pouvoir d'achat. Depuis lors 18 mois ont passé. L'inflation persiste, la guerre au Vietnam s'éternise. Pour détourner l'attention de ses fidèles, Nixon rend visite au Pape, à Tito, à Franco et à la Reine d'Angleterre. Le Plan Rogers a été pulvérisé par les événements. Les nouvelles propositions de paix au Vietnam ne sont que "whisky ancien en de neuves bouteilles". L'impulsion a été rétablie aux Etats-Unis l'optimisme, la sécurité de l'époque eisenhowerienne, Nixon fait mine de relancer la guerre froide. Par "columnists interposés" il accuse les Soviétiques de duplicité. "Qui me cherche me trouve" fait-il dire et se drapant dans une pose proconsulaire il prononce à bord du porte-avion Saratoga une harangue martiale. Pendant ce temps-là, Spiro Agnew, affecté aux basses besognes, s'avance au milieu du Bruit et de la Fureur et démasque l'archi-en-nemi: non pas Lénine, non pas Eldridge Cleaver, ni même Fidel Castro mais le Dr. Spock, pédiatre renommé. "Il est", affirme M. Agnew, "le père de la Société Licencieuse". L'homme qui sapa la fibre morale de notre peuple...

### Une épreuve de force

D'ordinaire le parti au pouvoir accuse un recul aux élections législatives de mi-terme. Mais Nixon a décidé de faire

de la consultation de novembre prochain une épreuve de force. La victoire qu'il escompte emporter devra lui servir de tremplin pour 1972. Il garde un silence d'homme d'Etat mais ôte les menottes à Spiro Agnew dont la consigne est "pas que quartier". Une enquête récente du "New York Times" confirme l'intuition du président: l'électorat glisse vers la droite. Ne demande qu'à être enflammé.

Cependant la revue de sociologie "Trans-action" propose une vue plus nuancée de la situation électorale. Au terme d'une étude plus approfondie que celles des Instituts de sondage d'opinion elle affirme que la vaste majorité des électeurs américains demeurent rives au centre mais que des politiciens de droite exploitent habilement le malaise qu'ils ressentent. De son côté, le parti démocrate ne s'est pas relevé de sa défaite de 1968 et demeure profondément divisé. Pour des raisons personnelles aussi bien que politiques ses dirigeants restent sur la touche ou se cantonnent dans une stratégie défensive: Ted Kennedy dans le Massachusetts, Humphrey dans le Minnesota, Joe Tydings dans le Maryland, John Tunney en Californie "se ruent vers le centre", se posent en "défenseurs, nous aussi" de la loi et de l'ordre, n'évoquent la guerre au Vietnam et l'intégration raciale que du bout des lèvres et surtout évitent de se montrer en compagnie d'étudiants chevelus. En dépit des sermons de Scrammon et Wattenberg ils mènent une fois de plus campagne contre Hoover et contre la Grande Dépression. Leur cheval de bataille se nomme "économie malade". Le taux de chômage atteint 5,5 pour cent (4,3 millions d'Américains n'ont

pas de travail), risque de monter à 6 pour cent. L'inflation n'a pas été enravée. Le coût de la vie ne cesse de grimper. On ne construit plus de logements. La production de l'acier ralentit. Nixon a réussi ce qu'on croyait impossible: coupler l'inflation à une récession.

### Glissement à droite

Cette tactique surannée des démocrates pourrait d'ailleurs s'avérer opérante. Que la situation économique se dégrade de quelques crans encore et on verrait la Majorité Silencieuse renoncer à sa croisade pour la pureté des moeurs et réintégrer le parti démocrate, défenseur traditionnel de son porte-monnaie. Selon toute probabilité les démocrates garderont leur majorité à la Chambre. Ils perdront quelques sièges au Sénat et peut-être même la majorité (7 sièges) dont ils disposent actuellement. C'est du côté du Sénat que les républicains portent leurs efforts: M. Nixon aimerait soustraire sa politique étrangère et son programme militaire au veto des "colombes". On prévoit dans l'ensemble un léger glissement vers la droite de l'électorat mais guère de raz de marée républicain. Les questions locales, la personnalité des individus influenceront les électeurs plus que les questions "nationales". Pour le "Washington Post" qui vient lui aussi d'ausculter les votants, le trait dominant de l'électorat en 1970 est l'apathie, le scepticisme. Il prévoit un nombre impressionnant d'abstentions et prédit que le résultat de ces élections ressemblera à certain pudding flasque que Churchill renvoya un jour aux cuisines sous prétexte qu'"il manquait de thème".



Le Dr. Benjamin Spock: "Le père de la Société Licencieuse..." selon le vice-président américain.

## SONDAGE GALLUP

Tous droits réservés

### Les Canadiens ne croient pas à la sécession du Québec avec Bourassa

Sondage Gallup (Tous droits réservés)

La majorité des Canadiens estiment que M. Bourassa fera diminuer les possibilités d'une sécession du Québec.

Selon l'opinion générale des Canadiens, l'arrivée de M. Robert Bourassa au pouvoir a fait diminuer la possibilité d'une sécession du Québec. Environ quatre Canadiens sur dix sont de cet avis, tandis que trois sur dix estiment que cela ne fera aucune différence. Moins d'un sur dix croient que les possibilités de sécession du Québec ont augmenté depuis que M. Bourassa a pris la tête du gouvernement.

L'opinion exprimée est sensiblement la même dans les diverses régions du Canada.

Il est cependant intéressant de noter que c'est la préoccupation de M. Bourassa pour l'expansion économique au Québec qui semble déterminante dans l'attitude des personnes interrogées.

Ce sont en effet les cadres supérieurs et les personnes des professions libérales qui sont le plus convaincu (six sur dix) que M. Bourassa fera diminuer les possibilités de sécession.

La question posée était la suivante: "Pensez-vous que l'élection de M. Bourassa rendra plus, ou moins probable, la possibilité que Québec se retire

de la Confédération, ou pensez-vous que cela n'aura pas d'effet?"

Voici la réaction du public, en comparant les points de vue par régions, et par professions, avec le point de vue général à l'échelle nationale.

	Plus probable	Moins probable	Aucun effet	Sans réponse
National	9%	38%	31%	22%
Maritimes	8	45	13	34
Québec	10	36	36	18
Ontario	9	33	31	22
Ouest	6	39	31	24
Cadres supérieurs et professions libérales	8	57	23	12
Employés de bureau	9	39	37	15
Ouvriers	10	27	35	28
Agriculteurs et autres	7	40	26	27

A propos de l'avenir du Québec au sein de la Confédération, M. Bourassa recueille la confiance d'un plus grand nombre de gens que M. Daniel Johnson lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir en 1966. A cette époque-là, à la même question, 11 pour cent des personnes interrogées, en comparaison de 38 pour cent aujourd'hui, avaient répondu que la possibilité d'une sécession du Québec était moins probable. A peu près la même proportion (12%) estimait que cela était plus probable. Davantage pensaient que l'élection de M. Johnson n'aurait aucun effet (42%) et les indécis constituaient 45 pour cent.

# 59¢

par fascicule.

**Achetez le No 1 et obtenez le No 2 GRATUITEMENT!**

Il y a un nouveau numéro en vente chaque semaine.

## alpha

la mémoire du temps

UNE OFFRE DE **best brands Ltd.**  
11430 boul. albert hudon, montréal-nord 462, p.q.

# L'enlèvement du diplomate James R. Cross

## Des journalistes sont arrêtés et perquisitionnés par la police

par Lysiane GAGNON

Le journaliste Louis Fournier, qui a été le premier à lire (sur les ondes de CKAC, mercredi soir le manifeste du FLQ, a été détenu pour interrogatoire pendant quatre heures hier après-midi. En son absence, deux inspecteurs de la Police de Montréal ont minutieusement fouillé son domicile et saisi les originaux du manifeste du FLQ ainsi que des trois premiers communiqués des ravisseurs de M. Cross.

Deux amis de M. Fournier (dont l'un, le reporter Célestin Hubert de Radio-Canada, était en sa compagnie lors de l'arrivée des policiers, et dont l'autre, Robert Pilon, collaborateur au Quartier Latin, est passé le soir au moment où les policiers se trouvaient déjà chez lui) ont également été détenus.

Pendant ce temps, un photographe à l'emploi du Journal de Montréal, M. Yves Fabe, qui, posté devant le siège de l'escouade anti-terroriste de Montréal, attendait l'arrivée éventuelle de suspects amenés pour interrogatoire, a été forcé de remettre à un détective le film que contenait sa caméra.

La direction du Journal de Montréal a protesté hier soir auprès du ministre de la Justice, contre ce qu'elle estime être "une violation flagrante des droits les plus élémentaires de la liberté d'information".

### Contre Fournier, un mandat... verbal

C'est avec un mandat "verbal" (c'est-à-dire sans document signé) du coroner Laurin Lapointe que deux agents de la Police de Montréal, ensuite rejoints par les inspecteurs Guertin et Rossi du bureau des enquêtes criminelles, se sont présentés chez Louis Fournier. Ledit mandat se rapportait à un meurtre doublé d'un vol à main armée qui avait eu lieu la veille à la Caisse populaire de Notre-Dame-des-Victoires. M. Fournier a été amené au quartier général, rue Bonsecours, de même que ses deux copains, et il a été interrogé par les sergents-détectives Adam et Legault sur cette histoire de meurtre avec hold-up... En aucun moment, les trois "détenus" n'ont eu la permission de téléphoner à un avocat.

"MM. Adam et Legault ont été très corrects et semblaient être entièrement de bonne foi, de souligner M. Fournier, et ils se sont évidemment rapidement rendu compte que je ne connaissais rien à cette affaire."

Mais à son retour, le journaliste a

constaté que son appartement, rue Marchal à Côte-des-Neiges, avait été soigneusement perquisitionné: quatre documents émanant du FLQ (que M. Fournier avait reçus comme journaliste) étaient disparus. Selon le concierge, les inspecteurs n'auraient quitté les lieux que vers huit heures.

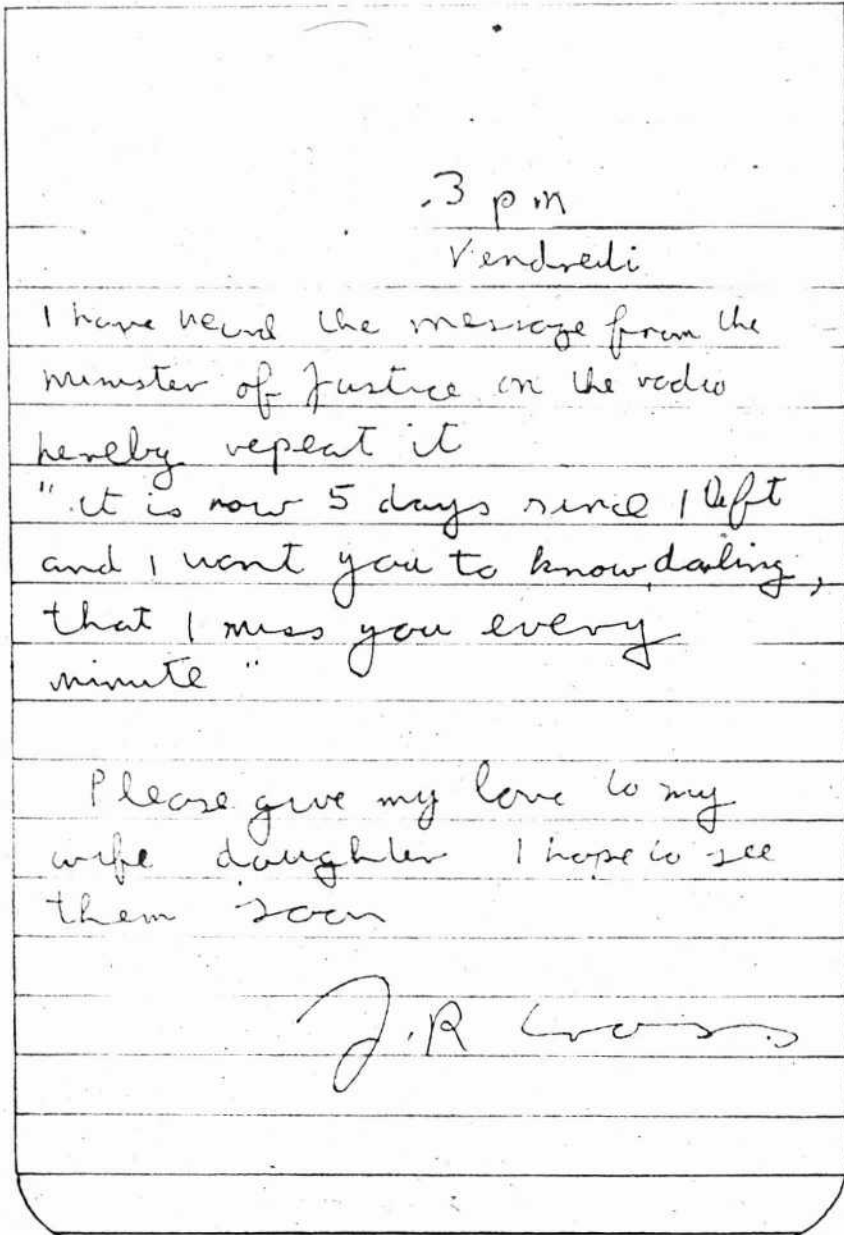
Louis Fournier, quant à lui, se dit certain qu'il s'est agi d'un coup monté destiné essentiellement à permettre à la

police de visiter son domicile, tant il lui paraît invraisemblable qu'on l'ait cru porteur d'informations privilégiées en rapport avec le meurtre de la veille.

Rappelons que dans son dernier communiqué, le FLQ recommande que M. Fournier, avec le journaliste Pierre Pascau et l'avocat Robert Lemieux, soit chargé d'assister en tant qu'observateur à l'éventuel élargissement des prisonniers dont on réclame la libération

en échange de celle de l'attaché commercial britannique.

Il n'y a aucun moyen de savoir de source officielle les noms et le nombre des personnes qui depuis mardi ont été appréhendées pour fins d'interrogatoire. Au Quartier Latin, où les renseignements circulent abondamment, on estime le nombre à une vingtaine. Il semble que tous ont été relâchés au bout de quelques heures.



C'est sur cette feuille de calepin que James R. Cross a écrit de sa main, hier, la phrase-clé (deuxième paragraphe) demandée par le ministre Choquette pour obtenir la certitude que le diplomate était encore vivant. La lettre est parvenue à la station CKLM, hier, en fin d'après-midi.



L'épouse du consul des Etats-Unis à Montréal visite souvent Mme Cross qui attend péniblement le retour de son époux.

## Ce n'est pas pire au Québec qu'ailleurs

— Paul L'Anglais

CALGARY (PC) — Il n'y a pas plus de hors-la-loi dans le Québec qu'ailleurs dans le monde et les actes de terrorisme ne sont que l'oeuvre d'un très petit groupe de conspirateurs, a déclaré le lieutenant-colonel Paul L'Anglais, expert québécois en communications.

Parlant devant un club social, jeudi soir, le lt-col. L'Anglais a affirmé que la majorité des Canadiens français souhaitaient une approche pragmatique au problème du Québec, basée bien plus sur la persuasion que sur la coercition.

"Si les Canadiens anglais nous considéraient comme des frères au lieu de bâtards, je vous garantis que le dernier coup de feu tiré en faveur de l'unité ca-

nadienne le serait par un Canadien français", s'est-il exclamé.

Membre du Conseil général de l'industrie du Québec, M. L'Anglais voit le Canada comme "une association de 10 provinces libres" et il a lancé un appel demandant aux Canadiens de "corriger les abus qui ont rouillé notre système fédéral".

Affirmant que les francophones n'ont nullement l'intention d'imposer l'unilinguisme au Québec, pas plus qu'ils ne désirent imposer le français dans le reste du pays, le lt-col. L'Anglais a conclu:

"Nous voulons être traités comme vous voudriez que le soit la minorité anglophone du Québec".



Un peu partout dans le monde l'inquiétude s'accroît. M. James Richard Cross fait vivre dans plusieurs milieux d'interminables heures de suspense. Dans la population, les hypothèses vont bon train.

## Le FLQ aurait choisi Pierre Pascau pour sa discrétion et son honnêteté

Le commentateur radiophonique Pierre Pascau pense qu'il a été choisi par le FLQ pour recevoir ses communiqués parce qu'il est apolitique et qu'il n'a "jamais révélé un secret".

Dans une entrevue sur l'affaire James R. Cross, Pierre Pascau a déclaré:

"Je suppose qu'ils m'ont choisi parce que j'ai toujours essayé d'être un journaliste parfaitement honnête."

Naturalisé Canadien, M. Pascau est né dans l'île Maurice et a travaillé en Angleterre pour la BBC et en Belgique pour Radio-Luxembourg, avant de venir à Montréal il y a cinq ans.

Son nom a été mentionné comme médiateur éventuel entre les gouvernements fédéral et provincial et les ravisseurs du diplomate britannique. Il a alors déclaré qu'il était prêt à le faire

s'il obtenait des garanties pour sa sécurité et à la condition qu'il n'y ait de représailles d'aucun côté.

"Je ne connais pas de membres du FLQ, a-t-il affirmé, ou du moins, si j'en connais, j'ignore qu'ils le sont. Je n'ai pas de couleur politique et je n'ai jamais adhéré ou défendu une politique de parti dans mon programme."

En ce qui concerne le kidnapping:

"Je n'ai pas d'opinion, je ne sais pas du tout ce qu'ils ont fait et je ne connais rien du FLQ".

"Evidemment, je suis contre la violence, le meurtre et ce genre de choses, mais je ne suis pas en mesure de juger les motivations."

"Il m'arrive parfois de penser que je suis peut-être le seul à pouvoir sauver la vie de cet homme, mais c'est tout."

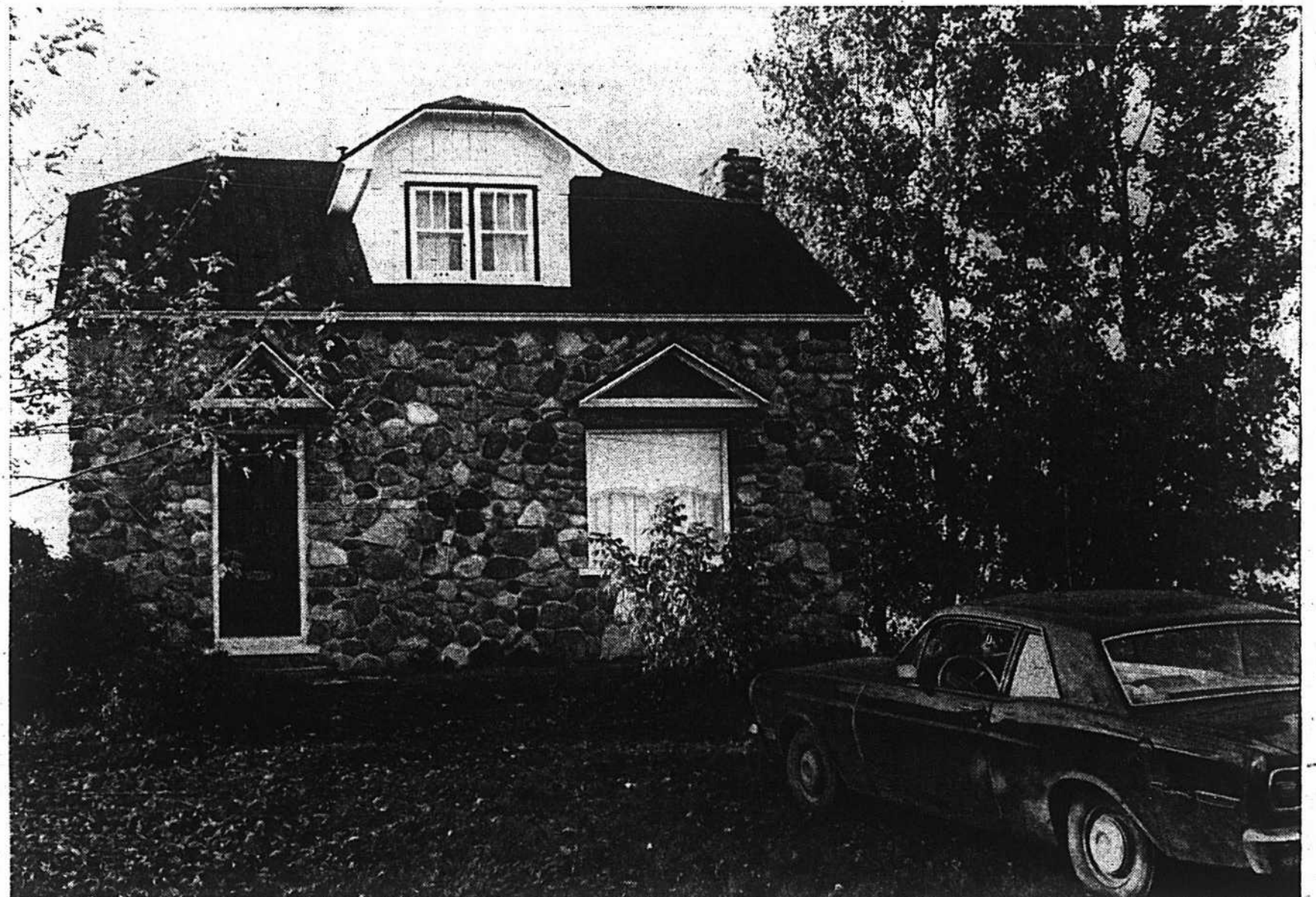


photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

### Une autre fausse alerte

L'enlèvement du diplomate James Richard Cross a amené la police à faire de nombreuses perquisitions et visites de routine à la suite de diverses informations. C'est ainsi que trois membres de la section antiterroriste se sont rendus, hier après-midi, rendre visite à une famille demeurant sur la route 3, à Verchères, où,

d'après certains renseignements, le diplomate britannique était séquestré. Après auprès des résidents. Une foule de journalistes et de curieux s'étaient amontrés sur les lieux.

# M. Bourassa a été obligé de dorer l'image du séparatisme pour la distinguer du terrorisme



**Claude BEAUCHAMP**  
de notre bureau de Québec

Parce que pour rassurer les Américains il a dû insister sur le caractère marginal de l'activité terroriste et surtout sur le petit nombre de terroristes au Québec, le chef du gouvernement n'a pas eu d'autre choix que celui de dissocier séparatistes et terroristes, sans quoi il aurait justifié les milieux américains intéressés au Québec, en particulier les préteurs de Wall Street, de dramatiser la situation.

Le chef du gouvernement québécois a déclaré, au cours d'une conférence de presse donnée hier à la Maison du Québec à New York, que l'enlèvement de M. Cross "n'a pas affecté gravement l'image du Québec".

## To-Day

A cet égard, M. Bourassa a annulé l'apparition qu'il devait faire à l'émission "To-Day" de la NBC, au cours de laquelle les téléspectateurs peuvent téléphoner à l'invité, parce qu'il a voulu éviter qu'un trop grand nombre de questions sur l'enlèvement de M. Cross, qu'il lui aurait de toute façon fallu éluder pour ne pas nuire à l'activité policière, ne crée un mauvais impact sur l'opinion publique américaine.

## Une exception

A chacune de ses rencontres avec des groupes privés de financiers et d'industriels, M. Bourassa a pris les devants pour rappeler que le Québec ne constitue pas une exception dans le monde en ce qui concerne les activités terroristes.

M. Bourassa a précisé que la plupart des questions sur l'enlèvement de M. Cross qu'il a reçues au cours de ses entretiens provenaient de Canadiens établis à New York.

Tout en ne pouvant éviter de faire passer les indépendantistes québécois pour des gens somme toute très respectables, M. Bourassa l'a fait le plus subtilement possible pour ne pas trop faire de publicité au Parti québécois.

Sa défense du parti québécois vis-à-vis l'activité terroriste a pris le plus souvent la forme d'une simple mise au point à la suite d'une question impliquant trop directement la responsabilité des séparatistes québécois dans l'enlèvement. M. Bourassa disait par exemple: "Les liens entre les mouvements

separatistes et l'activité terroriste du FLQ restent à être prouvés".

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Gérard-D. Lévesque, qui a dû répondre aux mêmes inquiétudes chez les préteurs de l'ouest américain qu'il a rencontrés au début de la semaine, a été encore plus explicite:

## M. G.-D. Lévesque

"Je leur ai expliqué, a dit M. Lévesque, que les séparatistes ont choisi la voie démocratique pour tenter de convaincre la population de leurs objectifs qui ne m'impressionnent pas personnel-

lement mais que je respecte et que, par contre, les terroristes ne forment qu'un groupe minime rejeté par toute la population et tous les partis politiques, y compris le parti québécois dont le chef, M. René Lévesque, les a qualifiés de cerveaux brûlés."

La presse américaine a également interrogé M. Bourassa sur la progression du vote séparatiste à la dernière élection. Le premier ministre a donné deux explications:

— que la popularité du chef du parti québécois, M. René Lévesque, était très

grande, beaucoup plus grande que celle des idées qu'il défend;

— que l'ambiguïté constitutionnelle dans laquelle s'était enfoncé le précédent gouvernement avait amené une certaine proportion de la population à souhaiter une clarification radicale de la situation.

"Mais je suis sûr, a conclu M. Bourassa, que si mon gouvernement réussit à résoudre les problèmes économiques et sociaux, le vote de protestation que M. René Lévesque a drainé en 1970 va laisser le parti québécois en 1974."

NEW YORK — Phénomènes plutôt curieux, c'est peut-être le parti québécois et son chef, M. René Lévesque, qui bénéficieront le plus à long terme du voyage que vient de compléter à New York le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa.

Le concours de circonstances qui a fait coïncider l'enlèvement de l'ambassadeur britannique à Montréal avec le premier voyage à l'étranger du pays du nouveau premier ministre québécois a obligé M. Bourassa à dorer l'image des "séparatistes" pour bien la distinguer de celle des "terroristes", car il lui a fallu rassurer les financiers américains.

En effet, la nouvelle de l'enlèvement de M. Cross a fait son tour de presse aux Etats-Unis (le New York Times a par exemple suivi l'événement quotidiennement avec un article et une photo en page 3) et la gravité du geste du FLQ s'est traduite par une certaine inquiétude des milieux financiers et plusieurs questions de la part des journalistes américains.

Or, les journaux américains attribuent spontanément la responsabilité de l'acte aux "séparatistes" et comme, d'autre part, ils sont bien au fait de la poussée électorale du parti québécois à la dernière élection, logique, ont-ils interrogé M. Bourassa sur la gravité du climat social et politique au Québec.



## Regan toujours optimiste

Le chef du parti libéral de la Nouvelle-Ecosse, M. Gerald Regan est toujours confiant de remporter la victoire lors de l'élection provinciale qui a lieu dans cette province mardi prochain. Quoiqu'ils n'occupent que cinq des quarante-six sièges à la législature, les libéraux croient à un renversement de pouvoir impressionnant. Nous apercevons M. Regan dans le sprint final de la campagne. Il rencontrait hier ses partisans de l'île du Cap Breton.

## Les députés créditistes du Québec assisteront au congrès

QUEBEC (PC) — Les douze députés créditistes provinciaux vont participer activement au congrès du Ralliement créditiste national qui se déroulera les 18 et 19 octobre, à Thetford Mines, municipalité située à 50 milles au sud-est du Québec.

C'est ce qu'a révélé le député créditiste du comté de Portneuf au provincial, M. Antoine Drolet, qui est également chargé de l'organisation du Ralliement créditiste provincial.

Le but principal de ce congrès, a dit M. Drolet est de mettre au point et de redonner un nouveau souffle à l'organisation nationale des créditistes en vue des prochaines élections fédérales qui doivent avoir lieu au cours de 1972.

De plus, a ajouté le député de Portneuf, les participants à ce congrès vont être appelés à choisir un candidat créditiste qui briguera les suffrages lors de l'élection fédérale partielle qui aura lieu le 16 novembre, dans le comté de Frontenac.

Ce comté était autrefois représenté par un créditiste, M. Bernard Dumont qui avait démissionné pour se faire ensuite élire sous la bannière du Ralliement des créditistes provinciaux lors des dernières élections générales le 29 avril.

En outre, a précisé M. Drolet, le Ralliement créditiste national présentera deux autres candidats dans les comtés où auront lieu des élections partielles.

Il s'agit du comté de Label qui est devenu libre à la suite de la nomination par Ottawa de M. Léo Cadieux, comme ambassadeur du Canada en France, et celui de Lisgar, au Manitoba, devenu vacant à la suite du décès du député conservateur qui représentait cette circonscription.

## Programme

M. Drolet a également mentionné que les participants au congrès national seront appelés à élaborer et à mettre au point le programme électoral du parti qui visera à satisfaire toute la popula-

tion du Canada en vue des élections de 1972.

Pour en arriver à ce but, a noté M. Drolet, les députés seront invités à prendre part à différents travaux en ateliers. Ces ateliers seront présidés par les députés créditistes au fédéral, qui sont au nombre de 13.

Comme l'a mentionné M. Drolet, le programme des dernières élections fédérales avait surtout été conçu en fonction du Québec, en raison de l'absence d'une représentation vraiment nationale, à la suite du départ fracassant de M. Robert Thompson qui avait refusé de collaborer avec M. Réal Caouette.

M. Drolet a souligné que cette fois M. Caouette veut avoir vraiment une représentation nationale, et dans ce but il a déjà entrepris une tournée qui le conduira dans tous les coins du pays.

## Collaboration

M. Drolet a précisé que l'organisation provinciale, dont il est le responsable, va collaborer étroitement avec l'organisation nationale lors des prochaines élections générales au Canada, comme la chose s'est produite à l'inverse lors des dernières élections provinciales.

Le député de Portneuf a rappelé que le chef national du parti, M. Réal Caouette, avait donné un bon coup de main à l'organisation provinciale, en faisant lui-même une tournée dans la province afin d'expliquer la doctrine de son parti, et que le groupement provincial entendait bien lui remettre la politesse.

## Députés

Par ailleurs, M. Drolet a ajouté que lors du congrès d'octobre, à Thetford Mines, les 12 députés créditistes du provincial se contenteront d'y participer comme simples membres du parti créditiste et qu'ils n'auront aucun rôle officiel à jouer.

Cependant, a noté M. Drolet, le chef du parti provincial, M. Camil Samson, prononcera un discours d'ouverture à la suite de celui du chef national, M. Réal Caouette.



## Voilà ce qui nous attend!

Les gens de Churchill, au Manitoba doivent sûrement envier les Québécois qui jouissent depuis quelques jours du climat de l'Été des Indiens. Le vent, le verglas et les 21 pouces de neige qui se sont abattus sur Churchill ont paralysé la circu-

lation routière dans la région, en plus de causer de lourds dommages comme cette photo en fait état. Churchill est située sur les rives de la baie d'Hudson dans le nord de la province.

Il n'y a pas de solutions immédiates et rapides au chômage

# M. Trudeau riposte aux virulentes attaques des partis d'opposition

OTTAWA (PC) — Il n'existe pas de solutions immédiates et rapides ni de remède unique dans la lutte contre le chômage et si certaines solutions peuvent paraître à première vue contraignantes, il n'empêche qu'elles ont toujours pour but d'assurer dans le plus proche avenir raisonnable la stabilité et la croissance économique du pays.

C'est en ces termes que le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, a défendu les mesures mises de l'avant par son gouvernement pour combattre l'inflation, dans un long discours prononcé hier aux Communes au début de la troisième session du 28<sup>e</sup> Parlement canadien.

M. Trudeau a voulu répondre ainsi aux nombreuses critiques dont son gouvernement fut la cible pendant la session précédente de la part des partis de l'opposition qui l'ont accusé de favoriser le chômage au nom de la lutte anti-inflationniste.

"Qu'on me permette de le redire ici, M. le Président, a poursuivi le chef du gouvernement, la première démarche qui s'est imposée à nous, c'était la lutte contre une inflation devenue une menace pour l'économie entière.

"Il fallait du courage pour l'accomplir cette démarche.

"Mais elle n'a pas empêché le gouvernement de se préoccuper constamment du problème du chômage, particulièrement dans les régions les moins développées du pays".

M. Trudeau a de nouveau soutenu que la situation, un an après le début de la lutte à l'inflation, loin de se détériorer, commence à se rétablir.

Il a dit espérer que grâce à une augmentation appréciable du volume des exportations canadiennes, nous connaîtrons au cours de l'année prochaine, un regain de prospérité qui amènera une réduction sensible du taux de chômage.

## L'opposition

La journée d'hier a fourni l'occasion aux quatre chefs de parti de participer au débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, prononcé la veille par le gouverneur général, M. Roland Michener.

Dans leurs exposés, les leaders de l'opposition ont dirigé une virulente attaque contre le régime libéral, lui reprochant notamment d'avoir failli à instaurer la société juste promise par M. Trudeau en 1968.

Le chef de l'Opposition officielle, M. Robert Stanfield, et le leader néo-démocrate, M. T.C. Douglas, ont terminé leurs interventions par la présentation de motions de non-confiance à l'endroit du gouvernement.

M. Stanfield a reproché au gouvernement de n'avoir pas fait mention, dans le discours du Trône, de la réforme constitutionnelle.

La motion de blâme du leader tory a porté sur "l'indécision et l'échec des ministères de faire d'une société juste un haut idéal".

Selon M. Stanfield, l'idéal d'une so-

ciété juste est plus éloigné que jamais après deux ans d'administration libérale.

Quant à M. Douglas, il a fait porter la majeure partie de son discours sur la politique économique du gouvernement, lui reprochant d'avoir pris peu d'initiatives pour sauvegarder la souveraineté du Canada dans le domaine économique, en laissant des intérêts étrangers envahir plusieurs secteurs de l'activité économique canadienne.

## M. Caouette

Le chef du Ralliement créditiste, M. Réal Caouette, a également tenu des propos très durs envers le gouvernement Trudeau.

Il a dénoncé une fois de plus le système financier actuel qui ne saurait réussir, selon lui, à permettre à tous les Canadiens de jouir pleinement des immenses richesses naturelles du pays.

M. Caouette a ainsi dénoncé la présentation de Livres blancs des diverses politiques du gouvernement qui ne changeront rien, à son avis au bien-être de la population, si le système monétaire demeure le même.

Il a rejeté ce qu'il a appelé "la vieille rengaine des libéraux: exporter beaucoup ou périr. Si nous n'exportons pas assez de nos produits, nous sommes condamnés à la misère".

Le chef créditiste s'est élevé contre "la politique du gouvernement qui veut enlever aux uns pour en donner aux autres". Il se trouve assez de richesses au Canada pour en distribuer à tous sans enlever à d'autres", a-t-il ajouté.

M. Caouette, à l'instar de M. Douglas, a dénoncé "le joug économique de puissances étrangères qui empêchent nos gens de se partager davantage nos richesses et les condamnent à un niveau de vie inférieur".

## Ridicule et non sens

Dans son discours, M. Trudeau a passé en revue les principales mesures qu'il entend adopter son gouvernement au cours de la session, telles qu'annoncées dans le discours du Trône.

Le chef du gouvernement a insisté sur deux des plus importants problèmes économiques de l'heure au Canada: le chômage et l'inflation.

A ce sujet, il a accusé l'opposition de s'être couvert de ridicule, au cours de la dernière session, dans ses critiques contre les politiques anti-inflationnistes du gouvernement.

"Je doute que ce fut une victoire pour l'opposition et je sais que ce ne fut pas un triomphe pour les millions de Canadiens, a poursuivi le premier ministre. "Que dit maintenant l'opposition après que notre bataille contre l'infla-

tion s'est avérée l'une des plus effectives parmi les pays industrialisés du monde chez nous? "Ils ont soutenu que le prix de cette lutte a été diabolique et que le gouvernement encourage le chômage. C'est un non sens."

## La société juste

Le gouvernement rejette l'idée que les mesures prises en vue de juguler l'inflation favoriseraient le chômage, sur une longue période.

Il n'existe pas de formule magique dans ce domaine, mais le gouvernement a promis de faire face à l'épineux problème de créer de nouveaux emplois, non seulement pour ceux qui arrivent sur le marché du travail, mais également pour réduire le nombre des chômeurs actuels, a poursuivi M. Trudeau.

En réplique aux accusations de l'opposition relatives au concept de la société juste, il a dit que si le gouvernement s'est donné comme idéal celui d'une société juste, c'est qu'il considère que ce doit être l'objectif de toute démocratie véritable.

Selon le premier ministre, tous les droits tels que le suffrage universel, l'égalité de tous devant la loi, ne sont qu'illusoire s'ils ne s'incarnent pas dans un droit plus fondamental encore et qui est pour l'individu le droit à un épanouissement vital, selon ses dons et aptitudes.

# Le premier ministre du Canada perd une chance d'exposer ses vues pour les problèmes internationaux

NATIONS UNIES (PC) — En renonçant à assister aux cérémonies du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU, le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, perd une occasion unique d'exposer à la face du monde ses vues sur les problèmes internationaux.

On annonçait, en effet, hier à Ottawa que "pour de nombreuses raisons" dont on n'a pas précisé la nature, le premier ministre n'assistera pas, le 14 octobre, à l'inauguration des cérémonies commémoratives. Selon des sources informées, la nouvelle a été ressentie comme un choc à l'ONU.

Un porte-parole de l'organisation internationale a déclaré que le secrétaire-général, M. Thant, ne manquera certainement pas d'exprimer ses regrets à M. Trudeau.

On l'attendait à New York et l'on était d'autant plus sûr de sa venue que M. Mitchell Sharp, ministre des Affaires extérieures, l'avait lui-même annoncée le 24 septembre, au cours d'une conférence de presse. La mission canadienne avait même pris toutes les dispositions pour que le premier ministre figure en tête des principaux orateurs de

cette session spéciale de 10 jours.

Comme premier orateur, il aurait très certainement pu donner le ton à cet événement. Mais, par la décision qu'il vient de prendre, il porte plutôt un coup sérieux à l'ONU.

D'autant plus sérieux, d'ailleurs, que même le premier ministre de l'URSS, M. Alexei Kossyguine et ses homologues des pays de l'Est, à l'exception d'un seul, seront eux aussi absents. Le seul qui viendra des pays de l'Europe orientale, sera M. Nicolai Ceausescu, premier ministre de Roumanie.

Par contre, les grandes puissances occidentales seront "hautement" représentées. On attend, en effet, M. Edward Heath, premier ministre de Grande-Bretagne; le président Nixon, pour les Etats-Unis et M. Jacques Chaban-Delmas, pour la France.

## Importance du Canada

Parmi les pays de moindre importance, on considère que le Canada confère à l'ONU plus d'importance que n'importe laquelle des grandes puissances.

A l'ONU, une source informée a déclaré: "Nous attendions M. Trudeau,

parce que nous avons toujours considéré que le Canada est un fervent partisan des Nations unies."

Les journalistes qui avaient assisté, le 24 septembre, à la conférence de presse de M. Sharp, n'avaient aucun doute sur la venue de M. Trudeau.

Il avait dit, la veille du jour où il devait prononcer son discours à l'Assemblée générale, que le Canada exposerait ses vues en deux étapes.

"Demain, c'est moi qui vais parler et j'espère que le premier ministre prendra la parole au cours de la réunion du 25<sup>e</sup> anniversaire" avait-il dit.

"C'est pourquoi donc les vues du Canada sur plusieurs problèmes ne seront pas exposées dans mon discours..."

Il avait ajouté que les journalistes, en lisant son discours, devaient avoir cela présent à l'esprit: "Le fait que certains sujets ne seront pas évoqués, ne signifie guère que nous n'avons pas d'opinion là-dessus."

Interrogé sur la date de la visite de M. Trudeau, il avait répondu: "Je la connais, mais je n'en peux rien dire tant qu'elle n'aura pas été officiellement annoncée."



**Tué par un prisonnier**

L'agent Joseph L. O'Neill, âgé de 57 ans, est mort, hier, à Buffalo, après avoir été grièvement blessé par un coup de feu tiré par un détenu à l'extérieur du Meyer Memorial Hospital. Le prisonnier a été tué et le policier Young grièvement blessé, à la suite d'un échange de coups de feu.



**Blessé par le prisonnier Wilkins**

Une infirmière conduit l'agent Edward Young, âgé de 62 ans, de la police de Buffalo, à la salle d'opération. L'agent Young a été blessé, hier, par un prisonnier à l'extérieur du Meyer Memorial Hospital. Le confrère de Young, l'agent O'Neil, âgé de 57 ans, a, de son côté, été grièvement blessé; il est décédé par la suite. Quant au prisonnier Elijah Wilkins, âgé de 33 ans, il a été tué par l'agent O'Neil.

**VOTRE DENTIER vous permettra de mieux manger**

En saupoudrant simplement un peu de FASTEETH sur votre dentier, vous pourrez en même temps (1) maintenir les prothèses supérieure et inférieure mieux et plus longtemps (2) les maintenir plus confortablement (3) manger plus naturellement. Alcaline, la poudre adhésive pour dentiers FASTEETH n'agit pas sous les appareils. Nul effet gonfleur, sursécher ou pâteux. La santé exigeant un dentier bien ajusté, vérifiez donc votre denture régulièrement. Demandez votre FASTEETH, si facile à utiliser, à tous les rayons de pharmacie.

**Le jumelage des villes sera étudié à l'ONU**

par Florian BERNARD

La prochaine assemblée-générale des Nations-Unies sera saisie d'une résolution visant à accorder un appui financier substantiel à la Fédération mondiale des villes jumelées, comme moyen parallèle de promouvoir des échanges techniques, sociaux et culturels entre les peuples, de lutter contre le sous-développement et l'analphabétisme et d'encourager une éducation bilingue et une réforme générale de l'enseignement des langues vivantes dans un but de compréhension internationale.

La résolution qui sera présentée par la délégation de Paris vise également à sensibiliser les masses au problème de la paix, à lutter contre toute forme de racisme et de discrimination, à lutter contre la pollution, à développer les sciences communales, à promouvoir les intérêts touristiques et à favoriser les échanges inter-villes.

**Parmi les priorités**

Les objectifs principaux qui seront contenus dans la résolution de l'ONU sont un plan d'au moins cent jumelages au cours des prochaines années, la création d'un centre mondial d'informations techniques et d'urbanisme, la création d'un institut de recherches sur l'enseignement des langues de communication, la construction à Paris d'une Maison des Cités-Unies, l'intensification de la lutte à la pollution au niveau des villes et des municipalités, la création d'un centre mondial d'information sur les problèmes de l'éducation permanente, la mise sur pied d'un secrétariat international de jeunes volontaires de la coopération de même que la création d'un secrétariat général et mondial du mouvement.

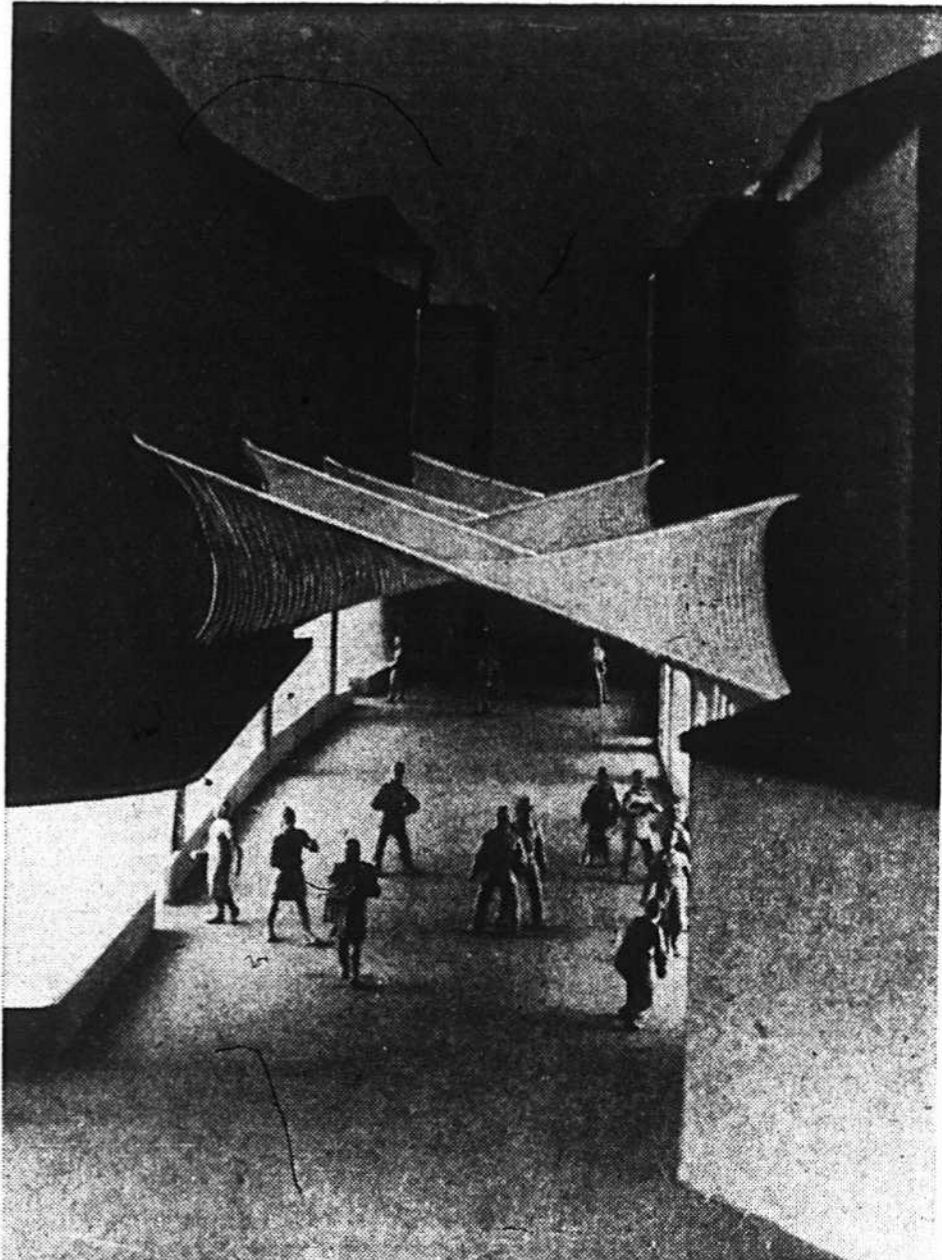
**Mouvement international**

A ce jour, une quarantaine de pays ont adhéré à la Fédération mondiale des villes jumelées, dont le Canada. Le représentant, pour notre pays, est le maire Marcel Robidas de Longueuil. C'est d'ailleurs le seul représentant du Canada à siéger au comité exécutif de l'organisme international.

La Fédération publie, régulièrement, un bulletin intitulé Cités-Unies qu'on peut se procurer en écrivant au siège-social de la Fédération, 13 rue Racine, à Paris.

**Deux représentants des Rough Riders**

Le flanqueur Hugh Oldham et le quart-arrière Gary Wood, des Rough Riders d'Ottawa, de la ligue Canadienne de football ont été nommés par les autres joueurs pour représenter l'équipe, en vue du Trophée Jeff Russel.



**Des piétons protégés des intempéries**

La ville ouest-allemande de Wuppertal projette de couvrir d'un toit les rues commerçantes fermées à la circulation automobile. Cette année, un tronçon expérimental sera doté d'une originale "toile de tente". Il s'agit d'une toile plastique extrêmement résistante mais suffisamment transparente pour laisser passer la lumière. Elle est pratiquement insensible aux intempéries, difficilement inflammable et souple à la chaleur et au froid. Cette "toiture" acquiert sa stabilité par sa courbure particulière.

**Baisse des ventes des maisons mais stabilité des prix en 70**

TORONTO (PC) — Les ventes de propriétés immobilières par le biais du "Multiple Listing System" a diminué d'un peu plus de 12 pour cent durant le premier semestre de 1970 alors que les prix des transactions sont demeurés généralement stables, souligne un rapport rendu public par l'Association canadienne des Chambres d'immeubles. L'organisme tient toutefois à préciser que le nombre d'inscriptions a par ailleurs largement augmenté.

La moyenne des prix de vente à travers le Canada fut d'environ \$23,173 au cours de la période d'avril à juin, au regard de \$23,357 pour la même période de l'an dernier et de \$22,965 pour le premier trimestre 1970.

Ces statistiques comprennent en majorité des habitations unifamiliales même si le système d'inscriptions s'adresse également aux vendeurs d'unités multifamiliales et de petites entreprises. Le volume total des ventes canalisées par le système des Chambres d'immeubles a dérivé, pour le premier semestre de l'année, des revenus de \$444,157,000 pour 19,167 unités.

**AQUARIUS SCHOOL OF ENGLISH LANGUAGE**  
Nouvellement au Canada. Le plus récent système. Que vous soyez "DOUE" ou "DUR D'OREILLE", en quelques heures d'études **NOUS VOUS GARANTISSONS** une bonne prononciation anglaise — **QUELLE AUTRE ECOLE VOUS DONNE CETTE GARANTIE ?**  
Pour documentation, écrivez  
**8250A boul. PROVENCHER, ST-LEONARD**  
Tél. 729-1759 après-midi

**MIRACLE MART ERRATUM**  
Dans notre annonce parue dans La Presse le 8 octobre 1970, l'item suivant aurait dû se lire comme suit:  
**Pneu à neige 4 plis "Série 78" \$19.97**  
Seulement **\$19.97** ch.  
Ce modèle est conçu pour que l'on puisse y adopter des crampons de 70-80. Mais ce prix de \$19.97 ne comprend pas ces crampons.

**Un film sur le retour à la vie normale des assistés sociaux**  
Le Service social familial métropolitain-sud, un organisme privé de service social, a présenté hier pour la première fois le film "Nouveau départ", qui porte sur le retour à la vie normale des assistés sociaux.  
Ce film est présenté comme la première initiative visant à mettre l'audio-visuel au service des assistés sociaux.  
Il a été tourné sur la rive sud à partir du cas concret d'un chômeur que l'agence de service social de la rive sud avait inscrit à son programme de "retour à la vie normale".  
Ce programme est en application depuis huit mois et il aurait déjà permis à 104 indi-

vidus de recommencer à travailler.  
Le film est principalement destiné aux assistés sociaux à qui on veut faire comprendre qu'ils peuvent devenir des "actifs" pour la société.  
Le Service social familial métropolitain-sud étant un organisme à but non-lucratif et qui doit son existence en quasi-totalité à des subventions gouvernementales, a pu compter sur la collaboration des milieux industriels pour faire réaliser la production cinématographique.  
La première coïncidait avec l'inauguration de l'édifice Montval, à Longueuil, un immeuble du gouvernement du Québec qui abrite, outre les bureaux régionaux de plusieurs ministères, ceux de l'agence du Service social familial.  
Le sous-ministre de la Famille et du bien-être social, M. Edgar Guay, qui a été l'instigateur des services de "retour à la vie normale", de même que le ministre du Travail, M. Pierre Laporte, ont assisté au premier visionnement.

**Incendie: un restaurateur est acquitté**

Un restaurateur de la rue Ste-Catherine est, Docinico Tetti, qui avait été accusé d'avoir incendié son restaurant, a été acquitté par le juge Guy Guérin, hier après-midi.  
Ses procureurs, Mes Pierre Morneau et Myer Gross, avaient précédemment souligné que même s'il semblait exister, contre le prévenu, une preuve circonstancielle, la jurisprudence était à l'effet que pour déclarer le prévenu coupable, il ne devait exister aucune autre possibilité d'interpréter la preuve présentée.  
Cette preuve avait mis en relief que quelque quinze jours avant l'incendie du restaurant Métropole, angle Sainte-Catherine et De Séve, le prévenu avait assuré son établissement pour une somme de \$35,000.  
Et cette somme aurait dépassé la valeur réelle du restaurant.  
D'autre part, le soir de l'incendie, le prévenu aurait été le dernier à quitter son restaurant, et aucune trace d'effraction n'avait été relevée par la suite. Mais un bidon vide de vinaigre aurait été retrouvé, contenant des traces de gasoline.

**Les chèques de pension de sa mère... décédée**

Une mère de huit enfants, de La Pléche, a comparu, hier matin, en correctionnelle, pour répondre à une accusation de perception illégale de chèques de pensions de vieillesse.  
Entre le 1er août 1969 et le 30 juin 1970, l'inculpée aurait en effet encaissé les chèques de pension de vieillesse de sa mère... décédée en juillet 1969.  
Libérée sur parole, l'accusée s'abira son enquête préliminaire le 20 octobre.

**LES NOUVEAUX PROJECTEURS À DIAPOSITIVES HANIMEX SONT IMPORTÉS AU CANADA SANS DOUANES**

Tous les projecteurs à diapositives vendus au Canada sont importés. Mais seuls, les projecteurs Hanimex fabriqués en Australie sont importés sans frais de douanes en raison d'un accord commercial spécial passé entre le Canada et l'Australie. Qu'est-ce que cette importation sans douanes signifie pour vous?  
C'est que vous pouvez acheter ces sept nouveaux modèles Hanimex absolument sensationnels à un prix très modique. En fait, les prix commencent à \$79.95. Ces projecteurs renommés dans le monde entier sont des modèles avancés par rapport aux modèles proposés par les concurrents. A tous les points de vue, caractéristiques et valeur, vous ne trouverez pas de meilleures aubaines ailleurs.  
Si vous recherchez un nouveau projecteur qui offre un système de réglage automatique, une lentille brillante F2.8, un palpeur automatique pour le réglage ou n'importe quelle autre caractéristique moderne, vous devez aller voir les modèles Hanimex importés sans douanes au magasin d'articles photographiques. C'est une excellente façon de "faire voir" vos qualités de photographe. Tous les modèles sont garantis par Hanimex.  
Pour recevoir une brochure gratuite, écrivez à:  
**HANIMEX (CANADA) LIMITED**  
131 Sunrise Avenue, Toronto 16, Ontario  
Sydney • Auckland • Londres • Chicago • Toronto • Hanovre • Tokyo • Hong-Kong

**LISTE DES GAGNANTS INTER-LOTO (MENSUELLE) SEPTEMBRE**  
500 Place d'Armes, Montréal, Qué. Tél.: 873-5350

09/10/1970 INTER-LOTO TIRAGE NO 8  
TIRAGE DE SEPT SEPT DRAWING

\$125,000.---4557326  
\$50,000.---4247153  
\$25,000.---4192837  
\$5,000.---4237943  
\$5,000.---4565752

GAGNANTS DE --- \$2,000. --- WINNERS

4031611	4146249	4355913	4385128	4391942
4426234	4256332	4588161	4604732	4709469
4727161	4752548	4854549	4856609	4893040

GAGNANTS DE --- \$1,000. --- WINNERS

4071252	4124664	4136790	4138170	4144129
4155382	4168012	4203286	4206596	4214795
4234437	4253634	4257044	4278470	4286029
4290951	4326370	4329193	4337275	4382787
4390303	4392339	4406183	4408052	4420988
4510559	4522464	4526151	4533137	4539525
4540050	4595092	4689688	4705027	4710755
4733293	4764300	4764423	4782573	4812474
4827720	4842546	4842687	4855290	4867889
4875274	4876702	4877774	4878114	4884902

GAGNANTS DE --- \$500. --- WINNERS

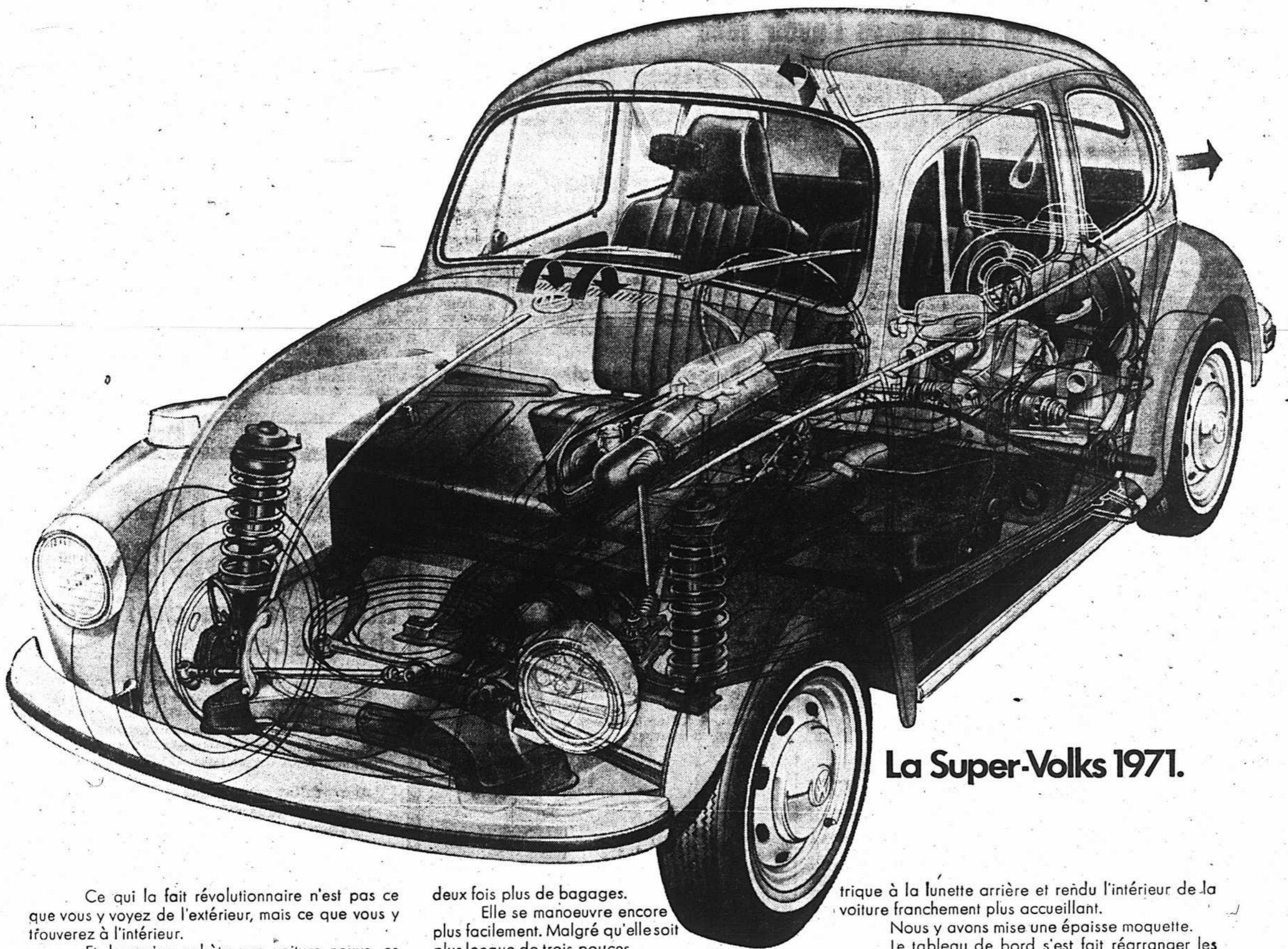
4002930	4012755	4046432	4051703	4077843
4081070	4147075	4163163	4170678	4181148
4235059	4245648	4249596	4260879	4278964
4282405	4301950	4306475	4327614	4339916
4356359	4357754	4370430	4375657	4376385
4382695	4405470	4425267	4452281	4463815
4475375	4488385	4500528	4507512	4513525
4516638	4537181	4542110	4551209	4558655
4560637	4707404	4724987	4780741	4785535
4786047	4788628	4793766	4824348	4862255

GAGNANTS DE --- \$100. --- WINNERS

4005179	4007657	4039709	4041596	4121460
4130641	4138800	4151402	4154630	4167255
4169472	4178493	4174561	4195508	4212423
4225160	4228488	4229751	4231364	4236583
4267476	4288950	4289523	4293859	4308856
4308973	4309700	4315465	4325002	4327263
4327686	4328917	4329608	4354900	4358212
4359366	4362813	4364801	4396328	4410748
4417663	4419900	4427889	4428333	4456567
4446428	4474148	4482218	4486265	4496467
4498849	4500941	4508761	4511002	4538520
4552336	4558244	4572078	4585618	4590607
4594975	4602618	4603118	4604194	4678238
4698368	4704072	4708379	4717137	4726408
4727582	4728584	4731529	4733141	4734379
4735295	4736816	4746598	4747113	4756783
4761141	4761230	4775234	4782130	4785734
4800667	4807796	4811023	4812218	4813365
4814714	4822130	4823774	4830189	4835191
4839045	4850590	4852594	4872362	4888303

**SI VOUS ÊTES GAGNANTS... conformez-vous alors aux directives qui sont inscrites au verso de votre reçu officiel c'est-à-dire de votre billet de tirage. Vous avez 3 mois pour réclamer vos prix.**

# Voici la nouvelle petite voiture révolutionnaire.



La Super-Volks 1971.

Ce qui la fait révolutionnaire n'est pas ce que vous y voyez de l'extérieur, mais ce que vous y trouverez à l'intérieur.

Et, lorsqu'on achète une voiture neuve, ce qu'il y a en dessous n'est-il pas plus important que le tape-à-l'oeil? (Les protubérances chromées n'ont jamais ajouté à l'endurance d'une voiture. Et les bandes rallye contrastantes n'aident en rien à l'entretien.)

Chez Volkswagen nous aimons taper dans le mille. Alors nous faisons de notre mieux pour laisser le tape-à-oeil aux autres.

Et si nous annonçons du nouveau, c'est qu'il y a effectivement du nouveau, même si ça ne saute pas aux yeux. (C'est pourquoi nous vous présentons la coupe de notre nouvelle voiture.)

Regardez-la bien.

Vous n'en croirez peut-être pas vos yeux, mais vous n'avez jamais vu pareille voiture.

Son coffre est à peu près deux fois grand comme celui de la Volks de l'an dernier. Et il contient

deux fois plus de bagages.

Elle se manoeuvre encore plus facilement. Malgré qu'elle soit plus longue de trois pouces.

Et voyez-vous ses grands ressorts près du coffre? Ils accomplissent leur propre petite révolution pour le confort et la sécurité. Et, avec le train arrière à double articulation, ils donnent à la voiture une stabilité incomparable.

Mais il fallait peut-être s'y attendre, puisque, à l'origine, cette suspension fut conçue par les ingénieurs Porsche.

Et comme l'an dernier elle leur donna le championnat mondial des constructeurs, cette année elle vous donnera plus de confort et de stabilité.

De plus, les freins de cette voiture sont plus gros et plus puissants.

Son empattement avant est plus large.

Le réservoir à essence contient plus et vous permettra de faire le plein moins souvent.

Nous avons aussi intégré un dégivreur élec-

trique à la lunette arrière et rendu l'intérieur de la voiture franchement plus accueillant.

Nous y avons mise une épaisse moquette.

Le tableau de bord s'est fait réarranger les cadrans (Ils sont plus faciles à lire.)

Et le système d'aération, lui, s'est fait rafraîchir avec 7 nouvelles bouches d'air. (Suivez nos petites flèches et vous comprendrez facilement comment s'y fait la circulation continue.)

Tout compté, la Super-Volks '71 présente 89 améliorations sur la petite Volks de l'an dernier. (Et 60,000 sur notre toute première.)

Ce qui, à notre humble avis, en fait une nouvelle petite voiture révolutionnaire.

Mais, attention, l'essentiel n'a pas été touché. Et alors que tout le monde assemble fiévreusement de nouvelles petites voitures "révolutionnaires",

notre nouvelle petite voiture révolutionnaire est aussi fiable et économique qu'une Volkswagen qui se respecte se doit de l'être.





Nouveau témoin au procès du guru Charles Manson, Mme Virginia Graham, 37 ans, s'entretient avec son procureur, Me Robert Steinberg, au palais de Justice de Los Angeles. Ex-détenue ayant partagé la même cellule que Susan Atkins,

Une des accusées du meurtre de l'actrice Sharon Tate et de ses amis, Mme Graham avait reçu les confidences de la hippie.

## Tel un vampire, Susan Atkins se serait délectée du sang de l'actrice Sharon Tate après l'avoir tuée

LOS ANGELES (AFP) — "Susan Atkins m'a dit qu'elle voulait arracher les yeux des victimes du massacre de la villa Polanski pour les lancer ensuite contre les murs. Elle voulait aussi leur couper les doigts, mais elle n'en a pas eu le temps", a déclaré hier Virginia Graham, 37 ans, ancienne compagne de cellule de la jeune hippie de 21 ans, accusée d'avoir participé à la boucherie du mois d'août 1969. Virginia Graham, une ancienne secrétaire arrêtée pour vol à la tire, se trouvait, l'an dernier, derrière les barreaux d'une prison municipale de Los Angeles avec Susan Atkins, détenue pour une autre affaire sans rapport avec le meurtre de l'actrice Sharon Tate, épouse du metteur en scène polonais Roman Polanski, et de quatre personnes de son entourage. Convoquée comme témoin au procès de Charles Manson, accusé d'avoir organisé les meurtres, Virginia Graham a déclaré qu'elle avait à l'époque supplié Susan Atkins de ne pas lui faire d'aveux car elle ne voulait pas écouter son récit d'horreur. Mais, a-t-elle ajouté, c'est avec un plaisir évident que l'accusée a continué à lui décrire l'épouvantable scène de sadisme. Selon Virginia Graham, l'accusée lui avait avoué avoir personnellement poignardé à mort Sharon Tate qui était en-

ceinte de huit mois et avait ajouté avec satisfaction "qu'en plongeant son couteau, elle n'avait pas senti de résistance et qu'il avait pénétré sans difficulté dans le corps donnant ainsi des sensations exquises". Poursuivant son récit, Virginia Graham a déclaré que Susan Atkins lui avait dit qu'après avoir pénétré dans la villa Polanski, elle avait aperçu Sharon Tate assise sur son lit, en culotte bikini et en soutien-gorge, en train de bavarder avec son ancien fiancé, Jay Sebring, un coiffeur pour hommes en vogue, qui périt également aux mains des meurtriers. C'est dans le salon de la villa que l'actrice fut assassinée plus tard. "Elle m'a dit qu'elle avait empoigné Sharon Tate et qu'elle sanglotait en se débattant tout en hurlant la supplication: "Ne me tuez pas. Je veux mon enfant." Susan Atkins m'a révélé qu'elle lui avait alors répondu: "Écoutez-moi bien, salope: autant te résigner. Tu vas y passer et tout ce que tu peux bien dire me laisse entièrement froide." Détail atroce: Susan Atkins, a selon Virginia Graham, avoué qu'après avoir poignardé Sharon Tate, elle avait plongé ses mains dans son sang qui giclait de partout et qu'elle s'était mise à se lécher les doigts. "Le sang était délicieux.

Chaud et gluant... Gôûter la mort et, néanmoins, être en mesure de donner la vie, quelle sensation!" s'était exclamée Susan Atkins, selon Virginia Graham.

## "C'est un rosaire de vols d'autos"

Armand Vaillancourt, Roger Janel et Paul-Gérard Arel ont comparu, hier matin, devant le juge Emile Trottier, de la cour des sessions de la paix, pour des inculpations de vols d'autos d'un montant de \$65.000. Vaillancourt et Janel ont pu recouvrer leur liberté provisoire moyennant un dépôt en argent de \$500 ou un cautionnement de \$950. Quant à Paul-Gérard Arel, tout cautionnement lui a été refusé jusqu'à son enquête préliminaire. Le juge Emile Trottier lit et relit le dossier criminel de l'accusé Arel. Ouais... Ouais... c'est pas gai, pas rassurant... c'est même étrangement impressionnant... Notre homme est décidément un spécialiste du vol d'auto... C'est pas possible... c'est effrayant... Mais regardez-moi ça! Un chapelet de vols d'autos. Non, pas un chapelet, un rosaire! Pas de caution. Le juge décidera au moment de l'enquête préliminaire. Le procureur de l'accusé, Me Pierre Morneau, n'a pas insisté. Il a simplement déclaré: "C'est vrai que mon

client a un dossier assez impressionnant..." Quant au procureur de la couronne, Me Bernard Fournier, il s'est contenté d'approuver d'un coup d'oeil satisfait la décision du juge Trottier. Assise près du banc des accusés, une jeune femme fort jolie sourit à Arel, qui semble ravi de la présence de cette dernière. Paul-Gérard Arel a un dossier judiciaire qui remonte au 6 mai 1954. Jocelyne Rouleau, une jeune femme de 21 ans qui ne serait "qu'un rouage quasiment insignifiant dans une affaire particulièrement compliquée", devra attendre jusqu'au 22 octobre, date de son enquête préliminaire, pour savoir si elle pourra obtenir un cautionnement et recouvrer sa liberté si elle doit être envoyée à son procès. Quoi qu'il en soit, l'inculpée, qui habite rue de Salaberry, à St-Jean, a comparu, hier matin, en correctionnelle, sous des inculpations de fraudes totalisant près de \$3.000. Selon la version de la police, l'accusée ouvrait un compte,

## Un certificat d'action de \$75 vaut maintenant... \$2 millions!

DALLAS (UPI) — La Mercantile National Bank de Dallas cherche à retrouver le propriétaire d'un certificat d'action qui vaut 75 dollars à l'origine, mais représente aujourd'hui, tenez-vous bien, la somme plus que coquette de \$2 millions. "Cette affaire ressemble à un conte d'opérette, mais il n'en reste pas moins que nous sommes à la recherche du détenteur de ce certificat depuis dix ans, dit, sans presque trop y croire lui-même, M. Paul Rains, le représentant de la banque qui s'occupe de ce cas. Nous avons fait placer des annonces dans le monde entier, sans aucun résultat. Même lorsque nous disons qu'il y a d'une somme de \$2 millions." On a confié cette tâche ardue à M. Rains parce qu'il est un ex-agent du FBI. C'est ainsi qu'il a retracé toute l'histoire du document, qui remonte à 1884. "A l'époque, dit M. Rains, le Texas voulait avoir le chemin de fer, mais n'avait pas un sou franc. Il a donc été décidé de concéder les terrains nécessaires à la Texas & Pacific Railway Co. afin qu'elle construise une voie ferroviaire. La société, cependant, avait des difficultés financières et dut hypothéquer les terrains. Finalement, la société n'ayant plus d'argent, les terrains furent cédés à la Texas Pacific Land Trust", explique M. Rains.

# les tribunaux

## Il avoue avoir commis un vol à la pointe du couteau: cité à son enquête

Accusé d'avoir commis un vol à la pointe du couteau au 5719 Sherbrooke ouest, Joseph Harry Savenco, un jeune Montréalais âgé de 22 ans, a reconnu sa culpabilité, hier matin, devant le juge Emile Trottier, de la cour des sessions de la paix.

Mais à la suite des représentations du procureur de la Couronne, Me Bernard Fournier, le juge Trottier, qui ne comprenait pas pourquoi l'accusé s'était lui-même livré à la police, le lendemain du vol, a demandé à ce dernier de s'expliquer.

Savenco a alors déclaré au tribunal: "C'est très librement que je reconnais ma culpabilité à l'accusation portée contre moi. J'ai commis ce vol avec un couteau. Une jeune femme m'a remis le contenu de la caisse et j'ai fui." "Si je me suis livré à la po-

lice, quelques heures plus tard, à poursuivre l'accusé, c'est parce que j'ai soudainement retrouvé mon équilibre mental. J'étais drogué à mort au moment où j'ai commis ce délit-là."

"Dans ces circonstances-là, a dit le juge Trottier, je préfère refuser votre plaidoyer de culpabilité et vous envoyer à votre enquête préliminaire, le 16 octobre. Si la preuve est faite, à ce moment-là, que vous étiez drogué au moment où vous avez commis ce vol, le juge nuancera sa sentence. C'est dans votre intérêt et celui de la Justice que je refuse votre plaidoyer de culpabilité."

Sans adresse et sans emploi, l'accusé, qui n'a pas de dossier judiciaire, restera en cellule jusqu'à son enquête préliminaire.

## Des juges montréalais siègent au village de Poste-de-la-Baleine

Le village de Poste-de-la-Baleine étant, comme l'on sait, dans le district judiciaire de Montréal, même s'il est situé en ligne indirecte à 1.000 milles de la métropole, il faudra apparemment lui consacrer désormais un petit coin de la chronique judiciaire locale. Puisque, maintenant, des juges montréalais sont envoyés régulièrement dans ce coin du Grand-Nord québécois. Le juge Maurice Fauteux, le dernier à s'y rendre, ces jours derniers, a pour sa part ac-

quitté un jeune employé de la Baie d'Hudson qui était accusé de possession d'une arme à feu dans le but de troubler la paix publique. La vérité, c'est qu'il avait plutôt tenté de protéger sa paix... privée, en tirant un coup de feu en l'air, semblait-il, pour faire peur à des jeunes Indiens qui "lançaient" des pierres dans ses fenêtres. Une jeune femme qui avait par ailleurs tenté de pénétrer par effraction dans la chambre d'un... homme, et ce dans

le même corps de bâtisse où le juge doit se retirer, lors de ses visites à cet endroit, a pour sa part été condamnée à six mois de prison. Un jeune Esquimau qui avait falsifié un chèque de \$117,50 alors qu'il avait dû requérir l'aide de deux personnes différentes pour inscrire ce chiffre... en lettres sur le document, parce qu'il ne pouvait le faire lui-même, a pour sa part été condamné également à la prison par le tribunal.

Les prisonniers, incidemment, sont revenus dans la métropole dans le même avion que le juge, le greffier Laperrière et l'officier de liaison Claude Chapat, de la Sûreté du Québec.

## Jeune narcomane condamné à 2 ans pour être traité

Et la couronne et la défense sont tombés d'accord, hier après-midi, pour suggérer qu'une peine de deux années de pénitencier pouvait être la meilleure chose qui pourrait arriver à un jeune narcomane de 19 ans, Claude Rochon, de la rue Milson.

Et c'est la peine que le juge Maurice Johnson devait effectivement imposer au prévenu, quelques minutes plus tard, en soulignant que cela lui permettrait d'être traité dans la seule institution pénitentiaire spécialisée du pays, en Colombie-Britannique.

Peu avant, le procureur-chef de la police fédérale, Me Louis Philippe Landry, avait souligné que la réhabilitation et la désintoxication de tels narcomanes ne pouvaient se faire en liberté.

Dans le cas du prévenu, Me Landry souligna que l'incarcération pour fin de traitement était urgente, et que si on ne l'ordonnait pas immédiatement, très bientôt, il serait trop tard.

Il révéla également que le jeune homme, qui avait été pris en possession de capsules de LSD, avait ainsi "gradué", à partir de drogues moins nocives.

## Une jeune fille serait mêlée à une "affaire passablement compliquée"

Assise près du banc des accusés, une jeune femme fort jolie sourit à Arel, qui semble ravi de la présence de cette dernière. Paul-Gérard Arel a un dossier judiciaire qui remonte au 6 mai 1954. Jocelyne Rouleau, une jeune femme de 21 ans qui ne serait "qu'un rouage quasiment insignifiant dans une affaire particulièrement compliquée", devra attendre jusqu'au 22 octobre, date de son enquête préliminaire, pour savoir si elle pourra obtenir un cautionnement et recouvrer sa liberté si elle doit être envoyée à son procès. Quoi qu'il en soit, l'inculpée, qui habite rue de Salaberry, à St-Jean, a comparu, hier matin, en correctionnelle, sous des inculpations de fraudes totalisant près de \$3.000. Selon la version de la police, l'accusée ouvrait un compte,

### VENTE — REPARATION ET LOCATION

- BAS ELASTIQUES
- CORSETS
- MEDICAUX
- COLLETS
- CERVICAUX
- TRACTIONNÉS
- CERVICALES
- CHAISES ROULANTES
- LITS D'HOPITAUX
- MARCHETTES
- COMMOTES

PRESCRIPTIONS MEDICALES REMPLIES AVEC SOIN  
SATISFACTION GARANTIE — SERVICE A DOMICILE  
Après 5 h. 30 : 435-0956

Adressez-vous à :  
**C MARTIN & CIE** (division Regent St-Pierre)  
4327, rue ST-DENIS 844-1485 — 849-9041

### PRENEZ DES VACANCES MAINTENANT RETIREZ-VOUS PLUS TARD

DANS 5 ANS OU 10 ANS OU QUAND VOUS SEREZ PRET, QUELS QUE SOIENT VOS REVENUS!

Vous pouvez maintenant vivre en Floride centrale au sud de Daytona Beach, au sein d'un lotissement bien organisé de maisons mobiles, juste sur la magnifique Indian River

River Park Estates est un superbe lotissement de maisons mobiles dont la façade de 1.900 pieds donne sur l'Indian River. La propriété est située sur la route U.S. No 1, juste au nord de Cap Kennedy, à portée de tout. C'est une des plus belles régions de la Floride. Les résidents de River Park Estates peuvent profiter de la pêche... du canotage... de la natation ou tout simplement s'asseoir et jouir de la vue. Les terrains sont situés sur de larges rues asphaltées où les conduites d'eau et d'électricité sont déjà installées. A deux pas de New Smyrna Beach se trouvent des hôpitaux modernes... des centres commerciaux... des écoles et toutes sortes de facilités pour les loisirs. Ce centre communautaire comprendra une piscine en 1971... un terrain de golf "Pinks & Putts"... un jeu de palets, etc.

Les propriétaires de RIVER PARK ESTATES VOUS ASSURENT, AU CAS OU VOUS ACHETERIEZ VOTRE TERRAIN DE MAISON MOBILE MAINTENANT, QUE SUR RECEPTION DE VOTRE TITRE, AUCUN VERSEMENT COMPTANT NE SERA NECESSAIRE POUR UNE MAISON DE DEUX CHAMBRES A COUCHER ENTIEREMENT MEUBLEE PRETE A VOUS RECEVOIR.

---

**UNIRAMA INVESTMENT CORP.**  
1212 OUEST, RUE PINE, SUITE 401  
MONTREAL 112, P.Q.  
TEL. 844-3827

Veuillez me faire parvenir tous les détails sans aucune obligation.

NOM .....

ADRESSE .....

VILLE ..... PROVINCE .....

TELEPHONE ..... CODE REGIONAL .....

## VISITEZ LE SALON DE L'HABITATION

JUSQU'AU 11 OCTOBRE DE MIDI A 10 HRES 30 P.M. (LE SAMEDI 10 OCTOBRE DE 10 HRES A.M. A 10 HRES P.M.)

### Au Centre Paul-Sauvé

4000 EST RUE BEAUBIEN (ANGLE PIE-IX)

Avec votre billet d'admission vous pouvez gagner :

- VOYAGE A MIAMI pour deux personnes, offert par Air Canada et Travelade.
- AUTO-NEIGE SKI-DOO offerte par Bombardier Québec, Limitée.
- TELEVISEUR COULEUR présenté par Paravert Const. Inc., promoteur et réalisateur du "projet d'habilles" à Vimont.

1.000 DOLLARS de la Société de Construction Brandon Inc., en dépôt sur une maison ou en paiement d'un an de loyer.

Défilé de mode à 3 h. P.M. présenté par "Simplicity"

PRESENTE PAR :  
**L'ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS D'HABITATIONS DU MONTREAL METROPOLITAIN**

ADMISSION : 75¢

## cours par correspondance

### du ministère de l'éducation du québec

Vous avez un emploi? Vous êtes éloigné des centres d'enseignement? Vous voulez progresser selon votre propre rythme? Les cours par correspondance du Ministère de l'Éducation offerts par la Direction Générale de l'Éducation permanente vous permettent de poursuivre des études en formation professionnelle... à peu de frais, chez vous, dans vos moments libres. Des professeurs d'expérience vous aident.

Alors, faites comme des milliers d'autres

Inscrivez-vous au Service des Cours par Correspondance du Ministère de l'Éducation du Québec.

Vous avez le choix parmi une cinquantaine de cours sur des sujets tels que :

■ lettrage d'enseigne	■ anglais	■ dessin technique
■ mathématiques	■ électricité	■ machines fixes
■ soudure	■ commerce	■ lecture de plans
■ comptabilité	■ lettrage en dessin industriel	■ géographie économique du Canada
■ loi de lettres de change		

Treize de ces cours vous sont offerts sous forme programmée ou "micro-graduée" (technique de la connaissance graduelle) sur les sujets suivants :

■ Principes d'électricité	■ Électronique (théorie)	■ Dynamisme de la vente
■ Principes de direction de l'entreprise	■ Initiation à l'économie politique	■ Arithmétique des ordinateurs
■ Électricité industrielle	■ Circuit électronique	■ Principes de l'organisation des petites entreprises
■ Organisation du travail dans l'entreprise	■ Servomécanisme	■ Éléments de programmation pour les ordinateurs
	■ Trigonométrie élémentaire	

Renseignez-vous davantage; faites venir un prospectus.

**SERVICE DES COURS PAR CORRESPONDANCE**  
1110 est, rue Jean Talon, Montréal 328.  
Tél.: 873-2210.

Sans obligation de ma part, veuillez m'expédier gratuitement le prospectus de vos cours par correspondance.

Nom .....

Adresse .....

# EATON

## Le maquillage-regard Revlon "Natural Wonder" vous fait le regard que vous désirez

Inventez-vous chaque jour un nouveau regard! Le maquillage à l'eau "Natural Wonder" vous permet de jouer à l'aquarelle sur vos paupières, de créer à l'infini de nouvelles couleurs tendres ou folles pour embellir magnifiquement vos yeux. C'est facile grâce au maquillage-regard à formules crémeuses étudiées hypo-allergènes et aux pinceaux précis de Revlon.

- A. **Pinceau ligne-paupière.** Pinceau en véritable zibeline, prêt-à-employer et effilé pour la précision de la ligne paupière. **1.50**
- B. **Ligne-paupière.** Ligne-paupière aquarelle à tracer au pinceau avec un rien d'eau pour une ligne égale et précise. **2.50**
- C. **"Eye Openers".** Ces fards teintés crémeux masquent les cernes sous les yeux et font paraître l'œil plus grand. Bleu clair/ton chair, vert clair/ton chair, lilas clair/ton chair ou pêche clair/pêche rosé. **2.25**
- D. **Mascara "Big Lash".** Se pose automatiquement à l'aide de la brosse pour épaissir les cils et dure jusqu'à ce que vous l'enleviez. Noir de base. 1/2 oz. **2.50**
- E. **Ombres-paupières.** Un jeu de trois ombres et un pinceau pour souligner, rehausser le regard de couleurs plus ou moins accentuées. Trois tons (clair à givre). **3.50**
- F. **Aquapalettes.** Deux fards givres et quatre ombres-paupières pour vous composer un maquillage subtil ou prononcé selon l'eau que vous y ajoutez. **4.50**

Les représentantes Revlon, Florence Cunningham et Josée Chevrier sont chez Eaton en ville mardi jusqu'à samedi, Louise Turcot est chez Eaton à Ville d'Anjou mardi et mercredi, et à Pointe-Claire vendredi et samedi. Elles vous conseilleront les produits de maquillage Revlon qui vous conviennent.

Livraison des commandes de 2.00 ou plus



### Offre prime!

Tout achat Revlon de 6.50 ou plus vous donne droit en prime au nécessaire "Moon Drops" pour le bain: Baume hydratant après-bain 1.9 oz fl.; Diffuseur Eau de Parfum 1 oz fl.; Concentré "eau de mer" pour le bain 1.9 oz fl.

## Produits de beauté Charles of the Ritz: Un éclat de jeunesse

Embellissez votre épiderme avec les produits de beauté de Charles of the Ritz.

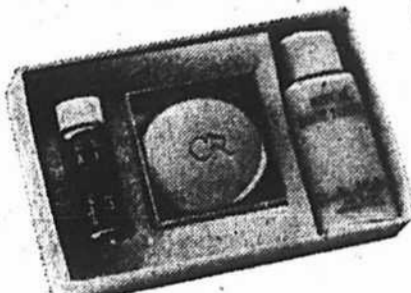
- G. **Traitement de nuit Ritual.** Une crème veloutée d'une formule ultra-moderne. Contient plusieurs éléments lubrifiants qui agissent pour aider à donner un éclat jeune naturel à votre visage. 2 oz **15.00**  
4 oz **25.00**
- H. **Revenescence liquide.** Aide à préserver un aspect jeune d'une fraîcheur de rosée sous le maquillage. 4 oz chacun **13.50**

La représentante Charles of the Ritz, Mlle Lucille Campbell, sera chez Eaton en ville du 13 au 17 octobre. Consultez-la.



### Offre-prime!

Tout achat de 5.00 ou plus de produits Charles of the Ritz vous donne droit en prime au nécessaire de bain Charles of the Ritz: 1 pain de savon, Lotion pour le corps 1 oz fl. et Huile Ritual pour le bain 1 dram.



## Prince Matchabelli a capté l'automne dans "Golden Autumn"

Prince Matchabelli a capté cette saison magique pour celles qui aiment l'automne. Il présente "Golden Autumn", une fragrance douce, délicate et romantique vraiment comme l'automne.

- J. Crème, sachet 1 oz 2.75
- K. Poudre après-bain 5 oz 3.25
- (Non représenté)
- Cologne 4.5 oz ou 7 oz 3.25 ou 4.50
- Diffuseur aerosol 1.9 oz ou 4 oz 2.75 ou 4.00
- Bain moussant 4.5 oz 3.00
- Essence - Voile 4 oz 3.50
- Poudre-talc après-bain 6 oz 3.25
- Ensemble parfait l'ens. 4.75
- Ensemble diffuseur-aérosol et poudre-talc après-bain l'ens. 6.00

COMPOSEZ 842-9211

EATON en ville (rez-de-chaussée), Ville d'Anjou, Pointe-Claire, Rayon 212

## C'est la saison de la vérification des chasse-neige chez Eaton

### Service d'entretien et de remisage d'hiver

Soyez prêt! N'attendez pas d'être englouti sous la première bordée de neige... toujours inattendue! Faites vérifier votre chasse-neige dès aujourd'hui... Pensez donc! Seulement 16.95 et votre chasse-neige sera de nouveau en parfaite condition, ce qui vous épargnera temps et sueurs durant tout l'hiver.

Tout travail garanti — Main-d'oeuvre: 30 jours  
Pièces: 90 jours — Le coût des pièces n'est pas compris dans les taux susmentionnés

Nous entreposons, nous vérifions et nous réparons une diversité d'équipement électrique.

### Coûts de la mise au point, de l'entretien et du remisage

- Tondeuses avec moteur à 2 ou 4 cycles 12.95
- Tondeuses automotrices et tracteurs de jardin 16.95
- Tondeuses électriques 12.95

### Moteurs hors-bord

- Jusqu'à 5 cv 12.95
- Jusqu'à 10 c.v. 16.95
- Jusqu'à 20 c.v. 18.95
- Jusqu'à 35 c.v. 21.95
- Jusqu'à 55 c.v. 24.95
- Plus de 55 c.v. 29.95

Si un travail additionnel s'avérait nécessaire, une estimation vous sera soumise au préalable. Taux 7.50 l'heure.

COMPOSEZ 342-2060

Magasin-entrepôt EATON, Rayon 1053

Tous les magasins Eaton seront fermés lundi le 12 octobre

HEURES D'AFFAIRES EATON: MARDI, MERCREDI DE 9H 30 A 18 H — JEUDI, VENDREDI DE 9 H 30 A 21 H — SAMEDI DE 9 H A 17 H — LE STANDARD OUVRE À 8 H 30, 842-9211



EATON au Niveau du Métro

# Une moisson d'AUBAINES

Tenues-mode pour fillettes et bambins à prix qui aident votre budget



**A. Jolies robes en "Acrylique"**

Spécial  
**3.99** ch.

Attrayantes et gaies, avec manches courtes, en tons unis ou à rayures. En vert, rouge, bleu ou ton or. Tailles 4 à 6x.

**B. Ensemble deux pièces**

Spécial  
**3.99**

En nylon extensible, pantalon à jambe évasée, chemise T à rayures et manches longues. En vert, rose, ton or. Tailles 4 à 6x.

**C. Cardigans en "Acrylique"**

Spécial  
**3.88**

Lavables à la machine. Motif Jacquard, en bleu, vert, bleu royal, rouge vin. Tailles 4 à 6x.

**D. Pantalons à pressage permanent**

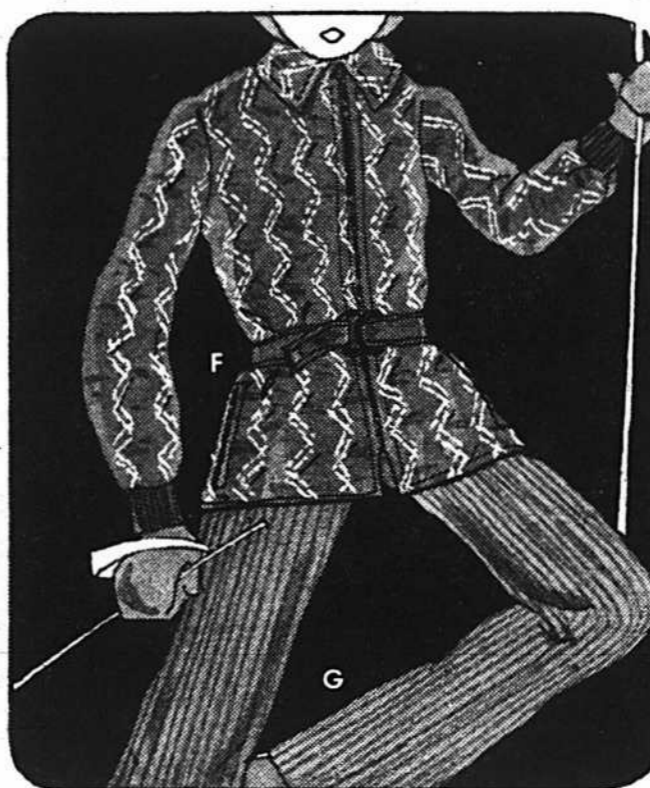
Spécial  
**2 pour 4.50**

Lavables à la machine. Jambes évasées, glissière devant, élastique au dos. En gris, brun, marine. Tailles 4 à 6x. Spécial 2.39 ch.

**E. Unipiece pour fillette**

Spécial  
**6.99** ch.

En nylon, jambes évasées, glissière devant, petit collet. Foulard imprimé, pouvant aussi servir de ceinture. En bleu ou corail. Tailles 7 à 12.



**F. Veste de ski en nylon piqué**

Spécial  
**9.99** ch.

En populaire nylon cire, demi-doublure de similifourrure, ceinture devant, capuchon dissimulé sous le collet. Poches latérales, glissière devant. En brun, bleu ou vert. Tailles 7 à 14.

**G. Pantalon de ski, jambes évasées**

Spécial  
**4.99** ch.

Chaud doubleur isolante "thermal". Modèle nouveau à jambes évasées, élastique à la taille. En couleurs assorties à la veste ci-dessus, bleu, brun ou vert. Tailles 7 à 14.



**Pour dames! Collants extensibles**

Spécial  
**2.59** ch.

Collants-mode faits de nylon très extensible pour un meilleur galbe. Idéal pour les exercices et pour tous les jours. Noir ou beige. Tailles: Petite, moyenne, grande ou forte. Spécial 2.79 ch. Très forte. Spécial 2.99 ch.

**Gaussettes pour hommes**

Spécial

**4 paires pour 3.79**

Acrylique dont l'extensibilité remarquable chausse les pointures 10 à 13. Blanc, noir, marine, brun, olive, vert foncé ou ton or. Spécial : 99 paire

En ville (niveau du Métro) et Ville d'Anjou - Rayon 910

Eaton en ville seulement (niveau du métro) Rayon 901



**A. Mini-peignoirs**

Spécial  
**4.99**

Jolis peignoirs en nylon matelassé sur "fibrefill Polyester". Lavables à la machine. Glissière devant. Bordures de couleur contrastante sur les côtés et à l'ourlet. En bleu, flamme, vert pâle, en tailles: petite, moyenne ou grande.

**B. Peignoirs pleine longueur**

Spécial  
**7.99**

Tricot de nylon piqué doublé de "fibrefill Polyester", avec cordon de même tissu à porter de 3 façons. 2 poches appliquées, bordure décorative de jolie broderie. En vert ou bleu. Tailles: petite, moyenne ou grande. Taille forte

Spécial 8.99



**Soutiens-gorge courts**

Spécial  
**2 pour 2.50 1.29** chacun

A- Modèle de broadcloth de coton léger, demi-bonnets rebrodés de nylon. En blanc seulement. A 32 à 36 - B 32 à 38 - C 34 à 38.  
B- Style bandeau devant croisé, bonnets doublés de "Polyfill". Côtés et dos en Lycra. En blanc. A 32 à 36 - B 32 à 38.



**Foulards indiens en soie**

Spécial  
**2.69**

Un accessoire de la mode de l'heure. La longue (en v. 70" x 11"), écharpe pure soie à nouer ou à draper comme le veut la mode. Fait main aux Indes dans des imprimés indiens multicolores. Dans les coloris violet, bleu, rose, vert, orange, aqua, beige.

Livraison des commandes de 2.00 ou plus  
**COMPOSEZ 842-9211**

En ville (niveau du Métro) seulement - Rayon 909

EATON en ville seulement (Niveau du Métro). Rayon 917

Tous les magasins Eaton seront fermés lundi le 12 octobre

HEURES D'AFFAIRES EATON: LUNDI, MARDI, MERCREDI DE 9 H 30 A 18 H - JEUDI, VENDREDI DE 9 H 30 A 21 H - SAMEDI DE 9 H A 17 H - LE STANDARD OUVRE A 8 H 30, 842-9211